Tome V. N° 5. PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e) 1er Juin 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

La Victoire

Ses causes. — Ses leçons[1].

Pendant plus de quatre années, le monde a été agité par le plus terrible des drames dont il ait jamais été le théâtre. Jamais les péripéties ne se sont entre-croisées avec une telle rapidité ; jamais autant de sang n'a coulé sur la scène dont le décor s'étendait sans cesse, jusqu'à remplir toute la salle. Acteurs en même temps que spectateurs de cette action formidable, nous manquons du recul nécessaire pour constater la vraie grandeur des objets et des personnages. Néanmoins, un certain nombre de faits sont nettement établis et ils se groupent de telle sorte que leur ensemble apparaît comme la cause déterminante du dénouement. Par suite des circonstances, les hommes ont bien donné toutes les mesures de leurs dimensions réelles, indépendantes du décor et de la figuration : nous pouvons constater leur rôle dans l'action. En considérant ces faits et ces hommes, nous saisissons les principales causes de la victoire.

Comprendre les événements — et quels événements ! si proches de nous, si mélangés à notre vie, et pendant tant

(1) Le général Mangin a bien voulu réserver à nos lecteurs le texte de la conférence qu'il a prononcée à Tours le 8 mai dernier. (N. D. L. R.)

de jours — c'est la grande joie de l'intelligence. C'est sans réserve qu'il faut nous y livrer, car elle comporte de grandes leçons : de ces événements en effet résulte le présent de notre pays et va sortir son avenir.

*
* *

Tant d'événements nous séparent de ce mois de juillet 1914 qu'il nous semble aujourd'hui bien lointain. Il nous montre la petite Serbie menacée dans son indépendance et dans son existence même par un puissant voisin, dont la population est le décuple de la sienne, avant-garde du germanisme débordant sur l'Orient. Son attitude de soumission presque complète ne peut arrêter l'adversaire décidé à l'écraser et qui prend les armes. Vainement la Russie, qui a engagé la lutte en 1878 pour secourir ses frères de race, se déclare prête à renouveler le même effort tout en multipliant les tentatives pour éviter le conflit ; vainement l'Angleterre propose-t-elle, après la Russie, de recourir à un arbitrage ; l'Autriche-Hongrie passe outre et attaque la Serbie. Cet acte de violence ne suffit pas à déchaîner la guerre en Europe centrale ; il faut que l'Allemagne se démasque, s'arme à son tour et intervienne directement en sommant la Russie de renoncer aux précautions militaires que la situation lui a commandé de prendre sur sa frontière méridionale, et c'est elle qui déclare la guerre à la Russie.

Liée à la Russie depuis vingt ans par un traité d'alliance défensive, la France s'est armée la dernière et a pris des précautions extraordinaires pour éviter tout conflit de fait ; mais l'Allemagne, pressée de commencer les hostilités vers l'Ouest, se fait de nouveau l'agresseur et lui déclare la guerre sous un prétexte mensonger — le bombardement de Nüremberg par des avions français — que, par la suite, l'autorité locale elle-même démentit.

L'Angleterre, qu'aucun engagement précis n'oblige à entrer dans la lutte, élude d'abord les invitations que lui fait la France, son amie, de déclarer qu'elle prendra place à ses côtés en cas d'attaque de l'Allemagne ; en même temps, elle refuse à l'Allemagne de s'engager à rester neutre en toute circonstance, et elle invite les deux États à respecter la neutralité de la Belgique. Cette neutralité, dont toutes les

grandes puissances européennes se sont solennellement portées garantes, est violée par l'Allemagne. Alors seulement l'Angleterre la somme d'évacuer le territoire belge, et, sur son refus, rappelle son ambassadeur.

La Belgique en effet s'est refusée à l'ultimatum allemand qui demandait libre passage à l'armée impériale sur son territoire. Les termes dont s'est servi M. Davignon, président du Conseil des ministres belge, pour répondre à cette insolente sommation, sont entrés dans l'histoire : « Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. » Et en même temps, le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, disait au sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères : « Un peuple ou un individu ne peut vivre sans honneur. » Comme le chancelier de Bethmann-Hollweg exposait à l'ambassadeur d'Angleterre que la Grande-Bretagne ne pouvait faire la guerre à l'Allemagne *rien que pour un chiffon de papier*, que c'était pour l'Allemagne question de vie ou de mort de violer la neutralité belge, sir Edward Goschen répondit que c'était aussi question de vie ou de mort pour l'honneur de la Grande-Bretagne de tenir son engagement solennel.

L'attitude de la Belgique devant la violence allemande déterminait l'Angleterre à entrer dans la lutte et soulignait ainsi aux yeux du monde la violation de la foi jurée dont se rendaient coupables les Empires centraux.

En même temps, l'Italie dénonçait la Triple Alliance, conclue dans un but défensif, et démontrait ainsi de quel côté venait l'agression.

Avec une logique inexorable, les Empires centraux, auxquels se sont jointes deux puissances de proie, la Turquie et la Bulgarie, conduisent la guerre de la même façon qu'ils l'ont déchaînée, au mépris de toute justice, des principes élémentaires du droit international et des conventions par lesquelles les peuples civilisés ont cherché à limiter les maux de la guerre ; et seul règne en maître le droit de la force brutale ; l'utilité militaire immédiate excuse tout. D'où la violation de la neutralité de la Belgique ; d'où les incendies et les pillages destinés à terroriser les populations belges qui devaient, dans leur reflux, semer la contagion de l'épouvante et jeter la France aux pieds du vainqueur ; d'où le bombar-

dement des villes ouvertes et le massacre des innocents, l'emploi des gaz toxiques, la dévastation systématique de régions entières au delà du but militaire, enfin la guerre sous-marine à outrance.

Pour excuser les atrocités commises en Belgique, les Allemands ont invoqué la nécessité de se défendre contre la population civile, qui aurait spontanément pris les armes ; ils ont parlé de francs-tireurs, et raconté que les femmes belges crevaient les yeux de leurs blessés. J'ai eu le regret de retrouver une partie de ces mensonges dans les mémoires de commandants d'armées récemment publiés en Allemagne. Or, je commandais l'infanterie du corps de cavalerie française qui pénétra le premier en Belgique le 6 août, et je suis resté en Belgique jusqu'au 23. Certes, nous y avons été reçus immédiatement avec une joie sans mélange, avec une chaleur de cœur que je sens encore aujourd'hui. Les troupes allemandes n'ont pas été accueillies comme les troupes françaises, mais, s'il y avait eu des francs-tireurs belges, je l'aurais su ; les cavaliers isolés du corps allemand placé en face de nous leur auraient donné des cibles bien tentantes, et les représailles allemandes auraient commencé aussitôt. Or, ce corps de cavalerie, contre lequel nous nous sommes engagés, en le chassant fréquemment de ses cantonnements, puisque la cavalerie française s'est avancée jusqu'à une petite étape de Liége, s'est conduit fort correctement vis-à-vis de la population ; même il payait ses réquisitions argent comptant. Mais quand le gros des armées allemandes se présenta, la situation fut changée du tout au tout : les soldats avaient été mis en garde par leurs chefs contre les dangers qu'ils avaient à redouter de la part de la population civile.

Les crimes commis en Belgique par l'armée allemande s'expliquent par cette excitation voulue, provoquée par l'héroïque résistance de Liége et par la nervosité des premiers combats : le haut commandement allemand en est pleinement responsable. La même sauvagerie l'a déshonoré en Lorraine. Il s'agit d'un système de guerre, qui vise à terroriser la population civile, à la faire refluer en désordre vers sa capitale, afin de briser toute résistance par l'épouvante et d'obtenir plus rapidement la paix à l'Ouest pour pouvoir se retourner vers l'Est.

D'ailleurs nous tenons l'aveu complet dans la lettre de

Guillaume II à l'empereur François-Joseph : « Mon âme se déchire, mais il faut tout mettre à feu et à sang, égorger hommes, femmes, enfants et vieillards, ne laisser debout ni un arbre ni une maison. Avec ces procédés de terreur, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux mois, tandis que si j'ai des égards humanitaires, elle peut se prolonger des années. Malgré toute ma répugnance, j'ai donc dû choisir le premier système. »

Lent à comprendre, plus lent à s'émouvoir, le monde contemplait avec stupeur cette régression qui mettait au service de la barbarie déchaînée tous les progrès scientifiques de la civilisation. Dans la violence de l'action, tous les masques étaient tombés et les yeux se fixaient sur le vrai visage de ceux qui s'annonçaient comme les nouveaux maîtres de la terre. La durée de la guerre donne aux indignations le temps de prendre corps ; l'héroïque résistance de Verdun permet d'espérer le triomphe du droit ; déjà la grande démocratie américaine a vu ses plus nobles fils prodiguer leur sang et leur or pour la cause sacrée ; elle comprend enfin quel danger représente pour elle la victoire de l'Allemagne dont « l'avenir est sur l'eau ». Insultée dans son honneur et menacée dans ses intérêts, elle entre dans la lice avec ses forces toutes fraîches et croissant sans cesse selon les nécessités du combat. Les réserves, pratiquement inépuisables, assurent la défaite des Empires centraux.

L'agression impie dont ils se sont rendus coupables, la violation des traités les plus solennels et de toutes les lois de l'humanité ont soulevé contre eux la conscience universelle et ont accru en même temps les forces morales dans chaque pays de l'Entente. Plus de partis politiques, c'est l'union sacrée de tous les citoyens. Le sentiment de la justice et de la puissance du droit donnent aux peuples et aux armées une force de résistance que rien n'a pu briser ; l'oppression ne fait que l'accroître ; et de grandes figures se révèlent, comme celles du cardinal Mercier et du bourgmestre Max qui dressent l'imposante majesté du droit devant la force brutale.

*
* *

Mais pour que l'esprit de justice et l'idéal puissent agir, il faut qu'ils prennent corps ; les forces morales sont

immenses, mais leur puissance ne se manifeste que par l'action sur la matière. Au droit, il faut des soldats ; aux soldats, il faut des armes. A l'ensemble des armées, il faut une organisation et un commandement.

Sans entrer dans le détail des chiffres, nous pouvons jeter un coup d'œil sur la politique des effectifs dans les deux camps.

Du côté de l'Entente, la Belgique envahie ne pouvait qu'à grand'peine maintenir le nombre de ses 120 000 soldats qui, échappés à l'investissement d'Anvers, avaient immédiatement pris leur place de combat sur la ligne de feu. L'Angleterre, puissance coloniale et maritime, qui n'avait pu débarquer que 70 000 hommes en août 1914, fit le prodige d'improviser de toutes pièces une armée continentale, dont l'effectif en 1915 dépassait un million d'hommes, 1 700 000 en 1916, 1 800 000 en 1917 et 1918 ; une armée aussi considérable gardait les Iles Britannniques et y commençait l'instruction des recrues. Pour une population européenne de 68 millions d'habitants, y compris les Dominions, le total des hommes mobilisés atteignait 9 millions et demi.

Il faut ajouter que si la France assurait à l'Entente la maîtrise de la Méditerranée, l'Angleterre lui gardait celle de tous les océans du globe et que sa flotte de commerce transportait le ravitaillement d'une grande partie de l'Europe en armes, les matières premières indispensables à toutes les industries de guerre, et les soldats venus de tous les points du globe. Grâce à la flotte britannique, aidée de la flotte française, l'Entente resta maîtresse de la mer malgré les sous-marins allemands, et c'est là l'une des causes capitales de la victoire, il faut le dire bien haut.

La France, pour une population de 38 millions d'habitants, mobilisa au cours de la guerre plus de 8 millions d'hommes. Au début des hostilités, elle avait pris sur le front occidental 2 670 000 combattants qui portèrent pendant près de deux ans presque tout le poids de la lutte, jusqu'à ce que les divisions britanniques fussent recrutées, armées et instruites. L'appel des nouvelles classes et la revision de plus en plus sévère des classes anciennes lui permit de maintenir et même d'augmenter ces effectifs et de combler les vides creusés par les pertes (1 369 000 tués, 740 000 mutilés), et par la nécessité d'improviser les fabrications de guerre ; en même temps, elle soutenait la lutte en Italie et en Orient. Au moment de

l'armistice, plus de 3 millions de Français combattaient encore.

Au cours de la guerre, les colonies françaises ont donné à la métropole 545 000 combattants et 300 000 travailleurs qui ont remplacé à l'arrière un nombre correspondant de combattants français. Cet effort inattendu n'avait pas été organisé en temps de paix ; il a dû être improvisé en pleine guerre, et par à-coups intermittents. Mais il l'est maintenant : notre armée permanente comprendra 330 000 indigènes coloniaux, et c'est eux qui vont nous permettre de réduire de six mois la durée du service militaire.

Je passerai sur l'effort réalisé par les autres alliés et j'arrive à considérer celui de l'ennemi principal, l'empire d'Allemagne.

Il mobilisa 14 millions d'hommes, pour une population de 70 millions d'habitants. Sur le front occidental il garda la supériorité numérique jusqu'au milieu de 1916, où elle passa du côté de l'Entente, par suite des opérations à mener en Russie et en Roumanie. Mais la Révolution russe et la défaite de la Roumanie permirent de ramener beaucoup de forces allemandes en France et en Belgique, et d'aider l'offensive autrichienne en Italie. Au commencement de 1918, les Allemands avaient sur le front occidental 35 à 40 divisions de plus que les Alliés : contre 162 divisions alliées, il y avait 195 divisions allemandes, sur les 241 divisions qui formaient le total des armées du kaiser.

Mais ces divisions allemandes, créées à mesure des besoins, n'avaient pas derrière elles les renforts suffisants pour les maintenir à leur effectif. Aussi, quand aux pertes des offensives de mars et de mai 1918 s'ajoutèrent les pertes beaucoup plus fortes des batailles de juillet et août, où les armées allemandes durent passer à une défensive beaucoup plus coûteuse en hommes, il fallut commencer à supprimer des divisions : 10 en juillet, 12 en août ; mais cet expédient extrême se révéla insuffisant. L'armée qui attaque avec succès ne perd que ses tués ; ses blessés lui reviendront dans la proportion de 88 pour 100 d'après les résultats des dernières batailles. L'armée qui se défend perd généralement plus de tués que l'assaillant, c'est même par ce fait que sa résistance est brisée et qu'elle cède le terrain : elle y laisse ses blessés et des prisonniers en nombre souvent considérable qui formèrent un total de 375 000 prisonniers alle-

mands pour l'offensive de juillet à octobre 1918. Les *Souvenirs* de Ludendorff sont singulièrement éclairés par la publication de documents officiels que fit le chancelier d'empire Scheidemann au cours de sa polémique avec lui : nous y constatons l'état réel des armées allemandes où les divisions combattaient toutes en première ligne, avec des effectifs diminués de moitié ; le front allemand s'effondrait, faute d'hommes et non faute de matériel ; malgré les prises énormes réalisées par les Alliés, les réserves allemandes restaient suffisantes en armement et en approvisionnements de toute nature.

Cependant, dans aucune des guerres qui ont désolé l'humanité, le matériel n'a joué un rôle d'une importance aussi considérable que dans la dernière. Ce n'est pas qu'il faille signaler des découvertes réelles ; les canons se sont perfectionnés en même temps que les projectiles, mais ils existaient ; l'avion et le sous-marin sont antérieurs à la guerre ; les gaz asphyxiants étaient prévus, puisque leur emploi avait été interdit par la conférence de la Haye, signée par les représentants du gouvernement allemand. Seul le char d'assaut, le tank, est vraiment un engin nouveau, et encore faut-il ajouter que le romancier Wells y avait songé. Mais la durée de la lutte et la forme qu'elle avait prise par la guerre de positions amena des transformations continuelles dans l'armement et dans la tactique. Ces aspects nouveaux et imprévus ont modifié complètement la composition de l'armée : sur 100 combattants, l'armée française comptait, en 1914, 75 fantassins, et ne laissait que le quart des effectifs aux autres armes ; à la fin des hostilités, elle devait leur en céder la moitié ; et aujourd'hui, elle se contente de 46 combattants sur 100, et rien ne dit que ces éliminations s'arrêteront là.

Mais l'illusion a disparu, qui voyait la fin de la guerre dans le progrès des moyens de tuer. Il faudra toujours des hommes pour actionner les machines, et les appareils, de plus en plus délicats, ne serviront jamais qu'à la conquête et à l'occupation du terrain par des hommes, grâce à la destruction d'autres hommes. Aussi faut-il se garder d'une autre illusion, celle de croire que les progrès dans les moyens de destruction suppriment la nécessité de gros effectifs : le nombre des combattants n'a cessé de s'accroître en même temps que les moyens de destruction, voilà le fait brutal. La

guerre moderne, c'est la lutte entre les peuples, qui mettent en ligne la totalité de leurs hommes valides, pourvus du matériel le plus perfectionné. L'industrie et la science y ont une part de plus en plus grande, mais celle des effectifs n'est nullement diminuée par l'introduction de ces facteurs nouveaux dans la formule de la victoire.

Par ailleurs, les progrès du matériel résultent, non seulement de l'état de l'industrie, mais aussi de l'ingéniosité humaine. Telle invention imprévue peut bouleverser la forme de la guerre et donner à l'un des partis une supériorité à tout le moins momentanée qui multiplie la puissance de ses combattants jusqu'à ce que son adversaire ait trouvé la parade, puis la riposte. Un matériel reste toujours constant, le matériel humain, qui permet d'attendre les progrès de tous les autres. C'est ce que la Grande Guerre vient de démontrer une fois de plus.

Vous saisissez bien tout ce qu'il a fallu de travail et d'esprit d'organisation dans tous les pays belligérants pour lever toutes ces troupes, pour former des unités constituées, dont aucune conception antérieure ne pouvait prévoir le nombre ; pour mettre au point tous les perfectionnements de l'armement, et en déduire les conséquences dans les formes du combat et dans la composition des grandes unités. Ce fut le rôle des états-majors. Ceux des armées alliées ont échangé sans réserve les résultats de leurs expériences locales et les suggestions de leur intelligence militaire. Chacun de ces états-majors était guidé avant tout par le désir de faire triompher la cause commune, et animé par une généreuse confraternité d'armes, qui a toujours aplani les difficultés de détail qui résultaient de la composition si différente des armées, des conceptions particulières de chaque pays, de la formation particulière à chaque individu.

Mais, pour assurer l'union de toutes les volontés vers le même but, la concordance de tous les efforts dans la même direction, un chef suprême est nécessaire, que rien ne peut remplacer ; assurément, le chef des armées coalisées doit réunir un ensemble de qualités qui se trouvent rarement dans le même homme : aux connaissances militaires et aux dons de l'intelligence et du caractère, il doit joindre la persuasion et le prestige. Tous ses subordonnés, quelle que soit leur nation, doivent être bien convaincus que son seul but est la destruction de l'ennemi, poursuivi indépendamment de

toute espèce de considération particulière, et en exigeant de tous les mêmes efforts. La guerre de 1914 l'a démontré, une des conditions essentielles de la victoire, c'est l'unité de commandement.

Aucun conseil de guerre, de quelque nom qu'on l'appelle, de quelque façon qu'on le constitue, ne peut remplacer la volonté d'un homme. Délibérer est le fait de plusieurs, agir est le fait d'un seul; il y a longtemps qu'on l'a dit, et la guerre est toute d'action. Dans chaque pays, la politique intérieure ou un amour-propre national mal placé ont trop longtemps obscurci cette vérité, en retardant ainsi le dénouement.

En limitant notre regard à l'année 1918, nous voyons le général Foch présider à Versailles un conseil de guerre interallié, assemblée délibérante dont les résolutions sont du reste dépourvues de sanctions. Le Conseil suprême prend acte des forces que chacun des gouvernements de l'Entente se reconnaît en état d'entretenir pendant la campagne en expectative. Le président propose l'établissement d'un plan d'offensive : où? quand? comment attaquer? C'est là toute la guerre. C'était là une terrible responsabilité que d'engager une offensive dans l'état de l'opinion publique à ce moment. Il ne réussit pas à faire adopter son avis. Bien certain que les armées allemandes, disposant d'effectifs supérieurs, ne resteront pas dans leurs tranchées une fois le printemps venu, il propose alors la constitution d'une réserve générale franco-britannique, qui sera placée derrière le point de jonction entre les deux armées, et cette mesure de simple bon sens est adoptée. Mais chacun des commandants en chef veut garder la libre disposition de ses forces, et l'exécution de cette décision se heurte à la force d'inertie. Une conférence entre les chefs des gouvernements français et anglais a lieu à Boulogne le 14 mars; le général Foch, que ne soutient nullement le chef du gouvernement français, essaie vainement de faire prévaloir la décision prise, et huit jours plus tard l'attaque se produit au point même qu'il avait prévu et obtient les résultats qu'il avait annoncés.

La droite anglaise est défoncée, et l'ennemi s'avance entre les deux armées. Chacun des commandants en chef obéit forcément à ce qu'il considère comme son devoir vis-à-vis de son armée et de son pays : le commandant anglais veut garder avant tout ses bases maritimes et se replie vers

Calais et les ports de la Manche. Le commandant français, qui d'ailleurs a employé toutes ses réserves disponibles pour essayer d'arrêter l'attaque allemande, veut avant tout garder la cohésion de ses armées et couvrir Paris. Les deux commandants en chef envisagent ce que M. Raymond Poincaré, dans son discours pour la réception du maréchal Foch à l'Académie française, appelle : la séparation mortelle. « Ainsi, faute d'un commandement unique et d'une volonté maîtresse, l'armée française va sans doute être amenée à se ramasser vers le Sud et l'armée anglaise à se replier sur ses bases de la Manche. C'est, à bref délai, la catastrophe. »

Je dois le constater, le commandement et le gouvernement anglais comprirent les premiers la situation et provoquèrent la conférence de Doullens où, d'un commun accord, le général Foch reçut la mission de « coordonner l'action des armées alliées sur le front Ouest. Il s'entendra à cet effet avec les généraux en chef, qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires ».

C'était un grand pas vers l'unité de commandement, mais on n'y touchait pas encore. La crise en continuant fit franchir une nouvelle étape et, le 3 avril, le général Foch reçut la « direction stratégique des opérations militaires ». Toutefois, chacun des généraux en chef gardait « dans sa plénitude la conduite tactique de son armée, et le droit d'en appeler à son gouvernement si, dans son opinion, son armée se trouvait mise en danger par toute instruction du général Foch ». Il fallut une nouvelle attaque allemande pour l'investir enfin, le 24 avril, du « commandement en chef des armées alliées ».

Constatons-le ensemble : c'est seulement sous l'empire des nécessités urgentes et après des tâtonnements aujourd'hui incompréhensibles que l'unité de commandement s'est imposée aux armées alliées.

* * *

Ainsi, le droit et la justice combattaient pour l'Entente, et la conduite de ses ennemis lui attirait sans cesse de nouveaux alliés, faisait l'union entre ses peuples, et, dans chaque nation, l'union des citoyens. Ces forces morales animaient des armées dont le matériel de guerre allait se perfectionnant tous les jours. Des états-majors avertis utilisaient constam-

ment ces progrès avec un remarquable esprit d'organisation. L'unité de commandement allait enfin permettre d'imprimer aux opérations une volonté maîtresse.

Toutes ces conditions étaient nécessaires à la victoire, et vous sentez bien qu'elles ne suffisaient point pour l'assurer. Il fallait d'abord arrêter l'ennemi, puis l'attaquer soi-même et le vaincre. On ne saurait terminer une guerre, une lutte quelconque, en se contentant de repousser des attaques, en parant les coups sans riposter. Il faut toujours, pour en finir, attaquer soi-même, et à fond ; ce sentiment de l'attaque constitue le tempérament du lutteur, quelle que soit la lutte : c'est celui du maréchal Foch. Tous ses ordres en portent l'empreinte. Lorsqu'il a pris le commandement, il prescrit de maintenir à tout prix l'union entre l'armée française et l'armée anglaise : « Il n'y a plus un mètre du sol de France à perdre. » Et les armées allemandes, qui se trouvent au bout de leur effort, s'arrêtent devant la barrière dressée devant elles. Il prescrit alors une offensive, et, tandis qu'elle se prépare, il est prévenu par une nouvelle attaque allemande, dans les Flandres cette fois ; elle se déclenche le 9 avril. Le général Foch renonce à regret à son projet d'offensive ; pour secourir l'armée anglaise, il envoie une dizaine de divisions françaises et demande à S. M. le roi des Belges d'augmenter le front de son armée, et cette mesure libère sept divisions anglaises. La ligne alliée, après avoir légèrement fléchi jusqu'au delà du mont Kemmel, tient bon, et le général Foch reprend ses projets d'attaque.

Le 12 mai, il prescrit au général Pétain le dégagement du chemin de fer Paris-Amiens et il ajoute :

« C'est dire que notre offensive ne peut viser un objectif limité par nous-mêmes et à faible portée ; qu'après avoir arrêté l'ennemi dans les Flandres, en Picardie ou sur la Somme, si nous l'attaquons, c'est pour le battre, le désorganiser le plus possible ; que la bataille engagée par nous dans ce but doit être le plus rapidement possible poussée le plus loin possible, avec la dernière énergie ; qu'elle ne peut simplement viser à procurer une amélioration de la situation actuelle... Tous ces avantages résulteront, naturellement, d'une bataille à portée étendue, vivement poussée pour cela, à l'inverse, par conséquent, d'une bataille qu'on arrête soi-même, ce qui est le contraire de l'attaque, de l'esprit d'offensive qui doit animer toute l'armée. »

Mais le passage de la défensive à l'offensive restera toujours une des opérations les plus délicates de la guerre. Sa difficulté est d'autant plus grande que l'attaque nécessite de plus grands moyens d'action, et la guerre de positions en réclamait beaucoup pour vaincre des obstacles matériels toujours considérables. Pendant que les Allemands réunissaient ces moyens, une nouvelle attaque allemande surgit, qui les devança, le 27 mai, et enleva le Chemin-des-Dames. Vingt-cinq divisions allemandes en première ligne et 17 en deuxième ligne bousculèrent la 6e armée française, qui n'avait que 8 divisions en première ligne et 4 en deuxième ligne sur 50 kilomètres de front. Ludendorff commit la faute de prolonger son avance jusqu'à la Marne avant d'avoir fait tomber la défense de Reims et le centre de résistance qui s'était établi à quelques kilomètres à l'ouest de Soissons.

Ces deux piliers continuant à tenir bon, l'avance allemande se trouvait avoir une base trop étroite pour sa profondeur. Mais Paris, soumis au bombardement à longue distance, se trouvait de nouveau menacé, pour la première fois depuis 1914. Le moral de la France supporta vaillamment cette rude épreuve. Le 4 juin, à la tribune de la Chambre des députés, M. Clemenceau trouva dans son ardent patriotisme les paroles nécessaires pour calmer le Parlement et conserver à la nation la confiance dans ses destinées. Couvrant les chefs des armées, il dit : « Nous remporterons la victoire si les pouvoirs publics sont à la hauteur de leur tâche. Je me bats devant Paris ; je me bats à Paris ; je me bats derrière Paris. »

L'offensive du 21 mars avait eu comme résultat une avance allemande dans la ligne alliée, la poche de Montdidier. L'offensive du 27 mai, qui portait les armées allemandes jusqu'à la Marne, créait une nouvelle poche, celle de Château-Thierry. Le 9 juin, Ludendorff essaya de rectifier sa ligne en réunissant les deux poches ; cette nouvelle attaque se heurta à une défensive en profondeur qui le déconcerta. Toutefois, l'avance fut de 6 ou 7 kilomètres vers Compiègne, qui se trouva menacé. Mais le 11 à onze heures, une contre-attaque de quatre divisions partait dans le flanc de l'attaque allemande, qui se trouva de ce fait arrêtée, et la ligne allemande garda sa forme contournée, avec des flancs très vulnérables. Ludendorff sentait tout le danger de sa position ; le moral des armées allemandes baissait, en même temps que

leurs effectifs. Il nous dit dans ses *Souvenirs de guerre* qu'il examina un instant la pensée de se résoudre à une attitude défensive, mais ce fut pour la repousser :

Outre l'effet défavorable que cette décision aurait produit sur nos alliés, je craignais que l'armée eût plus de mal à supporter les combats défensifs, qui permettaient mieux à l'ennemi de concentrer ses moyens puissants sur des champs de bataille choisis, que des batailles offensives. Elles exigeaient moins d'efforts des soldats et ne causaient pas plus de pertes. D'autre part, la supériorité énorme de l'offensive au point de vue moral nous empêchait de renoncer volontairement à la poursuivre. Toutes les faiblesses de l'armée devraient ressortir dans la défensive d'une façon beaucoup plus grave.

Il va attaquer en Champagne, de part et d'autre de Reims, qui tombera enfin. L'attaque principale sera exécutée en direction de Châlons pendant qu'une armée franchira la Marne et s'avancera vers Épernay où elle rejoindra l'attaque principale. Profitant des excellentes communications que lui a procurées son avance, il prépare, en même temps que son offensive de Champagne, une grande offensive dans les Flandres, qu'il compte lancer quinze jours plus tard, au commencement d'août, contre des lignes qu'il espère trouver dégarnies. Il prépare cette offensive exactement comme celles du 21 mars et du 27 mai. L'organisation de l'artillerie est confiée au même artilleur, technicien remarquable. Les mêmes précautions sont prises pour le secret, les mêmes ordres sont donnés pour l'attaque, que le même succès devait évidemment couronner.

Mais l'armée Gouraud était alertée dès le 1er juillet. Toutes les dispositions étaient prises sur ce front remarquablement organisé depuis plusieurs années et dont la défense s'était sans cesse perfectionnée et organisée en profondeur. Entre la première ligne et la ligne principale, il ne restait que des îlots de résistance destinés à dissocier l'attaque allemande et à la maintenir sous le feu bien réglé de la défense. La préparation morale valait la préparation matérielle ; le 7 juillet, le général Gouraud disait à ses troupes : « Nous pouvons être attaqués d'un moment à l'autre ; vous sentez tous que jamais une bataille défensive n'aura été engagée dans des conditions plus favorables. Nous sommes prévenus et nous sommes sur nos gardes. Vous combattrez sur le terrain que vous avez transformé par votre travail et votre

opiniâtreté en citadelle redoutable. Le bombardement sera terrible. Vous le supporterez sans faiblir. L'assaut sera rude, dans un nuage de poussière, de fumée et de gaz, mais votre position et votre armement sont formidables... Cet assaut, vous le briserez et ce sera un beau jour... »

Il est étonnant que Ludendorff n'ait rien prévu des dispositions prises par le général Gouraud. Quelques coups de sonde vigoureusement donnés sur divers points du front d'attaque les lui auraient révélées. Mais l'Allemand est dépourvu d'imagination autant que de souplesse d'esprit. La formule dont l'application a procuré le succès deux fois de suite doit conserver sa valeur, et il est inutile de prévoir les variations que pourrait nécessiter un changement dans les dispositions de l'adversaire.

Le 15 juillet, après un duel d'artillerie formidable qui réveilla les Parisiens, l'attaque allemande se déclencha à 4 h. 30. Son élan fut ralenti, morcelé, contenu entre la première et la deuxième ligne par la magnifique résistance des détachements sacrifiés dans ce dessein. Le 16 à midi, après de nouveaux efforts infructueux, l'offensive était définitivement arrêtée, et dans la soirée le général Gouraud pouvait reprendre à l'assaillant une importante partie de sa première position. Ce brillant succès consacrait sa victoire.

Cependant, l'attaque allemande de droite avait franchi la Marne et progressé entre Reims et la rivière ; mais l'attaque de gauche ayant définitivement échoué, Ludendorff prit la décision de l'arrêter et de repasser la Marne où les troupes allemandes se trouvaient très aventurées. Toute son attention se porta vers les Flandres, où il pensait bien trouver une revanche.

*
* *

Ainsi, le 15 juillet, Ludendorff voit son attaque principale arrêtée par l'armée Gouraud et, le 17, il donne l'ordre de repasser la Marne, car cet échec rendait à peu près inutiles les coûteux progrès de son aile droite.

Or, le 18, par l'attaque des 10e et 6e armées françaises, sur le flanc ouest de la poche de Château-Thierry, l'offensive changeait de camp ; et le maréchal Foch saisissait d'une main ferme l'initiative des opérations, pour ne plus la quitter : la victoire se décidait pour l'Entente.

Permettez-moi quelques détails sur cette offensive du 18 juillet qui fixa le sort de la guerre.

C'est le 16 juin que j'ai pris le commandement de la 10e armée, qui s'étendait de l'ouest à l'est le long de l'Aisne, puis du nord au sud de l'Aisne à l'Ourcq sur le flanc ouest de la poche de Château-Thierry.

En prenant ce commandement, j'ai eu immédiatement l'idée de recommencer la manœuvre que je venais d'effectuer le 10 juin sur le plateau de Courcelles pour arrêter l'avance allemande vers Compiègne. Les études préparatoires de cette opération étaient déjà commencées quand je reçus le 18 juin une directive pour gêner les communications allemandes dans la poche de Château-Thierry en menaçant les ponts et les voies ferrées de Soissons par des bombardements aériens et par une avance de ma ligne qui eût permis d'établir à bonne portée des canons de gros calibre.

J'ai répondu en indiquant que cette avance comportait une série de petites opérations préalables qui rectifieraient mon front et me permettraient ensuite d'exécuter facilement l'opération projetée, et j'indiquais qu'il fallait dès maintenant prévoir l'exploitation de ce succès.

Carte blanche me fut donnée pour cette première phase et je passai aussitôt à l'exécution, pendant que les études se poursuivaient sur les moyens qu'il convenait de mettre à ma disposition pour l'opération principale.

Mais, au cours de ces petites opérations préliminaires sur les deux rives de l'Aisne, l'ennemi montra beaucoup moins de résistance qu'on ne pouvait en attendre de troupes victorieuses, et, dès le 3 juillet, je proposais d'envisager la réduction de la poche de Château-Thierry.

Le 9, mes propositions étaient approuvées dans leur ensemble, mais c'était seulement le 13 que le haut commandement envisagea le but réel : la réduction de la poche de Château-Thierry. Les préparatifs furent poussés très activement entre le 14 et le 17, le général Foch poursuivant son projet malgré l'avance allemande qu'il aurait prise à revers si elle s'était poursuivie ; mais, j'insiste sur ce point, la magnifique défense de l'armée Gouraud l'avait arrêtée.

L'ennemi, qui avait été inquiété par les petites opérations préalables, s'était complètement rassuré. « La troupe avait cessé d'escompter une attaque », dit Ludendorff dans ses *Souvenirs*. « Un commandant de division de mes amis, me

dit que le 17 il avait été dans les toutes premières lignes et avait eu l'impression que le calme le plus profond régnait chez l'ennemi. »

Pourtant, c'est le lendemain 18 juillet, à 4 h. 35 du matin, que la 10e armée s'élança sur l'ennemi entre l'Aisne et l'Ourcq, sans aucune préparation d'artillerie. Plus de 300 chars d'assaut accompagnaient mon infanterie dans tous les terrains où leur marche était possible ; l'artillerie la faisait précéder d'un barrage roulant très dense. La surprise des Allemands fut complète. Les premières lignes, bousculées en un clin d'œil, découvrirent les batteries qui furent enlevées. L'avance atteignait 8 kilomètres, capturant immédiatement 10 000 prisonniers et 200 canons. A ma droite, la 6e armée, commandée par mon camarade le général Degoutte, avait fort aidé ma droite et se maintenait à ma hauteur.

Les jours suivants, l'ennemi, renforcé de cinq divisions, s'était ressaisi et la lutte devenait très dure. Ayant dû renoncer à son offensive des Flandres, Ludendorff dirigeait vers l'Aisne les divisions données au kronprinz de Bavière ; nous luttions en rase campagne contre des forces au moins égales aux nôtres, parfois supérieures. C'est seulement le 1er août que tomba entre nos mains la crête du Grand-Rozoy, qui domine toute la région entre l'Ourcq et la Vesle. Cette nuit-là une pluie diluvienne tombait, mais j'ai envoyé le télégramme suivant à communiquer immédiatement aux troupes sur tout le front :

« En avant ! la victoire du 1er août achève celle du 18 juillet et se termine en poursuite. Les chemins sont affreux, mais il pleut aussi pour les Boches. Talonnez-les, bousculez-les, en dépassant les faibles centres de résistance où ils essaient de ralentir votre marche victorieuse. Ce soir, il faut que la 10e armée soit sur la Vesle. »

A 19 heures, en effet, les chasseurs de la division Villemot entraient dans Soissons ; le jour suivant, les autres armées s'alignaient à ma hauteur, et je pouvais dire à mes troupes :

« Vous avez capturé 20 000 prisonniers, dont 257 officiers, 518 canons, 300 minenwerfer, 3 300 mitrailleuses, des parcs, des dépôts de munitions, tout ce que laisse derrière elle une grande armée contrainte à une retraite précipitée. Même vous avez repris à l'ennemi les dépôts où il entassait le produit de ses vols.

« Vous avez délivré de la souillure des nouveaux barbares

Soissons, le Valois, toute l'Ile-de-France, berceau de notre nationalité, avec ses moissons intactes et ses forêts séculaires.

« Vous avez éloigné de Paris une trop présomptueuse menace et vous avez rendu à la France le sentiment de la victoire.

« Vous avez bien mérité de la patrie ! »

* * *

Mais le maréchal Foch n'a pas attendu que ces résultats soient obtenus pour en escompter toutes les conséquences. Pour lui, la guerre est gagnée. Le premier coup qu'il a enfin pu porter a fortement entamé l'ennemi ; il doit maintenant redoubler, en porter d'autres le plus rapidement possible sur des points différents, déconcerter l'adversaire par des attaques locales, jusqu'à ce qu'il puisse le saisir corps à corps et le terrasser dans une offensive générale.

Dès le 24 juillet, il réunit les commandants des armées alliées. Il leur expose qu'ils viennent de prendre l'ascendant moral, que les renforts américains, qui débarquent au taux de 250 000 hommes par mois, vont leur donner la supériorité matérielle. Le moment est venu enfin de passer à une offensive sans répit : des opérations successives, menées à court intervalle, vont désorganiser les armées allemandes, troubler le jeu de leurs réserves, leur enlever le temps de recompléter leurs unités.

La première de ces opérations s'est terminée le 4 août par l'avance des armées françaises sur la Vesle ; la deuxième commence dès le 8 août, sous les ordres du maréchal sir Douglas Haig. L'armée britannique Rawlinson s'élance au sud de la Somme, en même temps que la première armée française Debeney placée à sa droite. L'avance est foudroyante les deux premiers jours, plus lente ensuite, et le 10, une autre armée française, la 3e armée Humbert, entre en ligne et menace les arrières de la nouvelle ligne ennemie, qui doit céder de nouveau. Pourtant, à partir du 12, les renforts allemands sont arrivés et défendent le terrain pied à pied. A partir du 14, le maréchal Haig suspend ses attaques, qu'il juge trop coûteuses, et propose de reprendre l'offensive plus au nord, sur l'Ancre, vers le 20.

Ma 10e armée était à la droite de l'armée Humbert et

devait prolonger son attaque en s'avançant au nord de l'Aisne. Devant mon front, l'ennemi occupait des positions très fortes organisées depuis plusieurs années et qu'il avait renforcées. Il s'était disposé en profondeur, en ne laissant que des détachements en première ligne et en concentrant toute sa résistance sur une deuxième position. Cette tactique, qui avait si bien réussi à l'armée Gouraud le 15 juillet, lui fut fatale ; les 17 et 18 août, j'ai enlevé la première position en n'engageant que les forces nécessaires à cette opération, et le 20, après avoir amené mon artillerie aussi loin que possible, pour qu'elle puisse accompagner la progression de l'infanterie sans changer elle-même de position, j'ai attaqué à fond et enlevé toutes les positions allemandes.

Le 21, les divisions de renfort étaient bousculées, je bordais l'Oise et l'Ailette.

*
* *

A partir du 21 août, les attaques anglaises se multiplient, sur l'Ancre et plus au nord ; les attaques françaises reprennent sur le front de la 10e armée, et s'avancent lentement pour déborder le Chemin-des-Dames en faisant face à l'est. Le 15 septembre, l'armée américaine enlève le saillant de Saint-Mihiel ; le 25 septembre, elle continue ses attaques vers le nord, le long de la Meuse, pendant que l'armée Gouraud s'avance à l'ouest de l'Argonne.

Un groupe d'armées des Flandres s'est constitué sous le commandement du roi Albert, avec les 12 divisions de l'armée belge, la 2e armée britannique du général Plumer et la 6e armée du général Degoutte. Le 28 septembre, il attaque au sud de Dixmude et emporte la première position allemande sur un front de 20 kilomètres, s'emparant de la fameuse forêt d'Houthulst. Il poursuit ses succès le 29, enlevant à l'ennemi 11 000 prisonniers et 350 canons, après lui avoir révélé les divisions belges instruites, solides, braves, résolues à reconquérir leur pays.

Le 10 octobre, le maréchal Foch prescrit une nouvelle offensive générale qui s'exécute sur tout le front avec un égal succès. Au commencement de novembre, les Alliés délivrèrent Mézières, Chimay, Maubeuge, Mons et Gand.

Depuis le 18 juillet, les armées allemandes ont perdu 8 000 officiers et 354 000 hommes prisonniers, qui repré-

sentent un nombre au moins double de tués et de blessés, plus de 6 000 canons, 40 000 mitrailleuses et un matériel immense. Une attaque française est préparée à l'est de Nancy et va se porter sur la Sarre ; c'est l'effondrement certain, inévitable, de tout le front allemand, dont toutes les communications vont se trouver menacées ; même la retraite lui sera impossible. Acculé à la capitulation en rase campagne, l'ennemi met bas les armes, et le maréchal Foch, le grand vainqueur de la guerre, salue en ces termes ses troupes victorieuses :

Officiers, sous-officiers et soldats des armées alliées,

Après avoir résolument arrêté l'ennemi, vous l'avez pendant des mois, avec une foi et une énergie inlassables, attaqué sans répit. Vous avez gagné la plus grande bataille de l'histoire.

Soyez fiers ! D'une gloire immortelle vous avez paré vos drapeaux. La postérité vous gardera sa reconnaissance.

*
* *

Les leçons de la victoire sortent directement de ses causes. L'exposé des faits constitue à lui seul un enseignement supérieur. Basée sur le droit et la justice, cimentée par le sang versé en commun pour la plus sainte des causes, l'entente entre les Alliés doit se perpétuer pendant la paix. La France et la Belgique, qui ont le sens européen, continental, sont réunies par un très sûr instinct de conservation, en même temps que par la fraternité des armes et la communauté de civilisation. La Belgique et la France connaissent bien leur voisin immédiat, qui a piétiné leur sol et leur peuple pendant plus de quatre années ; elles sont énergiquement résolues à écarter de leur foyer la souillure de l'étranger. Elles ont transformé l'Entente en une alliance militaire formelle, mais très souple, qui laisse à chacune des nations une entière indépendance dans toutes ses institutions, car chacun des deux pays a besoin que son allié soit libre, soit fort, en même temps que les deux pays doivent se réunir pour la défense contre le danger commun.

Le danger commun, ai-je dit ; oui, il existe un danger dans la situation actuelle de l'Europe. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si cette situation aurait pu se trouver toute différente, et comment. Mais enfin, l'Allemagne est plus unie

que jamais, et le dernier traité de paix a complété l'œuvre de M. de Bismarck. Les trônes sont tombés, qui servaient d'ossature aux derniers restes du fédéralisme. Le joug de la Prusse, les ambitions de la Prusse, les volontés de revanche de la Prusse sont plus puissants que jamais ; hobereaux, officiers sans emploi, grands financiers et grands industriels, professeurs de tout rang depuis les écoles primaires jusqu'aux Universités, tous prêchent la revanche prochaine. Une presse, méthodiquement enrégimentée, martèle chaque jour le crâne si dur de ses nombreux lecteurs, jusqu'à y faire pénétrer des idées qui n'en sortiront plus.

En septembre 1920, les armées rouges menaçaient Varsovie et le bolchevisme avait pris contact avec les frontières de la Prusse orientale. Vous avez vu d'ici les premières vagues de la marée qui menaçait de submerger alors l'Europe et le monde. L'Allemagne appelait de tous ses vœux la disparition de la Pologne et soutenait le bolchevisme en le ravitaillant en hommes, en cadres, en approvisionnements et en matériel de toute nature. Les spartakistes, ulcérés par leurs sanglants revers de 1919, étaient tout prêts pour la révolution universelle : les pangermanistes affirmaient que l'Allemagne, ayant le monopole de l'organisation, pouvait se laisser submerger par la marée anarchiste, certaine de se reconstituer ensuite et de sortir plus grande et plus forte du désordre universel qui aurait détruit l'Europe et le monde. Ces folies se cristallisaient dans un parti national-bolchevik, deux mots qui hurlent entre eux, mais dont la formule indique bien l'aberration qui emportait ce peuple.

La victoire polonaise, à laquelle l'état-major français, dirigé par le général Weygand, a eu tant de part, a sauvé le monde de ce danger. Je ne crains pas de dire que cet événement a, dans l'histoire universelle, la même portée que la victoire de Jean Sobieski sur les Turcs à Vienne en 1683.

Cette barrière que forment la Pologne et la Roumanie contre la Russie bolcheviste, il faut la maintenir à tout prix. A tout prix, il faut empêcher de s'unir contre le monde civilisé la barbarie germanique et la barbarie asiatique. La paix du monde en dépend. Donc, nous ne devons tolérer aucune pression, et, à plus forte raison, aucune action militaire de l'Allemagne sur les frontières de la Pologne ; comme il ne suffit pas de parler pour être compris, des sanctions matérielles doivent être prévues et prêtes à intervenir.

Mais à toute occasion le même péril renaîtra sous les formes les plus diverses, réactionnaire avec le coup d'État Kapp, bolchevik comme en septembre 1920. Sans doute, ce serait une folie pour l'Allemagne de faire la guerre, mais c'était une folie de la déclarer en 1914, alors qu'il suffisait du jeu naturel de son expansion économique pour assurer sa prédominance sur tous les marchés du monde. C'était une folie pour l'Allemagne de toucher à la neutralité de la Belgique, ce qui mettait contre elle l'opinion du monde entier ; une folie plus grande de pousser ses opérations jusqu'à Anvers, ce qui obligeait l'Angleterre à entrer dans la lutte ; la guerre sous-marine à outrance était le comble de la folie, puisque les États-Unis, menacés dans leur honneur comme dans leurs intérêts, jetaient dans le plateau de la balance 100 millions d'hommes du côté des Alliés. Ces folies, que l'Allemagne a commises alors qu'elle était en possession d'un gouvernement fort, en état de raisonner froidement ses actes et d'en peser les conséquences, pourquoi en serait-elle guérie avec un gouvernement faible, qui croit ne pouvoir se soutenir qu'en injuriant l'ennemi d'hier, et en affirmant périodiquement sa volonté de ne pas exécuter le traité qu'il a signé?

Ce traité, il représente le minimum de réparations et de garanties. Il faut que l'Allemagne sente la volonté commune de tous les Alliés d'en exiger l'exécution.

C'est seulement à cette condition qu'elle paiera. Car elle peut et doit payer : « Qui casse les verres les paie. »

Cette guerre a coûté au monde plus cher qu'aucune autre. Le chiffre des tués dans les deux camps approche de 10 millions ; si on y ajoute la perte de population qui résulte de l'augmentation des décès civils et de la diminution des naissances, le total dépasse 33 millions. C'est la France qui, de beaucoup, a payé le plus cher la victoire, avec 1 365 000 tués et 740 000 mutilés. Si on compare le chiffre des tués à celui de la population européenne de chaque puissance, on constate qu'il y a eu un tué pour 27 Français, un tué pour 66 Anglais, pour 79 Italiens, pour 107 Russes, pour 2 000 Américains ; dans le camp adverse, il y eut un tué pour 35 Allemands, un tué pour 50 Austro-Hongrois.

Sans doute, nous savons que d'impérieuses circonstances ont motivé cette disproportion dans les pertes : les armées françaises ont supporté presque seules le poids de la lutte

pendant les deux premières années de la guerre, tandis que les armées anglaises se recrutaient, s'instruisaient, s'armaient. Il fallait des mineurs anglais pour extraire le charbon nécessaire à nos fabrications de guerre, des ouvriers anglais pour remplacer les bâtiments de toutes sortes que coulaient les sous-marins allemands, des marins anglais pour monter les navires qui assuraient à l'Entente la maîtrise de la mer, qui lui permettaient de vivre et de respirer. Mais ces nécessités absolues maintenaient en Angleterre loin du danger toute une population en âge de se battre.

Nous transmettrons à nos fils notre reconnaissance pour le grand peuple américain qui a franchi l'Atlantique pour venir combattre à nos côtés pour le droit et la liberté, avec des forces qui croissaient en même temps que les périls. Mais c'est dans la dernière année de la guerre qu'il a donné cet effort décisif. Pour s'instruire avant l'action, les divisions américaines venaient remplacer dans les secteurs relativement tranquilles les divisions françaises qui couraient aussitôt à la bataille, et c'est seulement dans les derniers mois que les soldats américains combattirent en nombre.

C'est pourquoi, dans cette longue lutte, nous avons supporté sans nous plaindre le poids le plus lourd jusqu'à la fin. C'est pourquoi il y a un Français tué pour 27 Français, et un Anglais tué pour 66 Anglais et un Américain tué pour 2 000 Américains.

Si les Alliés ne pouvaient mettre en commun le sang versé et répartir les pertes, peut-être auraient-ils pu faire bourse commune. Alors la solidarité eût été absolue et permanente dans les réparations.

La mer a protégé le sol de l'Angleterre et de l'Amérique, mais en France 26 000 usines et 590 000 maisons ont été détruites, dont 450 000 au ras du sol, avec l'industrie d'une région qui produisait 80 pour 100 de ses tissus, 90 pour 100 de son minerai, 81 pour 100 de sa fonte, 55 pour 100 de son charbon ; de la mer du Nord à la Suisse, sur une large bande, le sol lui-même a été ruiné ; le tiers de sa flotte marchande a été coulé.

Malgré cette formidable diminution de richesse, le budget de la France a dû quintupler et ses impôts ont passé de 129 francs par tête d'habitant qu'ils étaient avant la guerre, à 574 francs. Ces sacrifices ne suffisent pas à équilibrer son budget : elle a dû emprunter 25 milliards pour

commencer les réparations des régions dévastées par l'ennemi qui, aux termes du traité, devait les réparer lui-même.

En même temps, nous voyons l'Allemagne dépenser 500 millions de marks pour préparer le plébiscite de Haute-Silésie — dont nous constatons les effets — et 12 milliards en subventions à sa marine marchande, dont les chantiers de constructions ont augmenté formidablement depuis la paix, et sont très supérieurs à ce qu'ils étaient en 1914. Si le budget du Reich est saboté en recettes et en dépenses, celui des grandes industries est pléthorique : malgré les augmentations de l'outillage et des fonds de réserve, les dividendes varient de 20 à 40 pour 100 et toutes les statistiques, tous les renseignements d'ordres les plus divers montrent qu'en Allemagne a commencé un développement industriel et commercial dont le premier effet est d'asseoir définitivement dans ce pays l'aristocratie pangermaniste qui a voulu et préparé la guerre de 1914, qui veut et prépare la prochaine guerre.

Et c'est ce pays qui crie misère ! qui se déclare insolvable ! Il était temps que la main de la France s'abattît sur son collet. Le geste a suffi pour lui faire donner une signature nouvelle, mais il faut que l'union des Alliés persiste pour que la bourse allemande s'ouvre réellement.

Cimenté par le sang versé en commun pour la plus juste des causes, le bloc de l'Entente doit rester aussi compact dans la paix que dans la guerre et se présenter sans fissure aux regards toujours haineux de l'ennemi d'hier. La volonté des peuples doit imposer l'union à leurs gouvernements et la maintenir malgré leurs fautes.

Voici les ports de la Ruhr occupés, et la classe 19 toute prête à aller plus loin. Elle est revenue sans surprise, et j'entends d'ici le vieux poilu dire au jeune bleuet : « J'ai servi pendant deux ans, trois ans à la caserne ; puis j'ai souffert quatre ans dans la tranchée ; j'ai combattu, j'ai été blessé et j'ai gagné la guerre. A toi d'assurer les fruits de la victoire : Vas-y, mon petit ! et s'il faut donner un coup de sac pour faire payer le Boche, on ira te rejoindre ! »

Général Mangin.

Le premier salon littéraire de Paris

Les mœurs littéraires françaises ont été fixées dans leurs grandes lignes à l'époque de la Renaissance, ainsi qu'une partie de nos habitudes sociales. Le mot même de « gens de lettres » date du temps de François Ier ; Calvin, je crois, l'emploie le premier pour flétrir Rabelais ; Brantôme et ses contemporains lui donnent le même sens que nous. Écoles et groupes, manifestes et polémiques naissent alors d'un état intellectuel nouveau et de la condition changée des écrivains. Jusqu'alors, s'ils n'ont pas manqué de Mécènes, c'est à la cour qu'ils les ont trouvés, dans l'entourage des princes et des grands prélats ; s'ils ont été pour la première fois accueillis dans le cercle de Marguerite de Navarre au même titre et avec les mêmes faveurs que chez les princesses lettrées d'Italie, le rôle du poète ne s'est pas encore bien distingué du rôle de courtisan. Il faut d'autres circonstances pour qu'apparaisse, au grand avantage de sa profession, cette forme de la vie mondaine qui s'appellera plus tard le salon littéraire et qui tiendra tant de place dans la petite histoire de notre littérature. Les alcôves « précieuses » du grand siècle, les salons « philosophes » du dix-huitième, ont plus d'un trait commun avec le cercle que nous découvrons à Paris, au milieu du seizième siècle, et qui mérite d'être mis en lumière, puisqu'il a participé largement aux combats et au triomphe de notre Pléiade.

Gentilhomme d'Embrun, en Dauphiné, Jean de Morel tenait à la Cour par les charges qu'il y remplissait et à la bourgeoisie parlementaire par la famille et les relations de sa femme, Antoinette de Loynes, veuve en premières noces d'un avocat au Parlement de Paris. Mais leur vrai monde à tous deux fut celui des poètes, des humanistes et des savants que l'aimable ménage cultivait autour de lui. Pourvu des seigneuries de Grigny et du Plessis-le-Comte, Morel devint, par la confiance qu'il inspira à Catherine de Médecis, maréchal des logis de la reine et maître d'hôtel du roi. Ce fut le couronnement d'une carrière toute de loyauté et de labeur et qui réserva toujours une part importante aux œuvres de la pensée.

Jean de Morel avait passé hors de France la première partie de sa vie et visité dans sa jeunesse les universités d'Italie. Il rappelait volontiers qu'il avait vécu à Bâle auprès d'Erasme et s'y était trouvé pour le voir mourir. La demeure du maître illustre, pour un homme de ces temps heureux, était la plus belle école qu'il pût rêver. On s'y trouvait en contact avec toutes les intelligences de l'Europe, et toutes les correspondances y affluaient. On y combattait Luther au profit d'une réforme catholique dont peu de prélats romains, quelques-uns pourtant, savaient reconnaître le prix ; et après ces grandes luttes de l'esprit et de la conscience, quel admirable repos que de vivre parmi les livres de l'antiquité, en buvant à même à ces sources pures ! Le jeune Français sut apprécier l'incomparable amitié d'Érasme et reçut de lui, avec l'initiation de l'humaniste, celle non moins précieuse du philosophe. La plus haute pensée antique lui devint dès lors familière ; et lorsqu'il revit la France, après ce noble stage intellectuel, « il y acquit incontinent une si grande réputation parmi les sçavans, à cause de la facilité qu'il avoit d'exprimer ses pensées et de sa profonde doctrine, que toute la cour du Roy commença de l'avoir en grande vénération ». Le crédit qu'il en obtint fut mis entièrement au service des savants et des bons poètes. Devenu leur soutien et leur ami, il fit de sa maison la leur ; et les livres du temps, les dédicaces, les correspondances, attestent à l'envi ce mécénat modeste, mais efficace, qui porte son nom jusqu'à nous.

La fille des Médicis l'avait de bonne heure pris en gré. Catherine apportait de Florence une culture et un esprit

ouvert qui lui inspiraient du penchant pour les lettrés et l'encourageaient à reprendre en France — on l'a trop ignoré — une part de l'activité bienfaisante de la reine de Navarre. Elle fit apprécier Morel de son époux le Dauphin, puis le roi Henri II, et se chargea de son avenir. Il eut bientôt une autre protectrice, plus dévouée encore et plus savante aussi que la reine, dans sa brillante belle-sœur, Marguerite de France. Celle-ci allait être chez nous la providence de la poésie et des poètes, jusqu'au jour où son mariage lui fit passer les Alpes pour devenir duchesse de Savoie. Elle fut sûrement poussée par Morel à assumer ce rôle charmant, que lui abandonna Catherine d'abord par timidité d'étrangère, ensuite par goût croissant pour l'action politique.

Ces « divinités », comme on dit alors, ont procuré à leur protégé, vers le temps des débuts de la Pléiade, la fonction de gouverneur de Mgr Henri d'Angoulême, abbé de la Chaise-Dieu, plus tard grand prieur et amiral de France, qui est un bâtard du roi Henri II. Ce roi a hérité de François Ier quelques-unes des qualités du « restaurateur des lettres ». Ainsi tient-il à donner à ses filles légitimes, Isabelle, Claude et Marguerite, la formation littéraire et savante à la mode chez les princesses d'Italie ; il leur fait partager les leçons de latin et de grec, que prend le bâtard d'Angoulême au logis de son gouverneur. Leur maître est un Limousin, Jean Dorat, qui vient de révéler à Ronsard, à Du Bellay, à Baïf, les trésors de l'antiquité hellénique, et qui sait de même intéresser l'intelligence vive de ces jeunes Valois. Jean de Morel vient souvent l'écouter, capable de conseiller les exercices littéraires et de soutenir le précepteur. Dorat a fort bien décrit, malheureusement en latin, ces leçons animées par la gracieuse pétulance de ses élèves, dont une au moins, la troisième Marguerite et la future femme de Henri IV, tirera le meilleur profit de son esprit pour séduire ses contemporains.

A ce foyer où des princesses royales viennent chercher l'éducation nouvelle, règne une femme d'intelligence vive, de connaissances étendues, qui sera l'âme du cercle de son mari. Ronsard glisse au bout d'un billet : « Je me recommande humblement aux plus que divines grâces et charites de Mademoiselle de Morel » (1). C'est à peine un madrigal.

(1) La qualification « Mademoiselle » indique nettement la bourgeoisie.

Tout le monde aime Antoinette de Loynes. Son esprit vaut beaucoup mieux que ce qu'elle compose et elle ne cherche pas le renom de la femme savante. Si elle tourne les vers français assez habilement, c'est pour mieux goûter ceux des vrais poètes. On a imprimé d'elle une consolation à Salmon Macrin sur la mort de sa Gelonis, des contributions aux « tombeaux » de la reine de Navarre et de Du Bellay ; ce sont des pièces de circonstance qui témoignent seulement de son bon cœur. Elle écrit assez joliment le latin et correspond avec des humanistes de marque, qui ne lui ménagent pas les compliments. Elle est trop sage chrétienne et probablement trop spirituelle pour les prendre au sérieux. J'ai retrouvé de sa prose dans les papiers de son mari. Ce sont de gracieuses lettres, sans prétention, adressées au bâtard d'Angoulême et au poète Nicolas Bourbon (Borbonius), « le second Ovide », et quelques fragments relatifs aux études de ses enfants, qu'un tendre époux a recueillis avec des indications assez touchantes : « De la main propre et composition faicte sur le champ, de ma femme », ou encore : *In ejus scrinii reliquiis post obitum repertae*, 1569 (1). On sent que Mademoiselle de Morel n'a pas été moins admirée de son mari que de ses amis.

Cette culture intégrale de Renaissance, nullement rare chez les femmes dans nos pays de race latine, Jean de Morel et Antoinette de Loynes ont voulu l'assurer à leurs trois filles. Les noms romains de Camille, Lucrèce et Diane indiquent les préoccupations de leurs parents. Dès qu'elles ont su lire, elles ont eu pour maître un jeune Flamand de premier mérite, bon commentateur des auteurs anciens, versificateur en plusieurs langues et capable d'en parler neuf, y compris l'hébraïque et la chaldaïque, à l'émerveillement de ses confrères de Paris. Ce Charles Uytenhove, gentilhomme gantois, qui laissera en France, en Angleterre et en Rhénanie des traces de son activité littéraire, a vécu des années chez les Morel, en ami plus qu'en précepteur, et ses doctes leçons,

(1) Les papiers de Morel, conservés à la Bibliothèque de Munich et à notre Nationale permettent d'enrichir de quelques détails plus d'une page de notre histoire littéraire. C'est là que j'ai retrouvé jadis les premiers autographes, et les seuls connus, de Joachim du Bellay et plus tard l'invective inédite de Ronsard contre Pierre de Paschal. Dorat parle, dans les vers donnés au « tombeau » de Morel en 1583, des « cassettes » (*scrinia*) du collectionneur, ami de la Pléiade, où tant de compositions de ses amis étaient recueillies.

données aussi à leur fils Isaac, ont surtout profité aux jeunes filles. L'aînée, Camille, deviendra même une helléniste accomplie. Tant de poètes ont chanté ces aimables muses et leur mère, et tant d'hommages ont été rendus à leur savoir comme à leur grâce, qu'on devine aisément d'où vint pour les « gens de lettres » leur goût de se réunir autour d'elles. Ce qui distinguait la maison de quelques autres qui leur gardaient bon accueil, c'est qu'ils y rencontraient des femmes mêlées par l'esprit à leurs travaux et tout à fait en état de les comprendre.

Le logis était « rue Pavée, proche l'église Saint-André-des-Arcs », tout à l'entrée de « l'Université ». C'était déjà un quartier de gens de robe, et l'on voyait les magistrats « prendre l'air de la rivière », en se promenant, les soirs d'été, sur le quai des Grands-Augustins. Morel dut se rencontrer souvent, au long de l'eau, avec son vieil ami Michel de L'Hospital, qui demeurait dans le voisinage. Quel est le vieil hôtel de la rue Séguier d'aujourd'hui qui a remplacé la maison de la Renaissance fréquentée par Ronsard et par Du Bellay? On aimerait retrouver ce seuil, honoré déjà des Muses latines au temps de Salmon Macrin et de George Buchanan, et qui fut tout à fait illustre le jour où la poésie française vint chez Morel tenir ses assises.

Les vers de Joachim du Bellay sont pleins de son ami, de sa femme et de ses filles :

Ta Pénélope, ô l'Ambrunoise gloire !
Et ta famille, où vivent de Platon
Les saincts discours et les mœurs de Caton,
Sacrent ton nom au temple de Mémoire...

Il fut pour le tendre poète un intime conseiller, « son plus fidèle et cher amy », celui qu'il trouva toujours le plus proche de son cœur. Après maint témoignage d'une gratitude qui a son écho dans les *Regrets*, c'est à lui qu'il réservera l'élégie publiée après sa mort, où se résument les confidences douloureuses de sa vie. Mais l'appui qu'il a rencontré chez Morel n'est-il pas attesté par une page plus précise encore? C'est la préface à sa traduction de deux livres de l'*Enéide*. Joachim a voulu placer les noms de ses plus grands amis dans ce morceau qui célèbre si fièrement la joie consolatrice des lettres.

« Je n'avois jamais, commence-t-il, expérimenté la doulceur des bonnes lettres, cher amy Morel, sinon depuis que la fortune m'a voulu préparer tant de calamitez, que je ne seray jamais las de remercier celuy qui m'a donné la grâce de les pouvoir supporter jusques icy... » Ce que Dieu accorde au poète, c'est le service des Muses et le goût de l'immortalité qu'elles confèrent parmi les hommes. J'ai cultivé « le champ de poésie », dit-il, « pour l'honneste contentement de mon esprit, accompagné d'un je ne scay quel désir (je n'auroy honte de confesser mon ambition en cest endroict) de tesmoigner à la postérité que j'ay quelquefois, et non du tout ocieusement [oisivement] vescu... Pour le droict de nostre amitié, je prendray ceste hardiesse de me glorifier (en ton endroict seulement) d'avoir quelquefois par la lecture de mes escriz donné plaisir aux yeux cler-voyans de celle tant rare perle et royale fleur des Princesses, l'unique Marguerite de nostre âge, au divin esprit de laquelle est par moi dès long tems consacré tout ce qui pourra jamais sortir de mon industrie... » Quant à ce recueil de traductions virgiliennes, Joachim le dédie :

...à l'heureuse mémoire de nostre immortelle amytié, instituée premièrement par quelque bonne opinion que tu as voulu prendre de moy, et depuis entretenue par l'admiration de ta vertu, prudence et doctrine, qui me contraignent (toutes les fois que je contemple la *philosophique et vray'ment chrestienne œconomie de ta maison*), estimer la fortune heureuse qui t'a pourveu d'une *femme si entièrement conforme à la perfection de ton esprit :* et d'ung tel amy, que cette incomparable lumière des loix et des *lettres plus doulces*, Michel de l'Hospital, dont les singulières vertuz, louées de toute la France et particulièrement admirées de toy et de tous ceux qui *sont si heureux de luy estre familiers*, seroient par moy plus laborieusement descrites, si je leur pouvoy donner quelque grâce après l'inimitable main de ce Pyndare françois, Pierre de Ronsard, nostre commun amy ; des labeurs duquel (si l'Apollon de France est prospère à ses enfantemens) nostre poëzie doit espérer je ne sais quoi plus grand que l'Iliade.

Du Bellay réunissait ainsi dans un même hommage les trois cultes dont la maison de Morel était le temple : la patronne des poètes, Marguerite de France, image tutélaire planant de loin sur leurs réunions, et les princes du savoir familiers du logis, Michel de L'Hospital et Ronsard. Quel

charme devait avoir cette demeure pour attirer et retenir de tels esprits ! C'est là que se connurent et s'aimèrent le plus grand des hommes d'État du siècle et le plus grand de ses poètes. Plus âgé de près de vingt ans, L'Hospital fut bien avant Ronsard l'ornement du cercle de Morel, à qui l'attachèrent d'abord des liens de reconnaissance. Celui-ci l'avait accueilli alors qu'il revenait d'Italie, où six années de séjour à Padoue avaient fait de cet Auvergnat à l'esprit profond un humaniste achevé de l'école nouvelle, en même temps qu'un solide juriste. L'homme de cour avait bien auguré de l'avenir de ce jeune protégé des Guise, qu'un mariage parlementaire avec la fille du conseiller Morin engageait dès 1537 dans la magistrature parisienne. C'est lui qui l'introduisait auprès de Marguerite, qui lui confiait aussitôt la chancellerie de son duché de Berry, et cette charge jointe à celle de conseiller au Parlement annonçait l'acheminement aux dignités les plus éminentes.

Le chancelier de France Olivier partagea entre Morel, sa femme et L'Hospital, une affection et une confiance qui honorent encore leur mémoire. C'était un de ces magistrats de l'ancienne trempe, dévoués aux princes et interprètes naturels auprès d'eux de la tradition des lois et des intérêts permanents du royaume. Un Olivier, instruit en tous domaines, curieux des lettres et protecteur des lettrés, mais d'une intransigeance de caractère qui l'opposait sans cesse aux favoris de cour, était pour L'Hospital, qui l'admirait, le modèle de sa propre vie. Il devait tenir en effet, un jour les mêmes sceaux et sa carrière allait reproduire, avec des gestes plus amples et dans des circonstances plus graves, celle de l'intègre chancelier que Henri II renvoyait, dans une demi-disgrâce, relire à loisir Cicéron dans sa maison de campagne. Il y a quelques débris, dans les bibliothèques, de la correspondance, toujours latine, de ces honnêtes gens ; le nom des poètes y paraît souvent, entouré d'une cordialité sincère, et cela ne peut surprendre de Michel de L'Hospital, qui se comptait parmi eux et faisait, dans leurs réunions, figure de grand confrère. Il s'était donné à la muse romaine, dont il maniait avec éloquence et facilité l'hexamètre ou le distique élégiaque. Ses premières œuvres avaient été livrées aux imprimeurs par Morel, à qui il reprochait en souriant cette indiscrétion amicale qui lui attirait au Palais quelques détracteurs. Quelle gravité cependant, quelle noblesse dans

tout ce qui est sorti de la plume du futur chancelier ! Nous devrions lire encore ses poèmes sur l'amitié, sur la vie champêtre, sur l'amour des lettres et de la patrie, qu'une véritable grâce de la forme recommande autant que le respect d'un nom illustre.

Michel de L'Hospital avait pris l'habitude de venir se reposer chez Morel du souci des grandes affaires. Sa femme était marraine de la jeune Lucrèce, et il y a un témoignage d'intimité des deux hommes dans la façon dont, un peu plus tard, Morel se faisait adresser ses lettres privées : « Au logis de Monseigneur le Chancelier de L'Hospital, à Fontaine-Belleau, à la Cour. » Bien des rimeurs se plaisent à insister sur cette intimité quand ils leur distribuent les dédicaces, intéressées. Mais les deux amis, unis d'âme et de goûts, savent distinguer entre les talents, et celui qu'ils ont choisi entre tous et de qui ils ont pris à charge la jeune gloire, c'est Ronsard.

L'auteur des *Odes* leur est désigné, dès ses débuts, par l'admiration de la jeunesse. Elle l'acclame comme le chef de l'école qui veut renouveler la poésie et dont Du Bellay vient de rédiger le manifeste. Dès ses vingt-cinq ans, à peine au sortir de ce collège de Coqueret, où il s'est enfermé vaillamment pour étudier les anciens sous la direction de Dorat, Ronsard a trouvé l'accueil et le soutien d'une maison amie. Il s'est senti défendu par elle des hostilités et des incompréhensions que toute réforme haute et hardie est sûre de rencontrer. Il n'a pas eu besoin qu'on lui donnât confiance en soi-même, car cette sécurité ne lui manque point ; mais des hommes graves, des lettrés parfaits et reconnus, des aînés bienveillants et des femmes enthousiastes, voilà ce qui lui a été offert à son entrée dans la lutte, et nul écrivain d'aucun temps ne sera tenté de méconnaître l'importance de tels appuis.

Aussi Morel et sa femme sont-ils souvent présents dans l'œuvre du poète. Dès l'Ode fameuse à Michel de L'Hospital, où il chante magnifiquement la naissance des Muses et leur règne nouveau, une des diversions pindariques jetées au cours du récit rappelle, avec les beaux yeux de l'épouse, les avisés secours du mari :

> Hà, chère Muse, quel Zéphyre
> Soufflant trop violentement

A fait escarter mon navire
Qui fendoit l'eau si droitement?
Tourne à rive, douce nourrice,
Ne vois-tu Morel sur le bord
Lequel afin qu'il te chérisse
T'œillade pour venir au port?
N'ois-tu pas sa Nymphe Antoinete
Du front du havre t'appeller,
Faisant son œil étinceller
Qui te sert d'heureuse planète?

Ronsard dédie à Morel son recueil de 1556, la *Nouvelle continuation des Amours*, où il réunit en grand nombre « petits sonnets bien faits, belles chansons petites », et qui marque une tendance nouvelle de sa poésie. C'est celui-là même que remplissent les « Amours de Marie ». La dédicace explique le ton si peu ambitieux du recueil, qu'une pièce de Dorat, adressée également à Morel, recommande presque à son indulgence :

Tu quoque missa tibi dum perlegis ista, Morelle,
Non inconcessi carmina plena ioci,
Pone supercilium paulisper...

L'auteur n'exprimait pas seulement sa reconnaissance pour les services de cour, il tenait à mettre sous l'autorité d'un homme considérable, reconnu comme bon juge des choses de l'esprit, cette tentative d'un style fort éloigné cette fois de Pindare, non « fardé de mots sourcilleux » et imitant de plus près « Nature ingénieuse ». Peu après, il dédiait à Morel, qu'il nomme « la fleur de mes amys », l'« Hymne du ciel », un des meilleurs de ce recueil philosophique des *Hymnes*, qui devait agréer davantage au disciple d'Érasme. On y lisait l'attestation publique d'une efficace protection : c'est toi, disait le poète,

Qui seul de nos François de mes vers pris la charge,
Couverts de ta faveur, comme Ajax sous sa targe
Couvroit l'archer Tencer...

L'opposition à Ronsard, attisée par la jalousie des poètes courtisans, s'était surtout déchaînée dans l'entourage royal ; elle y avait atteint une véritable violence, et Mellin de Saint-Gelais, qui sentait naître un rival, ridiculisait volontiers, devant le roi et les princesses, la grande éloquence pindarique

par quelques lectures de ton ironique et par de faciles plaisanteries. Tandis que Morel surveillait les menées des médisants et déjouait la cabale chez Madame Marguerite, L'Hospital indigné mettait au service de la muse française une de ses pages latines les plus éloquentes. Il s'ingéniait en même temps à empêcher Ronsard de répondre trop violemment à des malveillances, qu'on pouvait désarmer par la douceur. Il écrivait à Morel de faire comprendre au poète justement blessé qu'il devait ménager un proche avenir à sa gloire naissante (*eius nascenti gloriae*) (1). La revanche fut complète le jour où Marguerite de France accorda à Ronsard sa protection fidèle, et où le roi consentit à écouter lecture du projet de la *Franciade*. L'Hospital eut pour remerciement l'*Ode des Muses*. Quant à Morel, Ronsard ne cessa de proclamer ce qu'il lui dut à ce moment décisif de sa carrière :

Ce seul Morel qui d'un gentil esprit
Premier de tous de ma Muse s'esprit,
Et mon renom sema par ces bocages
Maugré l'envie et les ardentes rages
Des mesdisans, qui m'ont plus advancé
Tant plus ils ont mon renom effacé.

D'avoir « découvert » Ronsard, ce fut, parmi les poètes, le meilleur titre de gloire de Morel. Scévole de Sainte-Marthe le rappelait encore, après tant d'autres :

... Doctos omnes doctissimus ipse fovebas;
Testis erit patrii princeps et gloria plectri
Ronsardus...
Tu primus laudare novoque applaudere vati
Coespisti...

La façon délicate dont Jean de Morel servait ses amis dans un monde où sa parole était écoutée, les procédés ingénieux qu'il employait en leur faveur se dévoilent dans une lettre inédite, semblable à celles que Ronsard a dû recevoir. Morel, alors maître d'hôtel du roi, écrit de Fontainebleau à l'auteur d'un *Avant-mariage* imprimé pour les noces de Charles IX :

(1) Les démêlés de Ronsard et de Saint-Gelais sont racontés, avec quelques indications nouvelles, dans un livre près de paraître sur *Ronsard et l'humanisme*. On y trouvera la lettre de L'Hospital à Morel, qui est du 1er décembre 1552 et sert à dater l'épisode

« La chose vint bien à propos que le Roy estoit icy, à la Majesté duquel j'en presentay un de vostre part, d'une douzaine que j'avoye faict relier le plus honnestement qu'il me fut possible pour presenter à tous ces Seigneurs et Dames, là où nous avons pensé qu'ilz pourraient les mieux estre receus, car tous ne font pas cas de telles si exquises compositions. J'eus par là occasion de ramentevoir à Sa Majesté les douze sonnetz par cy devant à Elle presentez de vostre part et despuis inserez dans vostre œuvre des Imitations... J'en presentay un autre à la Royne, qui l'a eu fort aggreable, un aultre à Madame de Montmorency et à Monseigneur le Chancelier absent ; les aultres se presenteront icy ou là où il fauldra, ou s'envoyeront à la Court au plustost qu'on pourra avant la nopce... »

On ne vit jamais homme en place plus obligeant pour les gens de lettres. Il se plaisait à assurer leur avancement dans le monde et à les mettre en relations avec des personnages importants. Il les conseillait même dans le choix de leurs travaux. Plus d'un lui avait dû des avis décisifs et l'élan de son esprit, et pouvait dire comme Sainte-Marthe : « Ce fut luy qui le premier me donna courage d'oser quelque chose. »

Le même Sainte-Marthe, écrivant à Poitiers l'éloge des hommes célèbres de son temps, n'oublie pas dans son latin celui qui l'accueillait pendant ses années d'étudiant : « Dans ma jeunesse, écrit-il, l'honnête et sage maison de Morel était célèbre à Paris par la nombreuse réunion de gens instruits qui la fréquentaient ; c'était le saint temple des Muses (*tanquam sacra Musarum aedes*). Sa femme De Loynes et ses trois filles, toutes de la meilleure éducation, chantaient d'une façon remarquable les vers dans les deux langues ; et lui, le chef du chœur, tenait fort bien son rôle d'Apollon ». Guy de Bruès, Jean de la Gessée, d'autres provinciaux encore, parlent de même. Tous ont approché là les maîtres qu'ils admiraient, et se rappellent y avoir vu Ronsard entouré d'hommages.

Comment évoquer les réunions de la rue Pavée et les discours qu'y tenaient les poètes? Beaucoup des œuvres de Ronsard, de Du Bellay, de Belleau ou de Baïf y furent lues ou chantées pour la première fois devant Antoinette de Loynes et ses enfants. Leur piété de bonnes paroissiennes de Saint-André-des-Arcs s'accommodait de la mythologie

païenne qui remplissait toute cette poésie. Au reste, L'Hospital maintenait, à l'occasion, la note grave et Nicolas Denisot, qui fut aussi de la Brigade, apportait ses cantiques chrétiens, qu'une belle épître dédicatoire, lorsqu'on les imprima, mit aux pieds de la maîtresse de la maison. Les poètes latins, à leur tour, se faisaient écouter d'oreilles toutes expertes des mètres d'Horace et de Catulle. Les lecteurs du Collège royal, Turnèbe, Ramus ou Lambin, apparaissaient quelquefois autour de leur collègue, Jean Mercier, l'hébraïsant, qui avait épousé une fille du premier lit d'Antoinette de Loynes. Quant aux étrangers de passage, reçus avec empressement par un hôte qui avait lui-même tant vécu hors de son pays, ils emportaient un souvenir enchanté de cette hospitalité de Paris, où les plaisirs de l'esprit leur étaient prodigués. Ils appréciaient aussi, on le voit à mainte allusion, l'agrément d'y rencontrer les grands hommes ; mais la première surprise était de trouver, en ces jeunes savantes de la maison, un groupe de Grâces digne de les entourer ; Camille surtout, avec ses talents si variés et son érudition jamais en défaut, apparaissait comme un prodige féminin, semblable à ceux qui faisaient l'orgueil de certaines villes d'Italie.

A dix ans, elle parlait le grec comme une fille de Robert Estienne, calligraphiait l'hébreu comme un élève de Vatable, chantait sur le luth les vers de la Brigade et versifiait elle-même en trois langues. Uytenhove a publié dans ses recueils ou mêlé à ceux des amis de la maison quelques compositions de son élève ; ce sont souvent des traductions de son grec ou de son hébreu. Dorat consacrait une de ses grandes odes à peindre l'admiration soulevée autour de cette belle et docte enfant, « dont les grâces étaient d'une jeune fille et l'esprit, celui d'un homme ». Il revendiquait l'honneur d'être un peu son maître, puisque Uytenhove suivait ses leçons et en transmettait les notes à Camille :

O nec paterni degener ingeni,
Et matre docta filia doctior,
Si tu Morelli vera proles
Veraque filia Deloinae...
Monstrum puellae tu genita es novum,
Nec vera virgo, nec puer edita,
Cui forma membris castitasque
Virginea, ingeniumque mas est.

Le grand Écossais Buchanan chante la même merveille dans le même mètre alcaïque :

Ad omnibus et Musis et Gratiis dextris notam Virgunculam
13 *ann. Camillam, Jo. Morelli et Antoniae Deloinae F.*

... Camilla doctorum parentum
Et patriae decus et voluptas...
Quae virgo nondum nubilis, artibus
Doctis Minervam, pectine Apollinem,
Cantu Camoenas, et lepôre
Exuperas Charites vel aequas...

L'adolescente faisait des vers grecs pour Dorat, des vers latins pour Buchanan, des vers français pour Ronsard ; les poètes en retour la comparaient à Sappho et à Corinna. Quelques années plus tard, le bon Rhénan Paul Melissus, en madrigaux assez ardents et d'un beau tour latin, lui attribuera la beauté d'Hébé et la grâce décente des Heures. Le surnom de « dixième Muse », dont on allait abuser pour nos dames de lettres, Du Bellay semblait le rapporter de Rome pour lui en faire hommage. Il s'amuse, pour fêter les dix ans de l'enfant, à célébrer ses travaux précoces :

Patris delicias sui Camillam,
Quam finxit manibus suis Dione,
Quam sinu Charites suo educarunt,
Auget quae numerum novem sororum,
Amat plus oculis suis Morellus,
Seu quid plus oculis potest amari.
Morello similis suo Camilla
Sic est, tam simile haud sit ovum et ovo.
Illam moribus imbuit publicis
Mater, sicque suam excolit Camillam
Ut florem tenerum excolunt puellae.
Sic ludit Latiis modis Camilla
Camillam ut Latii putes alumnam.
Sic Graece loquitur Camilla, jures
Ut ipsas minus Atticas Athenas.
Ebraeas quoque litteras Camilla
Tam pingit bene, quàm suas Latini.
Sic versus patrios facit Camilla,
Ronsardus queat invidere ut ipse.

Sic canit fidibus Camilla, ut ipse
Camillae queat invidere Phoebus.
Et vix, quod stupeas, videt Camilla,
Videt vix decimam Camilla messem (1).

Joachim, célibataire au cœur sensible, entourait la fille de son ami d'une affection particulière ; il l'appelait tendrement « notre Camille » ; il se liait, peut-être pour elle, avec son maître Uytenhove et s'émerveillait de ses moindres essais. Il s'occupait aussi à mettre en lumière sa jeune beauté. Il voulut lui faire réciter, avec ses sœurs et son jeune frère, un grand épithalame dialogué, au festin du mariage du duc de Savoie et de la bonne Marguerite de France. La blessure mortelle de Henri II dans le tournoi tragique interrompit les fêtes. Le festin n'eut pas lieu, et l'on dut se contenter d'une représentation en famille ; mais la brochure du spectacle a été publiée par le poète, en hommage à sa bienfaitrice, et j'ai retrouvé en manuscrit la mise en scène à l'antique qu'il avait réglée (2).

Les strophes légères évoquent à merveille l'apparition du groupe dans les nuages, le chant et la danse des jeunes récitantes, et le vol de leurs cheveux tressés. Chez elle, Antoinette de Loynes a tenu un rôle dans une sorte de prologue, pour présenter ses filles à l'assistance et encourager leur timidité. Le jeune groupe est endormi sur la scène ; elle l'éveille pour célébrer la princesse :

Voicy, mes vierges belles,
Mes chastes colombelles,
Voicy, mon cher soucy,
Voicy la bienheurée
Heure tant désirée,
Mes filles, voilà-cy...

Vous donc la plus jeunette,
Ma chère Dianette,
De votre doulce voix
Chantez la vierge saincte
Ains qu'Hymen l'eust estraincte
De ses pudiques loix.

(1) « Cette Camille, délices de son père, formée des mains de Vénus, élevée dans le sein des Grâces et qui augmente le nombre des neuf Sœurs, Morel l'aime plus que ses propres yeux. Elle lui ressemble comme l'œuf ressemble à l'œuf. Pour l'instruire aux belles façons, sa mère lui a donné les soins que des jeunes filles donnent à une tendre fleur. Elle joue avec les mètres des Latins comme si elle avait été nourrie dans le Latium ; son grec est plus attique que celui d'Athènes. Elle écrit les caractères hébreux aussi parfaitement que les Latins écrivent les leurs. Elle fait des vers français dont Ronsard pourrait être jaloux ; si elle chante sur le luth, c'est Apollon lui-même qui l'envierait. Et l'étonnant, c'est que cette Camille voit à peine pour la dixième fois mûrir les blés. »

(2) Biblioth. nat. *Fonds français*, 4600, fol. 302. — L'opuscule trop peu lu de Du Bellay est dans la nouvelle édition Garnier, t. III, p. 423.

Vous, Lucrèce la blonde,
Allez, et la seconde
Chantez sa chasteté,
Son amour conjugale,
Sa fermeté loyale
Et son honnesteté.

Vous, plus docte Camille,
Chantez d'un plus haut style
La vierge, et le grand heur
De ce duc magnanime,
La vertu qui l'anime,
Sa grâce et sa grandeur.

La petite Diane, « la brunette » s'avance d'abord, « en nymphe et déesse, son arc et flesche au poing » et récite la première chanson, accompagnée par les violons. La blonde Lucrèce, vêtue « en gentildone romaine », d'une voix déjà plus formée, chante aux époux « O Hymen, Hyménée », et leur souhaite une brillante postérité. Puis paraît Camille, « en amazone et guerrière, ou en habit de Pallas, l'armet en teste, la Gorgonne en son bras gauche ». Son compliment s'adresse aux princes de la maison de France et surtout au guerrier valeureux, qui a connu glorieusement la vie des camps et des combats. Son refrain dit : « Io, Io, victoire ! Io, triomphe et gloire ! » Enfin, Mercure, qui est « le petit sieur Jean-Baptiste Scalin, en l'habit accoustumé audit Mercure », échange les dernières strophes du spectacle avec « le Poète » représenté par Isaac de Morel, « habillé en Orphée à l'antique, couronné de laurier, une harpe à la main ». Le poète évoquera plus tard la charmante scène, la chaste danse et la grâce de ses jeunes amies :

Leurs tresses blondoyantes
Voletoient ondoyantes
Sur leur col blanchissant ;
Leurs yeux comme planettes
Sur leurs faces brunettes
Alloient resplendissant.

Comme parmi les nues
On voit un ranc de grues
D'un battement leger
Se frapper de l'aisselle,
Puis en planant de l'aile
En file s'allonger,

Se ressemblant de faces,
Comme on void les trois Graces,
Trois diamants tremblans,
Trois émeraudes fines,
Trois perles argentines
Ou trois astres flambans

D'une ondoyante traçe
Parmi ce grand espace
Ces trois vierges s'en vont,
Puis d'ailes abaissées
Sur la terre élancées
Se plantent front à front.

Leur poictrine haletante
Pousse une voix tremblante

Qui doulcement fend l'air,
Et semblent, les craintives,
Trois joncs que sur leurs rives
Un doulx vent fait branler.

Y a-t-il un plus ancien exemple chez nous d'un spectacle de société? A-t-on déjà vu, chez un bourgeois de Paris, des femmes ou des jeunes filles jouer une pièce de circonstance? C'est là encore un trait qui caractérisera plus d'une fois « le salon littéraire ». Rien n'aura donc manqué au cercle des Morel. Quelques événements vinrent le modifier, puis le détruire : la disparition prématurée de Du Bellay, l'éloignement de L'Hospital devenu chancelier de France, la conversion de Jean Mercier au protestantisme et l'exil qui suivit, la mort d'Antoinette enfin, qui frappa d'un coup cruel Morel vieillissant. Il perdit aussi sa fille Lucrèce. Camille lui restait, de plus en plus éclatante et adulée, et tout à fait sûre de ses talents. On dit qu'elle pencha vers l'hérésie. Son dernier travail littéraire fut de composer, après la mort de son père, un « tombeau » qui parut en 1583. Il réunissait des poèmes des anciens amis qui vivaient encore. Dorat, parmi eux, y parle pour toute la Pléiade, tandis que Ronsard, au contraire, bien que fort sollicité, laisse remarquer son absence.

Le vieux maître était alors éloigné de Paris et souvent malade. Peut-être pensait-il n'avoir rien à ajouter aux témoignages d'affection dont il avait rempli ses œuvres ; peut-être aussi ne voulait-il pas renouer de liens avec la belle Camille. Il savait qu'elle ne valait point sa mère, qu'elle ne continuait ni sa simplicité, ni ses vertus ; et de fait, il paraît n'avoir brûlé que peu d'encens en son honneur. S'il goûtait fort l'éducation littéraire chez les femmes, il n'admirait sans doute pas assez celles qui mettent leur gloire aux vers grecs et latins.

PIERRE DE NOLHAC.

A travers le répertoire lyrique

III

Carmen

Mais moi, Carmen, je t'aime encore, (1)

et je t'ai tout de suite aimée. Il y a près de cinquante ans de cela (mars 1875). Je me souviens qu'en revenant du théâtre, après la seconde représentation, je réveillai mes parents pour leur faire part de mon subit et violent amour. La famille d'un de mes camarades de collège, qui m'avait invité dans sa loge, n'était pas du même sentiment. Plus tard, beaucoup plus tard, pendant une autre représentation, qui n'était pas brillante, j'entendis une jeune demoiselle, assise non loin de moi, se plaindre amèrement des interprètes. Sa mère alors de lui répondre en ces termes, aussi pleins d'indulgence que dépourvus de simplicité : « La faiblesse de l'exécution t'empêche-t-elle, ô mon ange, de goûter cette musique adorable? » Au moment de parler, de reparler de *Carmen*, j'ai craint, je l'avoue, « la faiblesse de l'exécution ». Mais rien qu'à la relire, je le déclare également, j'ai trouvé cette musique plus que jamais adorable.

Nietzsche (le Nietzsche de la seconde manière, l'anti-wagnérien) n'a peut-être pas eu tout à fait tort contre

(1) Acte IV, scène dernière.

Wagner. Mais pour Bizet il avait complètement raison. Une fois de plus, écoutons-le :

« J'entendais hier, le croiriez-vous? pour la vingtième fois le chef-d'œuvre de Bizet. Je l'entendis de nouveau jusqu'au bout, avec la douceur du recueillement et, de nouveau, sans déserter. Cette victoire sur mon impatience me surprend. Comme un ouvrage pareil vous rend plus parfait ! On devient soi-même un chef-d'œuvre. »

Plus loin : « Cette musique de Bizet me paraît parfaite. Elle approche avec légèreté, avec souplesse, avec politesse. Elle est aimable, elle ne donne pas la sueur. « Ce qui a du « mérite est facile et les dieux ont les pieds légers » : c'est la première thèse de mon esthétique. Cette musique est cruelle, raffinée, pleine de fatalisme ; elle demeure quand même populaire ; son raffinement est celui d'une race et non pas d'un individu. La musique de Bizet est riche. Elle est précise. Elle construit, elle organise, elle est achevée. Par là même, elle s'oppose au polype de la musique : à la « mélodie « continue ». A t-on jamais entendu sur la scène des accents d'une douleur plus tragique? Et comment sont-ils obtenus? Sans grimace, sans faux-monnayage, sans la duperie du grand style. Enfin, cette musique accorde à l'auditeur ses qualités de créature intelligente, même au point de vue musical, et en cela elle est bien l'antithèse de Wagner, qui fut le génie le plus *malappris* du monde... Wagner nous prend pour des..., il répète une chose jusqu'à ce que l'on désespère, que l'on ait la foi. »

Plus loin encore : « A-t-on remarqué comme la musique rend l'esprit libre? comme elle donne des ailes à la pensée? comme l'on devient plus philosophe à mesure que l'on devient plus musicien? Le ciel gris de l'abstraction paraît sillonné par la foudre ; la lumière éclaire tout le filigrane des choses... »

Enfin : « L'œuvre de Bizet sauve aussi. Wagner n'est pas le seul « sauveur ». On prend avec lui congé du Nord *humide*, de toutes les brumes de l'idéal wagnérien. Déjà l'action nous en délivre. Elle emprunte à Mérimée la logique de la passion, la marche directe, l'*inflexible* nécessité. Elle possède avant tout la qualité qui est celle des pays chauds : la sécheresse de l'air, sa *limpidezza*. Voici, à tous les égards, le climat métamorphosé. Ici s'exprime une sensualité différente, une sensibilité différente, une autre gaieté Cette musique est gaie, mais non pas d'une gaieté française ou allemande.

Sa gaieté est vraiment africaine ; la fatalité est en elle, la joie y est de courte durée, soudaine, sans rémission. Bizet est enviable pour avoir eu le courage de cette sensibilité qui n'avait pas jusqu'alors trouvé d'expression dans la musique de l'Europe civilisée, je veux dire cette sensibilité méridionale, cuivrée, ardente. Quel plaisir nous font éprouver ses après-midi dorés de bonheur ! Si nous contemplons l'horizon, vîmes-nous jamais la mer plus unie? Et comme la danse mauresque s'adresse à nous en nous apaisant ! Et comme sa mélancolie lascive parvient à satisfaire nos désirs toujours insatisfaits ! Enfin l'amour, l'amour revêtu par la *nature!* Non pas l'amour d'une « noble jeune fille » ! Pas de larmoyante sentimentalité. Mais l'amour dans ce qu'il a de fatal, d'effrayant, de cynique, de candide, de farouche — et voilà justement la *nature*. L'amour dont la guerre est le moyen, dont la *haine mortelle* des sexes est la base ! Je ne sais pas de circonstance où l'esprit tragique, qui est l'essence de l'amour, s'exprime avec une semblable âpreté, revête une forme aussi terrible que dans ce cri de don José, avec lequel l'ouvrage se clôt :

« *C'est moi qui l'ai tuée,*
« *Ma Carmen, ma Carmen adorée* (1) ! »

La citation est un peu longue, mais c'est qu'en vérité toute la musique de *Carmen* se trouve ici comprise et comme ramassée. A cette analyse, à cette apologie, rien, absolument rien ne manque. Un fatalisme cruel, voilà d'abord un des caractères essentiels de l'œuvre, la force présente partout et partout agissante qui l'anime ou plutôt la domine tout entière. Aussi bien, dès avant *Carmen*, *l'Arlésienne* avait déjà subi cette puissance. Les deux chefs-d'œuvre portent le même signe de douleur et de mort. Bizet en personne, à vingt ans, s'en croyait peut-être marqué d'avance lorsqu'il écrivait de Rome, de la villa Médicis : « Plus je vais, plus l'idée de la mort me glace. » Et, parlant de la mort d'un camarade, il ajoutait : « Donnez-vous donc du mal pour avoir le prix de Rome. Luttez au retour pour vous faire une belle position, et cela aboutira peut-être à mourir à trente-huit ans. » C'est d'un an plus jeune que lui-même devait mourir.

Le sens tragique, fatal, de la musique de *Carmen* s'ex-

(1) Nietzsche, *Le cas Wagner*, traduction Daniel Halévy et Robert Dreyfus.

prime premièrement par une formule, entre autres, ou, comme on dit, par un « motif » qui représente l'héroïne, et celle-ci tout entière : sa personne morale, physique même, et jusqu'à son nom, synonyme de sortilège et d'enchantement. Observons en passant que si la bohémienne a son thème caractéristique, et le torero également, don José, lui, n'a pas le sien. Qui ne connaît le « motif » de la Carmencita : ce groupe, cette boucle, lâche ou serrée, de quelques notes toujours les mêmes et toujours diverses, tantôt par le mouvement, tantôt par la mesure, tantôt par l'intensité du son. Vives, cinglantes, elles annoncent, au premier acte, l'entrée de la bohémienne ; en même temps, portées et comme bercées par un rythme onduleux, elles semblent imiter la démarche de l'insolente fille « se balançant sur ses hanches comme une pouliche du haras de Cordoue » (1). Et s'il vous plaisait de mieux comprendre, sinon de sentir plus profondément ce motif, je vous dirais qu'il est fait de deux quartes descendantes et disjointes empruntées à la gamme mineure. J'ajouterais au besoin, avec ou d'après un de nos confrères italiens, que la succession de ces deux quartes constitue le mode *Asbein* des Arabes, appelé aussi mode du diable, et voici pourquoi : lorsque le démon eut été précipité du ciel, son premier soin fut de tenter les hommes. Pour y réussir, il eut recours à la musique et à la révélation des chants célestes, répertoire privilégié des phalanges divines. Mais Dieu lui retira la mémoire et le démon désormais ne sut enseigner aux hommes que ce mode unique et funeste (2).

Il paraît ailleurs encore, le thème fatidique, et tout autre : dès la fin de l'ouverture, non pas gouailleur et provocant, mais âpre, mais terrible, appuyant sur un *tremolo* de l'orchestre, ou plutôt y enfonçant une par une ses notes méchantes et qui déchirent. Au second acte, il servira d'exorde, non moins déchirant, à la douloureuse adjuration de José. Plus loin, il traversera, d'un vol rapide et toujours sombre, la méditation de Carmen, lisant dans les cartes un double présage de mort. Au dernier acte, il l'avertira tout bas, mais en vain, devant le seuil des arènes que, pour sa perte, elle ne franchira point. Enfin, inflexible comme elle et comme son destin, étincelant au soleil comme le couteau

(1) Mérimée.

(2) *Del melodramma attraverso la storia e dell' opera verista di Bizet*, par M. Galli (*Il Teatro illustrato*, mars 1884).

qui va l'abattre, le thème sinistre planera sur elle, et sur elle abattue il s'abattra lui-même, dernier et double sanglot de haine et d'amour.

Le moindre détail, dans *Carmen*, peut être tragique. Les dehors, ou les dessous, trahissent constamment une secrète inquiétude. Nietzsche, en tout, a raison : la joie est ici de courte durée et toujours précaire. A chaque instant des éclairs jaillissent de cette musique, et les plus sombres ne sont pas les moins beaux. Mais il faut les saisir. Ayant jeté sa fleur de cassie, au visage, ou plus exactement au front de José, Carmen s'enfuit en riant. Alors, ayez soin d'écouter quel orchestre orageux, pathétique, accompagne sa fuite. Au second acte, après le duo de Carmen et de José, quand l'officier revenu frappe à la porte, écoutez encore, écoutez seulement quatre mesures, exactement quatre, et d'orchestre toujours : vous y sentirez le poids de l'angoisse et le froid de la peur. Autre épisode, à ne pas négliger non plus : le chœur des contrebandiers par où commence le troisième acte (« Un site sauvage dans la montagne »). Hors-d'œuvre, dira-t-on. Une fois de plus, « on », le fameux « on » ne sera qu'un sot. Détail, j'en conviens, mais précieux détail, cette marche furtive et craintive de gens qui se cachent et cheminent avec prudence, étouffant leurs voix comme leurs pas. *Pianissimo* de l'orchestre et des chœurs, également timides ; équivoque initiale de la tonalité ; éclat involontaire aussitôt réprimé ; chromatisme un peu maladif et comme fiévreux, il n'est rien ici qui ne répande un vague malaise et ne dénonce le voisinage du danger. Le même effet se répète lorsque le rideau tombe après le furieux corps à corps de Carmen et de José. Ainsi le pressentiment se confirme, le présage funeste s'étend au loin et l'acte s'achève comme il avait commencé. Mais le public a coutume de n'en pas écouter la fin plus que le commencement. Il est moins indifférent, et je l'en félicite, aux propos échangés *mezza voce*, à l'entrée du cirque, entre les deux petites bohémiennes et Carmen : conseils de prudence d'une part ; de l'autre, bravade et défi. Détail encore, cet *a parte*, mais de quel prix ! De quelle valeur dramatique et musicale ! Au-dessus de *pizzicati légers*, deux flûtes, graves et douces, murmurent à peine, et leur douceur, leur gravité même prête à leur double murmure une singulière solennité. Elles nous causent une impression d'abandon et de solitude, une sensation de froid et de vide sonore que d'abord

l'impassible réplique de Carmen et puis certaine modulation, glaciale elle-même, vient redoubler encore.

Des accessoires ou des alentours, vous plaît-il de revenir au centre, au cœur de l'ouvrage? Nietzsche va nous y ramener. Rappelons-nous ses propres paroles : pas de larmoyante sentimentalité, l'amour dans ce qu'il a de fatal, l'esprit tragique essence de l'amour. C'est la première fois que la musique nous a montré, sous les traits de l'amant de Carmen, le héros et la victime d'un si cruel amour. Encore une fois José, lui, n'a pas *son* motif. Il en a beaucoup plus d'un. Il ne répète pas « une chose jusqu'à ce que l'on désespère ». Et cependant son caractère se tient et se soutient. Que dis-je, il se développe, il s'affirme, il s'exalte, et toujours constant avec soi-même, il est toujours nouveau. Dès le premier acte, à la fin, il s'ébauche, non par un air, par un monologue lyrique, mais par tel éclat rapide et vigoureux, déjà douloureux aussi, qui sur les lèvres de Carmen brise le fil léger de l'enjôleuse séguedille (1). Second acte : dans la *posada*, Carmen a chanté, dansé, pour José, vainement. Les clairons sonnent la retraite. Il veut regagner sa caserne. Elle s'irrite, le raille, l'insulte. Avec une énergie, une âpreté croissante (*C'est mal à toi, Carmen*, et ce qui suit), il se défend, il proteste et sous la menace, sous la pesée du thème fatal, il finit par la contraindre à l'entendre. Alors, de ses lèvres à lui monte lentement une des plus tristes d'abord, puis une des plus poignantes prières qu'ait arrachées à la musique française la souffrance, la torture d'amour. Nous voilà loin des chants les plus tendres, les plus fervents de Gounod. La beauté d'une cantilène comme celle de Faust : *Laisse-moi contempler ton visage*, ou comme cette autre : *O nuit d'amour, ciel radieux!* ne nous paraît plus faite que de sereine et pure extase. Et si, dans le dernier acte de *Roméo*, la musique d'amour encore, et de l'amour désespéré, s'élève au plus haut pathétique, c'est au contact et pour ainsi dire sous l'aiguillon de la mort.

Ajoutez que dans la déclaration ou plutôt dans l'adjuration de José, le style, autant que le sentiment, est nouveau. Ce n'est pas là ce qu'on peut appeler un « air ». Pas de ritournelle ni de reprise; rien de symétrique ou seulement de régulier. La pensée musicale se meut, se développe en pleine

(1) « *Carmen, je suis comme un homme ivre,* » etc.

liberté, sans un retour, sans un rappel, mais sans un arrêt, sans un manquement à l'unité non plus qu'à la suite et au progrès du discours. Les premières notes se posent lentement, calmes encore, mais tristes, humbles même déjà. La basse qui bientôt s'y ajoute semble elle aussi chanter. Pas un mot, presque pas une syllabe dont les sons n'élargissent, ne fortifient le sens ou ne l'illuminent. (*Et dans ma nuit je te voyais*). Au contraire voici qu'un instant, les harmonies enserrent la parole et l'étreignent. Puis elles se relâchent. Tout s'ouvre, tout s'épanouit. Une ivresse douloureuse envahit la musique entière et peu à peu va l'égarer. Violons, violoncelles unissent leurs gémissements, leurs sanglots. Des contre-chants se mêlent au chant et l'exaltent, l'exaspèrent jusqu'à la frénésie. *Te revoir, ô Carmen, oui, te revoir!* Ici pouvait s'achever la longue, longue période, s'éteindre le souffle, et la voix, toutes les voix, tomber. Au contraire, elles se relèvent toutes, et leur dernier élan les porte plus haut encore qu'elles n'étaient montées. C'est la péroraison, le paroxysme, et si la coupe de ces pages ultra-lyriques était moins libre, nous dirions : c'est la strophe suprême.

Dans l'âme de José, la passion — prenez aussi le mot au sens de souffrance, de martyre — va s'accroître encore. Par deux fois, à la fin du troisième acte, il se précipite sur Carmen. Les deux élans sont magnifiques de fureur sauvage et redoublée. Est-ce là du récitatif, est-ce du chant? C'est l'un et l'autre ensemble, par l'intensité de l'accent verbal, par l'éclat des notes hautes de la voix, par l'attaque brusquée des violoncelles, plantant au cœur même de l'orchestre comme la lame d'un poignard. Et le duo final, ou plutôt le duel, va mettre le comble à la beauté musicale et dramatique de l'œuvre. Frédéri, José, que de tristes héros d'amour a créés Bizet ! Elle a tort ici, la vieille et naïve chanson :

L'amour, l'amour qu'on aime tant
Est comme une montagne haute.
On la monte tout en chantant,
On pleure en descendant la côte.

Pour le soldat de Navarre comme pour le paysan de Provence, l'ascension même de la haute montagne se fait sans doute avec des chants, mais de ceux-là « qui sont de purs sanglots ». Que dirons-nous de la descente, ou de la chute ! Entre Carmen et José, d'un bout à l'autre du drame, pas un mo-

ment d'accord. Toujours le conflit, l'unanimité jamais. La dernière scène couronne par la mort la fatale antithèse. Quelle passion d'une part, et de l'autre, quelle impassibilité ! Carmen ici parle, déclame encore plus qu'elle ne chante. Au contraire, et presque jusqu'à la fin, sur les lèvres de José, tout est chant. Mais comme ce chant, par degrés, s'anime, s'échauffe et se renouvelle ! Quel progrès dans le pathétique et quelle urgence accrue, de la première supplique : *Carmen, il est temps encore*, à celle qui suit : *Mais moi, Carmen, je t'aime encore!* Un souffle toujours plus fort et plus brûlant inspire les deux longues périodes. Voilà de ces moments par qui le souhait de Gœthe est accompli : ils s'arrêtent, et ils sont si beaux ! Mais désormais rien ne s'arrête. Au contraire, tout se précipite. Chœurs et fanfares au dehors, dialogue sur la scène, orchestre, se poussent d'une mutuelle et furieuse poussée. La musique à tout moment brise son cours. Elle ne procède plus que par vives et impétueuses saillies. Elle se hâte avec le drame, mais sans se sacrifier à lui. Suivez, entre les reprises des clameurs du cirque, les deux ou trois dernières passes du duel à mort. L'action au paroxysme y reste pourtant conduite, menée en musique, et la phrase finale même de José, pour éloquente qu'elle soit par la déclamation, par le verbe, n'en est pas moins de la plus musicale beauté.

Le jeune Bizet écrivait un jour de Rome : « Mon goût se prononce définitivement pour le théâtre et je sens vibrer certaines fibres dramatiques que j'ignorais jusqu'à ce jour. » C'est de celles-là que nous avons souhaité de réveiller les vibrations.

Dans une autre lettre, de la même époque, le futur auteur de *Carmen*, parlant de ce que l'on appelle communément « le motif », y voit « le seul moyen que le compositeur ait de se faire comprendre du public d'aujourd'hui ». Il est certain que nous avons changé tout cela. Mais il n'est pas aussi sûr que sans « le motif », ou avec « le motif » tel qu'on le conçoit à présent, le « public d'aujourd'hui », de notre « aujourd'hui », comprenne toujours. Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Bizet ajoutait : « On peut être un grand artiste sans avoir le motif, et alors il faut renoncer à l'argent et au succès populaire. Mais on peut être aussi un homme supérieur et posséder ce don précieux, témoin Rossini. Je suis pénétré et persuadé de ce que je dis et c'est pourquoi j'es-

père. Je sais très bien mon affaire, j'orchestre très bien, je ne suis jamais commun et j'ai enfin découvert ce *Sésame* tant cherché... Si d'autres m'entendaient, on me prendrait pour un fou ; mais vous savez que je ne suis point un sot, vous comprenez ce que je veux dire. » Ce qu'il voulait dire, *l'Arlésienne* d'abord, *Carmen* ensuite l'ont dit un jour ; mais, ce jour-là, Bizet ne l'a pas vu luire.

Bizet, on en convient aujourd'hui, Bizet l'avait, « le motif ». Il l'avait en abondance. Mais lorsque parut *Carmen*, le sujet, les personnages, le style, tout en fut trouvé plus que commun, grossier. Il semble que Bizet, à propos d'un opéra de Verdi, ait répondu d'avance à ce reproche : « Quand un tempérament passionné, violent, brutal même, dote l'art d'une œuvre vivante et forte, pétrie d'or, de boue, de fiel et de sang, n'allons pas lui dire froidement : « Mais, cher « monsieur, cela manque de goût, cela n'est pas distingué. » On ne se fit pas faute de le lui dire. Nous ne dirons pas, nous, que le refrain de la chanson du torero soit un modèle de distinction. Mais il n'avait point à l'être. Par la vulgarité même, il convient au personnage. Arrondie et comme bombée, la phrase musicale imite assez bien la jactance et la fatuité, la tournure et jusqu'à la cambrure du bellâtre et du cabotin. Sans compter qu'avant le refrain, les couplets au moins peuvent se défendre. J'en goûte fort les gammes précipitées, les attaques ou les charges de violons, les furieux élans et les arrêts soudains. Musique descriptive, mais aussi musique tout court. Enfin, le refrain même, au cours de l'œuvre, s'atténue et s'affine, une fois au moins, sans pour cela l'affaiblir. Dans la montagne, après son duel avec José, tandis que le torero s'éloigne, son thème revient, à l'orchestre, non plus détaché, tout en dehors, avec un air fanfaron, mais lié par de sourdes harmonies, par les archets serrant les cordes. Autant il avait naguère d'éclat extérieur, autant il a maintenant de sombre et menaçante gravité.

« Tempérament passionné, violent, brutal même... » C'est bien celui qu'il fallait pour brosser un tableau comme les abords du cirque et le défilé de la *cuadrilla* avant une course de taureaux. Nulle part la musique de Bizet n'est plus qu'ici « vivante et forte », d'une force et d'une vie où « la distinction » toujours n'avait rien à voir et à prétendre. « Violent, brutal même », il est si bien « en place », diraient les peintres, et si bien à sa place, le thème initial du prélude, quand il

revient accompagner le défilé du dernier acte. De rythme imperturbable, de tonalité claire et même crue, encore avivée par le trille sifflant qui sans cesse le ramène, ivre de joie, et de joie populaire, il bondit, il se déhanche avec des écarts et comme des coups de reins, à l'espagnole. Musique bruyante et voyante, qui ressemble à la foule, aux spectateurs, comme aux héros en capes de soie multicolore, en vestes brodées d'or, de cette fête de soleil et de sang.

« Poète, a dit Sainte-Beuve d'Alfred de Musset, poète des choses du sang et de la vie. » Le Bizet de *Carmen* fut un musicien de ces choses-là, et des choses même de la mort. Mais il le fut aussi de choses plus légères. Autour de l'action qui nous presse, il n'a pas épargné les épisodes, les détails, faits pour nous ménager ce que Stendhal appelait un jour, et justement à propos de musique, « les petits moments de repos délicieux que l'on rencontre dans les vraies passions ». Le premier acte de *Carmen* presque tout entier forme une succession de ces moments-là, scènes familières, vrais tableaux de genre en musique. Dès les premières mesures, c'est la vie, et c'est la ville. C'est le décor et le « milieu ». *Sur la place, chacun passe :* causerie de corps de garde, insouciante et libre. Bizet ne se trompait pas. Il l'a, « le motif », et tout de suite. Quelle aisance, avec quelle abondance et quelle variété ! Les chœurs succèdent aux chœurs : celui des gamins, celui des jeunes gens, ceux des cigarières. Que de musique ! Et pour si peu, pour des riens ! Mais, comme on dit, et comme, hélas ! on ne fait plus guère, « pour le plaisir ». Musique changeante et toujours expressive, toujours véridique ; ici franche et carrée (chœur des gamins), elle pose ou plutôt elle plaque les tons à plat, les uns contre les autres ; plus loin (chœur des jeunes gens *in fine* et premier chœur des cigarières), elle s'infléchit, et chromatiquement se dégrade ; le rythme se détend et l'onduleuse mélodie se dissipe avec la fumée en spirales légères. Mais bientôt elle va reprendre sa fermeté, son aplomb, pour traduire, après l'indolente rêverie des ouvrières, leur querelle et leur fureur. En répliques brèves, note après note, accord contre accord, coup sur coup, se heurtent les invectives féminines, jusqu'à la clameur finale où elles se confondent. Et tout à l'heure, pendant que s'en ira Carmen, escortée par José et convenant tout bas avec lui de sa fuite, le thème de la dispute reviendra, fugué finement, effleurant à peine et

comme du bout des doigts les cordes du quatuor. Il y a quelques minutes seulement, ce n'est pas d'une autre allure que filait, que fuyait, elle aussi, mais comme la Galatée de Virgile, la provocante séguedille : *Près des remparts de Séville.* Il n'y a pas à dire, un Boche pour une fois nous a rendu justice. « Cette musique de Bizet... approche avec légèreté, avec souplesse, avec politesse. Elle est aimable, elle ne donne pas la sueur. Elle est précise. » Écoutez le premier entr'acte fait de la chanson de José : *Dragon d'Alcala.* Je ne vous donne ce peu de mesures que pour une toute petite chose, mais pour une chose nette, achevée, à la française.

Vous plaît-il d'apprendre, ou plutôt de vous rappeler, rien de cette musique ne vous étant étranger, comme « elle construit », comme « elle organise », comme elle est par cela même opposée « au polype de la musique, à la mélodie continue »? Alors écoutez le quintette du second acte : *Nous avons en tête une affaire.* Il organise en effet « une affaire », une expédition de contrebandiers. Et quel délicat organisme est elle-même cette symphonie de l'orchestre et des voix ! Symphonie véritable, et cela non pas du tout, comme telle ou telle autre, par le travail, mais par le jeu des formes sonores, par le cours ou le courant, que jusqu'à la fin rien ne ralentit ou n'embarrasse, d'une idée agile et légère, partout présente et vivante partout. Cette fois encore, voilà de la musique pour la musique même, pour la seule musique, « pour le plaisir ». Ailleurs en voici pour la joie. Tandis que le premier chœur des Bohémiens, au troisième acte, semblait se glisser dans l'ombre, le second (*Quant au douanier, c'est notre affaire*) éclate et se déroule au grand soleil. L'un parlait, presque à voix basse, des risques de la vie aventureuse. L'autre en chante à pleine voix l'allégresse et la liberté.

La vie encore une fois, et cette fois la vie sans épithète, voilà, quand on parle de *Carmen*, le mot auquel on revient toujours et par lequel il faut finir. Dans la musique de Bizet, ou par elle, les êtres et les choses mêmes, tout est vivant. Ajoutez que cette double vie se conçoit et se manifeste selon l'idéal et le goût, dans la mesure et par les moyens propres au pur génie de notre race. En tout, le musicien de *Carmen* est demeuré fidèle à l'esprit moyen et concret de notre art. On pourrait dire de ses personnages qu'ils sont, plus encore qu'ils ne représentent ou ne signifient. Il

arrive rarement qu'ils se dépassent ou se débordent eux-mêmes. Individuels avec force, avec plénitude, les formes sonores qui les représentent sont comme eux précises, éclatantes, mais particulières. La musique de *Carmen* ne nous porte point au rêve. Elle nous conduit en quelque sorte au seuil de l'infini, au bord du mystère, et nous y laisse.

Dans l'histoire contemporaine de la musique française, *Carmen* occupe, à n'en pas douter, une des premières places. On voit moins bien d'où *Carmen* est venue. « Qui racontera sa génération? » L'influence de Gounod y apparaît à peine. Aucune autre, étrangère ou nationale, n'y est sensible. Et pas plus que les origines du chef-d'œuvre, je n'en aperçois les suites. *Carmen* est sans parents et sans postérité. J'admire enfin qu'une musique aussi nouvelle, aussi vivante, soit née chez nous et de nous quatre ans après nos désastres. Trois ans bientôt auront passé depuis notre victoire et nous ne voyons rien venir. Attendons, espérons.

CAMILLE BELLAIGUE.

Les Conseils d'usine, levier du bolchevisme international

Le 30 août 1920, les ouvriers de la firme Roméo, à Milan, craignant un chômage prolongé, s'emparaient de l'usine. Dès le lendemain, patrons et ouvriers prenaient leurs décisions. A 2 heures du matin, paraissaient des affiches avisant les ouvriers du lock-out ; quelques heures après, le 1er septembre, partout le travail reprenait, sur l'ordre des conseils de fabrique et de la fédération des métaux. Dès le 18 juin, l'unification des salaires avait été demandée.

Qu'était-ce donc que ces délégués d'atelier, dont la création était vieille de plus d'une année? Leur action commence d'apparaître en avril, par un appel à un Congrès général :

Vous devez passer de la défensive à l'offensive... Une organisation nouvelle doit se développer, qui sera l'antagoniste directe des organes de gouvernement des patrons... Ouvriers, l'action des commissaires d'atelier et des conseils de fabrique prépare la révolution communiste de la société...

Au reste, ce fut pour exiger la reconnaissance officielle que fut déclenchée la grande grève d'avril, où, dix jours

durant. 500 000 ouvriers et paysans arrêtèrent toute activité économique dans le Piémont.

D'où venait cette idée des conseils de fabrique, destinés à *supplanter* le patronat?

En 1918, apparut à Turin, centre du bolchevisme italien, une nouvelle revue hebdomadaire, l'*Ordine nuovo*. Son mot d'ordre était : « Éduquez-vous, parce que nous aurons besoin de votre intelligence. Agitez-vous, parce que nous aurons besoin de tout votre enthousiasme. Organisez-vous, parce que nous aurons besoin de toute votre force. » Éducation, agitation et organisation, voilà bien ce qu'on retrouve dans les *Consigli di fabrica*, dont Antonio Gramsci se constitua le prophète. Ces groupements *illégaux* devaient, le jour venu, se muer en soviets de production. A eux de former les organes de direction, de créer les gardes rouges protectrices de l'œuvre révolutionnaire. « A la *Fiat*, a dit le *Corriere della Sera*, les ouvriers sont munis de projecteurs de marine, d'instruments techniques. » Avec Gramsci, collaboraient le pragmatiste Tasca, le « bergsonien volontariste » Seassaro. Le plan d'occupation des usines avait été par eux fort bien préparé, et « l'exécution, affirme Daniel Renoult, n'a rien laissé au hasard ».

Peut-on à ce mouvement assigner des causes plus lointaines? L'absence d'union sacrée pendant la guerre, la propagande anarchiste de Malatesta et de l'*Union syndicale*. Vers avril, parut *Umanita nuova*, où, le 2 juillet, figurait l'appel suivant :

> L'heure n'est ni aux jérémiades, ni aux récriminations. Elle est aux actes et il me semble que le prolétariat de notre pays est mûr pour l'action révolutionnaire. Les travailleurs doivent donc se préparer pour *l'insurrection armée*... Quand les autorités policières prohibent un meeting, les employés occupés au service des eaux potables devront immédiatement couper l'eau à toute la cité, les employés de tramways arrêter et fermer leurs voitures....

La philosophie sociale d'Enrico Malatesta se résume dans la propagande par le fait. Aussi, le congrès anarchiste de Bologne (1-4 juillet) décidait-il de favoriser à la fois l'Union syndicale extrémiste d'Armando Borghi et la création des conseils de fabrique, « rouages de l'expropriation..., noyaux possibles de la future gestion de la production » dans chaque centre, voire dans chaque hameau. Dès mai, l'ingénieur

napolitain Bordiga demandait qu'à l'occupation des usines s'ajoutât « la conquête du pouvoir ».

Il ne faudrait pas croire cependant que ces tendances fussent toutes spontanées ; des mots d'ordre étaient venus de l'extérieur.

Alors que, en octobre 1919, Lénine prémunissait les chefs du socialisme péninsulaire contre une tentative d' « insurrection prématurée », dans l'été de 1920, il sembla subitement décidé à brusquer l'aventure. Dans ses thèses présentées au deuxième Congrès de l'Internationale communiste, Lénine se portait le défenseur des conceptions de l'*Ordine nuovo*. Non seulement il admettait dans la IIIe Internationale les anarchistes de l'Union syndicale (pour les détacher de Malatesta), mais, à leur départ, il donnait l'ordre aux délégués italiens — reçus d'abord « en enfants gâtés », a dit Graziadei — de faire immédiatement la révolution chez eux. Effectivement, le 10 septembre, en pleine période d'effervescence ouvrière, le comité exécutif de Moscou lançait, par sans-fil, cet appel énergique reproduit par un journal hollandais : « Rien n'est en ce moment plus funeste que la tactique qui consiste à attendre que la révolution se produise dans d'autres pays. » Bien mieux, *l'ordre révolutionnaire strict* était parti de Moscou. Le 27 août, Zinovief, Boukharine et Lénine signaient une lettre impérieuse, où ils disaient, dans leur style hébraïque farci de redoublements :

Dans la lutte internationale contre le capitalisme, le prolétariat italien et son parti marchent *en première ligne*... Le prolétariat italien est *unanimement* pour la révolution... Le prolétariat agricole est pour la révolution. Le dernier mot appartient au parti des ouvriers italiens.

L'Italie présente aujourd'hui toutes les conditions essentielles qui peuvent garantir la victoire d'une grande révolution prolétarienne, d'une révolution vraiment populaire. Il faut le comprendre, et cela doit être le point de départ.

Évidemment, cet appel comminatoire reçu, les bolcheviks fidèles d'Italie n'avaient qu'à s'exécuter.

On sait ce qui advint. Le 7 septembre, le directeur des usines Fiat, Agnelli, était à Bardonnèche, auprès de M. Giolitti. « Je n'ai pas la force », déclara celui-ci. Mais le 11, après une discussion de trente-six heures, les chefs cégétistes et socialistes décidaient de s'entendre avec le gouvernement

qui, le 15, décrétait l'institution de commissions paritaires. La ruse l'avait emporté.

Après cet échec décisif, les chefs du communisme italien : Bombacci, Bordiga, Gramsci, Terracini, etc., rédigèrent, en octobre, un programme d'action qui définissait les buts suivants :

a) Préparation de l'action insurrectionnelle du prolétariat, en utilisant toutes les possibilités de propagande légale et en organisant, en même temps et systématiquement, le travail illégal, afin de réaliser toutes les prémisses indispensables à l'action et en assurer les moyens matériels ;

b) Organiser dans tous les syndicats, sociétés de métiers, coopératives, fabriques, entreprises agricoles, etc., des groupes communistes reliés à l'organisation du parti pour la propagande, pour leur conquête et pour la préparation révolutionnaire.

La conception bolchevique des conseils de fabrique demeure entière : le contrôle ouvrier doit s'étendre à tous les détails de la direction, de l'exploitation et de la réglementation du travail. Prenons note, en passant, des conclusions que porte sur tout le mouvement anarchique le bolchevik parisien Antonio Coen, avocat de Souvarine, dans le *Bulletin communiste* du 30 décembre :

Aussi a-t-on, dans les usines occupées, remplacé l'autorité patronale par *l'autorité dictatoriale du conseil d'usine*, veillant au matériel, aux matières premières, au coffre-fort... Au lendemain de l'occupation, l'autorité doit se révéler plus énergique que jamais, car l'indiscipline ne peut coexister avec l'organisation communiste.

Retenons cette promesse d'action tyrannique.

*
* *

Or, la création des conseils d'usine est énergiquement recommandée par les chefs bolcheviks de Moscou, qui y voient le moyen le mieux approprié pour s'emparer d'abord des syndicats, puis de la gestion économique totale.

Le deuxième Congrès de l'Internationale communiste (Petrograd-Moscou, 19 juillet-7 août 1920) s'est particulièrement occupé de la question. Les thèses discutées là-bas énoncent un certain nombre de principes essentiels. D'abord, des fractions ou noyaux communistes doivent à tout prix

être constitués dans les anciens syndicats, qu'il ne faut quitter sous aucun prétexte. Puis, la formation de comités d'usine ou de fabrique sera puissamment encouragée partout : ils ne comprendront pas les seuls ouvriers partisans de la dictature prolétarienne, et tous y devront être amenés.

Quels buts offre-t-on officiellement à ces conseils d'usine dont la création est poursuivie avec tant d'urgence?

La lutte des comités de fabriques et d'usines contre le capitalisme a pour but immédiat l'introduction du contrôle ouvrier dans toutes les branches de l'industrie... Les comités ouvriers de fabriques et d'usines ne peuvent pas supplanter les syndicats. Ils ne peuvent que s'organiser, au cours de l'action, suivant diverses professions et créer peu à peu un appareil général susceptible de diriger toute la lutte.

Voilà ce que contiennent les paragraphes 3 et 5 des thèses présentées au Congrès. Ces comités sont explicitement, d'abord, des organes de lutte pour le contrôle et contre la soi-disant « désorganisation économique » capitaliste, puis des instruments pour l'occupation et la direction ; enfin, après la victoire, ils deviendront « les foyers des syndicats » transformés ; un excellent moyen, d'autre part, d'expulser les « traîtres », Jouhaux, Gompers et Cie.

Là ne se borne pas l'intérêt que leur porta le Congrès de Moscou. Outre que les thèses y furent précisées et renforcées, des institutions étaient nettement désignées et encouragées : les *shop stewards* anglais, les *Betriebsräte* d'Allemagne. Enfin, était ajouté un paragraphe 7 singulièrement révélateur. Le voici :

Pendant que les communistes se font des syndicats et des conseils industriels une arme puissante pour la révolution, ces organisations des masses se préparent au grand rôle qui leur incombera avec l'établissement de la dictature du prolétariat. Ce sera, en effet, leur devoir de devenir la base socialiste de la nouvelle organisation de la vie économique. Les syndicats, organisés en qualité de piliers de l'industrie, s'appuyant sur les conseils industriels ouvriers qui représenteront les organisations des fabriques et des usines, enseigneront aux masses ouvrières leurs devoirs industriels, formeront des ouvriers les plus avancés des directeurs d'entreprises, organiseront le contrôle technique des spécialistes ; *ils étudieront et exécuteront, de concert avec les représentants du pouvoir ouvrier, les plans de la politique économique socialiste.*

Qui ne voit maintenant les liens de doctrine et de tactique qui unissent le plan bolchevik d'ensemble et les tentatives italiennes? Le complot international est évident. Les principes directeurs de ce plan sont simples. La petite brochure d'André Pierre sur *le Deuxième Congrès de l'I. C.* permet de les dégager nettement. D'abord, « la classe ouvrière, sans un parti politique indépendant, est un corps sans tête ». Dictature du prolétariat signifie donc omnipotence du parti communiste. Tel est l'axiome fondamental, que les chefs bolcheviks avouent aujourd'hui sans détour. D'où il suit immédiatement que « c'est le rôle du parti communiste d'organiser toutes les organisations ouvrières, sans exception ». Si les soviets ont échoué en Hongrie, rappelle Rakowsky, c'est faute d'un parti solide.

Toutefois, les délégués anglais et américains insistèrent sur les difficultés immenses qui se présentent, dans leur pays, à ce grignotage de *trade-unions* trop puissantes, 80 pour 100 des ouvriers d'Amérique étant inorganisés et les syndicats appartenant à l'aristocratie ouvrière. Bombacci se permit la même constatation pour l'Italie : corporations réformistes, d'une part ; anarcho-syndicalistes, d'autre part, sur lesquels « notre influence est faible ».

Quoi qu'il en soit de ces difficultés, l'esprit unilatéral et simpliste des Russes l'emporta. Losowsky (Dridzo) crut pouvoir affirmer : « Les *trade-unions* anglaises elles-mêmes ont changé d'esprit ; leurs vieux leaders en seront chassés. » Et les thèses de Radek furent adoptées le 3 août par 64 voix contre 11. Le 30 août, commençait le mouvement italien : les comités de fabrique entraient en scène.

*
* *

Nous avons indiqué le plan d'ensemble. Voyons maintenant quelles en sont les applications dans chaque pays.

En Angleterre, dès avant la guerre, existaient des commissions paritaires réglant à l'amiable les conflits entre patrons et ouvriers. Le rapport Whitley (mars 1917) tendait à la légalisation du mouvement. Le gouvernement et le Congrès des *Trade-Unions* l'adoptèrent.

Mais déjà un autre esprit animait les masses. On le vit bien au moment de l'armistice, alors qu'une grève immense fut déclenchée autour de la Clyde par les *shop stewards* ou

délégués d'ateliers, menés par Mac Manus et Shinwell. Le but de ceux-ci n'était plus l'entente, mais bien la domination. Dès lors, tend à se constituer un syndicalisme nouveau : les ouvriers ne se groupent plus par métiers (*craft unionism* adopté à la naissance du trado-unionisme en 1888), car les intérêts de professions différentes peuvent être opposés, mais *par atelier* : tous les corps d'état, si divers soient-ils, se trouvent réunis ensemble (*big unionism*). Dans *le Mouvement ouvrier en Grande-Bretagne*, Aug. Hamon décrit ainsi le système : « Dans chaque atelier, les ouvriers de toute profession élisent des délégués, *shop stewards*. Ceux-ci se groupent : c'est le conseil d'atelier, *workshop committee*. Dans une même firme, y a-t-il plusieurs ateliers? alors il y a plusieurs conseils d'ateliers. Chaque conseil a un secrétaire et un convocateur. » Le pouvoir exécutif ne réside que dans la masse qui donne aux élus un mandat déterminé; le *referendum* est ainsi constant. Hamon reconnaît que le système est influencé par les « théoriciens du communisme anarchique » et qu'il « présente des tendances politiques, car un des moyens pour la réalisation de ses buts est la grève générale et la prise du pouvoir révolutionnairement ».

Ce mouvement sembla se cristalliser définitivement, l'été dernier, quand le président du *Labour party*, Adamson, et Gosling constituèrent ce fameux *Council of action*, surnommé « soviet de Londres », qui, le 13 août, réunissait 1 044 délégués, au moment le plus violent de la lutte russo-polonaise; qui, le 21, lançait un manifeste véhément en faveur de la paix, et que Lénine appelait déjà le maître de l'Angleterre.

Les *workshop committees* sont donc tout à fait en faveur au pays des soviets. Dans son rapport au Congrès de Moscou, Zinovief dit :

> Il y a sans doute dans ce mouvement beaucoup de confusion et d'erreurs ; nous ne le nierons pas un instant. Mais le mouvement des *shop stewards* est sain à sa base et purement prolétarien dans sa composition. Nous devons comprendre, attendre avec patience jusqu'à ce que ce mouvement se cristallise dans un mouvement communiste. Nous devons contribuer à faciliter et accélérer cette évolution.

Un mouvement identique se poursuit aux États-Unis au sein des *Industrial Workers of the world* (populairement : *I don't work*, je ne travaille pas). Eux aussi, ils forment des

unions par atelier. Mais là, le terrain est particulièrement dur. Depuis les déportations en masse de février 1920, leurs progrès sont extrêmement lents. Ils avaient des délégués à Moscou, entre autres Frine ou Fraina, que Souvarine accusa un jour d'avoir vendu ses camarades. Le Congrès communiste leur reprocha de se tenir à l'écart — comme, du reste, les *Shop Stewards* — soit des syndicats, soit du Parlement. « Ils ne comprennent pas que toute lutte de classes est une lutte politique. »

En fait, les I. W. W. avaient eu des chefs audacieux : Frank Little, qui fut assassiné ; Thomas Mooney, condamné à la prison perpétuelle ; Haywood, chassé du parti socialiste en 1912, etc. Ils déchaînèrent quelques *out-law strikes*, grèves irrégulières non ordonnées par les secrétaires des syndicats, comme la grande grève de l'acier qui dura du 22 septembre 1919 au 8 janvier 1920, celle des mines de cuivre de l'Arizona qui se termina par la déportation de 500 meneurs, celle des bûcherons du Nord-Ouest, etc. Toutefois, leur nombre est très faible, puisque, sur 5 millions d'ouvriers organisés, il n'y a guère plus de 50 000 *Industrial Workers of the world*. L'énergique attitude des juges et de la police yankees a arrêté le mouvement. Exemple vigoureux et combien profitable !

En Allemagne, il en va un peu autrement. Nous avons vu qu'au Congrès de Moscou il a été également question des conseils d'exploitation (*Betriebsräte*) ; nous avons dit aussi que Zinovief y voyait un moyen de lutter contre le chômage.

Effectivement, les communistes allemands ont tenté de se mettre à l'unisson. A leur congrès de novembre dernier, Brandler rapporta la question. D'après lui,

Il s'agit aujourd'hui de créer chez les ouvriers la volonté de parvenir au pouvoir. Les conseils d'atelier doivent d'abord devenir des organes permettant de supprimer le chômage. *Le problème du chômage est aujourd'hui le problème cardinal.* Il ne peut être résolu que par la destruction du système capitaliste.

Les conseils d'atelier devront donc, d'abord, faire un inventaire complet de toutes choses et placer les anciens combattants avec salaire maximum. Des conseils de district et de province sont créés, dirigés eux-mêmes par un conseil économique national. Les difficultés rencontrées par les Russes seront ainsi évitées.

Mais, en homme pratique, Brandler chasse les illusions et utilise l'expérience italienne :

> Occuper les usines sans avoir en même temps les banques pour avoir de quoi payer les ouvriers serait illusoire. L'occupation des usines doit être complète et non pas limitée à un certain nombre d'industries. Elle doit être suivie d'une prise immédiate du pouvoir.

Voilà certes un programme que ne renierait pas Zinovief et où se retrouve le fameux « esprit d'organisation » des Allemands. Mais le gouvernement, également pratique, a su faire la part du feu. Ces conseils, *Betriebsräte*, nés spontanément lors de la révolution de novembre 1918, ont été *constitutionnalisés* par la loi du 4 janvier 1920 (comme au Luxembourg, le 26 avril 1919). En octobre, ils tinrent à Berlin un congrès où assistèrent 953 délégués, si bien que le secrétaire du syndicat des métallurgistes, Dissmann, les appelle « les cellules économiques de la société future ». Or, c'est contre eux que les 80 000 syndicalistes communistes, dirigés par Richard Müller, Rusch, Brandler, et poussés par Moscou, tentent des manœuvres dissidentes. Ils voudraient créer des conseils ouvriers d'atelier, qui au lieu d'être nommés par les chefs des syndicats, les contrôleraient.

Mais les syndicats allemands sont particulièrement puissants ; sur 15 millions d'ouvriers des deux sexes, ils en comptent 9 millions et demi, représentant ainsi le quart du nombre total des électeurs. En même temps, ce sont les syndicats qui remplissent le parti socialiste, « parti essentiellement composé d'ouvriers, dirigé par des ouvriers et ne comptant pas d'aventuriers venus de la bourgeoisie pour s'y pousser en vitesse ». (*Peuple*, du 15 janvier 1921.)

Enfin, ce mouvement des comités de fabrique trouvent des partisans passionnés : en Espagne, dans le parti socialiste et la Confédération barcelonaise du travail que dirige l'horloger Angel Pestana ; en Suisse, dans les unions ouvrières de Zurich et de Bâle, à la Chaux-de-Fonds et à Genève ; en Pologne même, parmi certaines sections socialistes. En Autriche, où les neuf dixièmes des soldats sont socialistes, existent aussi des *Betriebsräte*, organisés par la loi du 15 mai 1919. En Tchéco-Slovaquie, de grandes grèves eurent lieu, en décembre 1920, dans le but d'obtenir le contrôle de la production.

* * *

En France, le mouvement revêt des formes toutes différentes. Quand M. Albert Thomas était ministre des Munitions, il créa, le 16 septembre 1917, des délégués d'atelier, conformément à un vœu de l'Union des mécaniciens de la Seine et dans le dessein de concilier les deux forces en présence : le capital et le travail. Mais cette organisation tourna mal ; à la suite des grandes grèves de la métallurgie, en juin 1918, les délégués d'atelier furent relevés et envoyés au front, voire dans les sections disciplinaires.

Aujourd'hui, les tendances sont tout autres. C'est évidemment sur l'ordre exprès de Zinovief que les « minoritaires » de la C. G. T. se mirent à créer des *noyaux* communistes dans les syndicats majoritaires. Au Congrès d'Orléans, les deux partis en présence avaient promis de cesser ce grignotage. Mais rien n'y fit. C'est grâce au « noyautage » intensifié que les bolchevisants ont conquis l'Union des syndicats dans la Seine, le Rhône, etc. L'impulsion est donnée. Rien ne semble devoir l'arrêter. Des journaux nouveaux s'y emploient : le *Cri du peuple du Sud-Est* (1), à Lyon, quotidien ; le *Centre rouge* de Limoges, le *Prolétaire* d'Hellemmes (Nord), dirigé par l'instituteur Delourme, le *Peuple de l'Aude, l'Anjou communiste* (depuis le 19 mars), hebdomadaires ; l'*Imprimerie communiste,* pour les ouvriers du livre, etc.

Les origines historiques du mouvement demeurent obscures. Toutefois, les C. S. R. (comités syndicalistes révolutionnaires), centres d'agitateurs aux ordres de Moscou, apparaissent pour la première fois dans *l'École émancipée* du 6 décembre 1919. L'instigatrice en est Marie Guillot, institutrice de Saône-et-Loire, aujourd'hui en instance de révocation. Jusqu'alors, les syndicats de l'enseignement laïc avaient eu une existence indépendante ; ils risquaient de disparaître dans la C. G. T. ; il importait de constituer des comités plus actifs, inaptes à la dissolution dans la masse. Dans son appel, Marie Guillot disait :

(1) Dans le premier numéro, il était écrit : « Nous tâcherons de réaliser ici, avec le minimum de concessions mutuelles indispensables, l'unité de front révolutionnaire qui s'impose devant les jours terribles de misère, de chômage et de guerre sociale que nous sommes appelés à vivre inéluctablement demain. »

Nous avons joué pendant la guerre, et jusqu'au bout, parmi les organisations confédérées, le rôle de porte-drapeau de l'internationale. Les fonctionnaires ont conquis le droit syndical. Nous créerons, comme organe de liaison, un comité central des syndicalistes révolutionnaires de l'enseignement (1).

Nul doute que Monatte ne dirigeât sous main le mouvement, dès le début.

Le 20 mars 1920, le but des C. S. R. de l'enseignement se précise. Marie Guillot écrit à cette date :

Période révolutionnaire. Ce qui caractérise cette période, c'est que le prolétariat combat, *par la violence* s'il le faut, pour posséder, *d'une façon exclusive*, les moyens de production et d'échange, et met la main sur les pouvoirs publics, afin de réaliser son dessein.

Action nouvelle : 1° propager les idées révolutionnaires en exposant clairement les conséquences du régime capitaliste, guerre y compris ; en faisant connaître les résultats de la révolution russe à la classe travailleuse et l'organisation de la république des soviets ;

2° *Préparer des cadres révolutionnaires* — professionnels surtout dans toutes les corporations — et politiques, si possible ;

3° Attirer des techniciens de toutes opinions et de toutes professions au mouvement révolutionnaire.

Donc, les instituteurs devaient commencer par leurs propres syndicats, puis influencer les autres. Ceux de Seine-Inférieure (Briard) souhaitent « une organisation fédéraliste à base affective », ceux du Finistère transforment « les bourses du travail en soviets locaux, les unions départementales en soviets départementaux, la C. G. T. en soviet central » ou comité central révolutionnaire. M. Guillot demande qu'on n'oublie pas de créer des conseils de mères et de ménagères.

En août, au Congrès des syndicats primaires à Bordeaux, les quatre questions suivantes sont examinées :

1° La grève : moyens envisagés pour familiariser les collègues avec l'idée de grève et sa pratique ; 2° moyens de propager les idées syndi-

(1) Le comité provisoire compte : André Chaneaux (Jura) ; M. Guillot, Audoye, Bezot, F. et L. Lafosse (Bouchès-du-Rhône), Élise Avenas (Ardèche), Josette et Jean Cornec (Finistère), Foulon, Henriette Izambard, Lapierre, Loriot, Hélène Brion (Seine), Moncond'huy (Aisne), M. et Fr. Mayoux, Bernard (Rhône), Laforge, Lavenir. Le secrétaire de la Fédération des syndicats, Bouet, manquait.

calistes chez les jeunes ; 3° faire connaître la IIIe Internationale ; 4° envisager l'organisation de l'enseignement après la révolution.

Le 16 décembre, des instituteurs bretons se réunissent à Lorient pour se répartir la besogne de documentation. Le comité exécutif est dirigé par M. Guillot, qui comptait quinze C. S. R. le 8 janvier 1921. « Le temps presse, écrit le Savoisien Dumollard ; la réaction mondiale et particulièrement celle de France ne désarme pas ; serrons nos rangs, si nous ne voulons pas être écrasés. »

En même temps, certains instituteurs ou institutrices s'occupent très activement de constituer dans leur département respectif des C. S. R. régionaux : c'est le cas de Gautrand dans l'Hérault, de Lucie Colliard dans le Calvados, de Bouet dans le Maine-et-Loire, de Dommanget (Oise), de Chaneaux (Jura), de Marcadet (Indre-et-Loire), des Cornec, de Riou (Finistère), de Rebours et Lafon (Sarthe), de Taché (Seine-et-Marne), etc. Marie Guillot dirige ceux de Saône-et-Loire et en est trésorière ; elle promet d'y étudier la « question si importante des comités d'atelier ».

Il semble donc établi que l'idée des noyaux communistes ou des C. S. R. ou des comités d'atelier ait été lancée en France par les instituteurs, d'accord avec les chefs minoritaires, avec Zinovief et Sadoul. Elle paraît d'abord dans *l'Ecole émancipée*, puis dans *la Vie ouvrière*, par l'intermédiaire de Verdier (de Decazeville), le 28 mai 1920 seulement. Marie Guillot intervient le 4 juin ; puis le métallurgiste Labonne, le 30 juillet, en enregistre la fondation dans la Seine, en même temps qu'il annonce le départ pour la Russie de Lepetit et Vergeat (1).

Depuis, la constitution des C. S. R. alla très vite. Le 27 août, Herclet, de Vienne (Isère), secrétaire de la Fédération régionale du Sud-Est (syndicats minoritaires), annonçait la tenue de cinq congrès régionaux préparatoires au Congrès de la C. G. T. à Orléans : Marseille (29 août), Limoges et Paris (5 septembre), Vienne (12 septembre), puis Bordeaux. Le 29 août, Herclet, malgré les objections de Mont-

(1) On ne sait ce qu'il est advenu d'eux. Labonne annonçait le départ de Midol, de M. Guillot et d'Hélène Brion ; 15 000 francs leur étaient nécessaires. H. Brion fit le voyage de Russie, d'où elle a rapporté des témoignages effrayants sur la misère générale : « Heureux pays, *s'il mangeait à sa faim!* » (*Lutte féministe*, 9 février 1921, p. 14). *Un* crayon fait le service de toute une classe !

mayeur, faisait admettre le principe des conseils d'atelier par l'Union départementale de l'Isère.

Dans *le Libertaire* et *la Vie ouvrière*, il précisait ainsi sa pensée :

Le syndicat d'industrie doit, dès maintenant, se préparer au rôle de constructeur qu'il sera dans la société transformée. Ces groupes, que nous appellerons comité ou conseil d'atelier, d'usine, de fabrique, etc., seront les organismes concourant à supprimer la direction patronale, capitaliste. Ils seront en même temps des foyers continuels de propagande révolutionnaire. Le comité d'atelier devra, dans la mesure du possible, tout connaître, avoir une vie propre et indépendante...

La grève générale ne peut être que violente... Nous n'acceptons la grève générale qu'avec les fins de totale révolution. Toutes les forces du syndicalisme doivent être déchaînées dans la durée d'une semaine au maximum, elle devra être corsée d'action directe sous toutes ses formes et d'insurrection à l'occasion. Une propagande intense devra être faite dans l'armée pour inviter les soldats à ne pas remplacer leurs frères grévistes et à refuser d'exécuter l'ordre de tuer.

Tel est le schéma d'ensemble de la préparation révolutionnaire, dont le Congrès des syndicats minoritaires (Orléans, 25-27 septembre) a accepté l'essentiel. Pierre Lemont (Monatte) signifia sa satisfaction. Onze régions étaient d'ores et déjà constituées, les secrétaires et recruteurs principaux étaient désignés ; le chef dernier était Monatte, suppléé, pendant son emprisonnement, par Godonnèche. Dans une réunion du C. S. R. bordelais, appel était fait à la « République française des conseils d'ouvriers ».

Depuis peu, la progression révolutionnaire se manifeste sous deux formes principales : d'abord, subordination totale au parti néo-communiste. Métra, secrétaire de la Fédération socialiste du Rhône, disait, le 19 décembre, au congrès local : « Il faudra que la presse se soumette, que les syndicats se soumettent, que les coopératives se soumettent. »

D'autre part, la poussée vers l'occupation des usines devient plus audacieuse. Le 22 décembre, Herclet faisait voter aux chômeurs de son syndicat le texte suivant :

Les travailleurs du textile de Vienne, réunis au nombre d'un millier, prenant exemple sur le dernier mouvement des métallurgistes italiens occupant les usines, affirment qu'ils sont prêts à une action semblable en manière de protestation et comme solution du problème

social par l'expropriation, d'accord avec le prolétariat national et international.

Enfin, le 9 janvier 1921, la commission administrative de l'Union des syndicats de l'Isère, réunie à Grenoble, proposait aux syndicats de cinq départements voisins : les deux Savoies, Rhône, Loire et Drôme, une association contre le chômage. « Nous proposons, quant à nous, une propagande intense pour l'occupation des usines en manière de protestation dans des cas de démonstration locale, et comme solution si l'étendue du mouvement en donne les possibilités. »

Tels sont les développements révolutionnaires que peut prendre l'agitation semée habilement par quelques meneurs énergiques. A ceux que nous avons nommés, il faudrait ajouter : Richetta (Isère), Delagrange et Bert dans la Dordogne et la Haute-Vienne ; Tommasi, le nouveau secrétaire de l'Union départementale, s'est déclaré prêt à instituer les délégations d'atelier dans la Seine, où les usines Blériot furent menacées d'occupation (1). Herclet put mettre en partie son projet à exécution le 12 avril, en faisant occuper par les ouvriers tisseurs trois usines de Vienne, dont celle de Brenier, ancien maire socialiste.



Nous avons montré, dans son détail, le plan d'ensemble des desseins bolcheviks et leurs applications présentes dans les divers pays. Mais notre étude ne serait point complète, si nous ne considérions pas l'évolution significative qui transforma de façon radicale l'organisation des comités d'usine en Russie même ; ils n'y ont pas été et n'y sont pas actuellement ce qu'on pourrait penser.

Les écrivains attitrés du bolchevisme ne sont point gênés pour convenir de cette transformation, que décrivent, d'autre part, avec minutie Hoschiller dans le *Mirage du soviétisme*, Alex. Axelrod dans l'*Œuvre économique des soviets* et Alexis Ch. dans le *Mercure de France* du 15 octobre 1920.

Aussitôt le tsar renversé, le contrôle ouvrier dans les usines fut partout l'un des mots d'ordre révolutionnaires. Patrons et techniciens prenaient la fuite ; les comités se constituèrent,

(1) Cf. *Humanité*, 19 novembre.

dans les ateliers d'État et dans l'artillerie surtout. Une conférence d'avril 1917 établissait leurs statuts : les règlements, la connaissance des documents officiels, l'admission et le renvoi dépendaient d'eux. Ils se réunissaient en congrès du 30 mai au 5 juin. Antérieurement au coup d'État bolchevik, ils avaient formé un comité central panrusse : ils apparaissaient comme la panacée ouvrière. Lénine en avait fait le point central de toutes les revendications économiques ; son mot d'ordre était alors : « Pillez ce qui a été pillé » (par les capitalistes). Comme l'avoue ingénument l'ingénieur hollandais Rutgers, qui fut pendant treize mois inspecteur principal des voies navigables au pays des soviets : « Ce furent principalement les comités de fabrique qui, tout d'abord, sans liens entre eux, procédèrent à l'expropriation de *leur* fabrique. » C'était leur façon de *nationaliser*. Le décret du 16 novembre 1917 leur avait donné libre carrière : il fallait bien récompenser les gardes rouges fournies par eux.

Huit mois après, ce fut un autre son de cloche. Naturellement, le travail était tombé à rien ; les chefs bolcheviks laissaient faire. Parmi les ouvriers, le grand nombre pratiquaient le séparatisme économique : ils ne s'occupaient que de leur usine. Ce fut un gâchis effroyable. Au bout de peu de semaines, ou bien l'on redemanda les anciens directeurs, ou l'on ferma l'usine pour cause de déficit. Un des premiers actes du gouvernement bolchevik avait été le *lock-out* monstre des métallurgistes de Petrograd, que l'arrêt des hostilités condamnait au chômage, puis ce fut la débâcle du textile à Moscou. Les prolétaires russes retournaient à l'agriculture.

Cela ne pouvait pas durer. Aidé surtout de Larine et de Milioutine, Lénine chercha à remonter le courant. A la quatrième conférence des conseils d'atelier, Lénine dit :

> Vos comités d'usine doivent cesser d'être de simples comités d'usine ; ils doivent devenir *les cellules essentielles de l'État* et constituer *la classe dirigeante*... Si chaque comité comprend qu'il conduit la plus grande révolution du monde, nous ferons la conquête du socialisme pour le monde entier.

Dès janvier 1918, Riazanof s'était élevé contre l'exclusivisme de chaque comité, qui désorganisait ainsi « tout le mécanisme industriel du pays ».

Le remède était urgent : *l'armée rouge était créée* en mars ;

elle nécessitait ravitaillement, matériel, munitions et transports. Aussitôt (mars 1918), Trotsky lance son idée de la militarisation du travail ; en avril, Lénine fait l'éloge de la direction unique et écrit : « Je donnerai *un pot-de-vin d'un demi-milliard au capitaliste* qui nous enseignera l'art d'organiser l'industrie. » Le Conseil supérieur d'économie populaire était créé ; Rykof le dirigeait. Les chemins de fer surtout exigeaient une prompte réorganisation ; Kobosef, Noghine, Krassine, en particulier, s'y occupèrent. En mai 1918, dans son discours sur les *Problèmes du pouvoir des soviets*, Lénine, voulant mettre fin à l'état « gélatineux » du travail, rétablissait le salaire aux pièces, les primes, le taylorisme, disant :

Toute grande industrie technique exige l'unité de volonté la plus absolue et la plus sévère... Comment peut être assurée l'unité la plus sévère de volonté? *Par la soumission de la volonté de milliers à la volonté d'un seul.*

Quel autocrate a jamais parlé langage plus rigide?

Alors commença la période de l'industrie nationalisée. Les comités d'usine rédigèrent, pour se défendre, *le Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier* : huit grandes feuilles in-folio à deux colonnes qui furent répandues à profusion dans les faubourgs de Petrograd. Ils réclamaient l'ingérence absolue sur toutes choses. Ils durent se plier aux syndicats, lesquels exigèrent « un minimum de production quotidienne pour chaque ouvrier », écrit A. Glebov. *A la dictature d'en bas succédait la dictature d'en haut.* Lénine prononçait enfin la dissolution de la Centrale des comités d'usine ; le règlement du 15 avril 1919, ratifié le 20 juin, réduisait leurs attributions à l'application de « la stricte discipline établie par le syndicat ». On pouvait alors dire d'eux ce que Trotsky pensait de l'armée rouge : « Elle est comme un radis : rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur. »

Cette révolution totale des conseils d'atelier, opérée sous la pression des événements, est parfaitement notée par Radek. La création de l'armée rouge entraînait, à l'encontre de l'anarchie fondamentale, la militarisation du travail. Comment opérer cette mobilisation ouvrière indispensable? Radek donne les moyens suivants :

Naturellement, cela n'est pas possible sans un énorme *travail d'agitation* qui rendra les masses ouvrières *conscientes* de la nécessité du travail auquel elles sont appelées. Mais une parole décuple de valeur,

lorsqu'elle est accompagnée d'une volonté ferme qui veut la réaliser coûte que coûte, c'est-à-dire lorsque l'on crée *un appareil de coercition* qui organisera la masse éclairée et qui secouera et attirera au travail la masse arriérée et fatiguée.

La coercition attirera au travail !

Aussi Radek veut-il souffler sur la dernière illusion bourgeoise, « l'illusion de la liberté du travail ».

Trotsky ne pense pas autrement. En avril 1920, au troisième Congrès des syndicats russes, il disait : « Une discipline de travail inflexible et une unité immuable dans l'exécution du plan économique, voilà ce que nous appelons militarisation du travail. »

Enfin, au neuvième Congrès du parti communiste russe, Zinovief précise le dernier stade où doivent aboutir les comités d'usine, lesquels « ont traversé, pendant les dernières années, une vaste évolution ». Ils doivent aujourd'hui « servir seulement de point d'appui » à la direction. Maintenant que le parti ne dispose « que de mille membres pour toute la Russie » et que la tâche essentielle est de réorganiser l'économie générale du pays, « le comité d'usine constitue l'organe qui peut le mieux, d'accord avec le bureau, désigner et répartir pour des fonctions d'organisateurs économiques des milliers et des milliers d'ouvriers de fabriques et d'usines ». Autrement dit, les délégués d'ateliers doivent finalement être les *gardes-chiourme* (1) des usines.

Les conseils d'usine, création spontanée d'abord en vue du contrôle anarchique d'en bas, sont devenus, au « paradis » des soviets, les organes d'exécution d'un parti dirigeant et dirigé dictatorialement. Leçon que les cinq autocrates bolcheviks veulent imposer au monde et qui lui doit servir !

(1) A l'heure actuelle, les chefs du soviétisme russe semblent fort embarrassés au sujet du rôle que doivent remplir les syndicats. La discussion fut âpre au 10e Congrès du parti communiste (6 mars). Chliapnikov veut qu'ils dirigent la vie économique. Noguine les supprime. Trotsky et Rakowsky en feraient des organes de l'État évoluant vers la Commune. D'après Zinovief et Lénine, ils ne peuvent être que des écoles de communisme. « Nous avons 700 000 communistes pour 7 millions de syndiqués... Nous avons besoin d'une organisation capable de *digérer* 6 millions et demi de syndiqués » (*ibid.*, février 1921, p. 319). Ce dernier avis l'emporta.

*
* *

Cependant des événements récents ont fait subir au bolchevisme *occidental* un recul, qui pourrait être *décisif*.

En Italie d'abord, Giolitti avait usé de ruse. En février, il présentait le projet de loi Alessio : six membres élus par le personnel, trois élus par la direction contrôleraient la gestion des usines. En même temps, il dénonçait l'incapacité ouvrière et désarmait les anarchistes. Au début d'avril, la *Fiat* lock-oute 15 000 ouvriers ; la troupe occupe les usines et les conseils de fabrique doivent disparaître. D'autre part, à la suite de la scission socialiste, voilà Serrati complètement excommunié par Moscou. C'est le moment que choisit Giolitti pour de nouvelles élections.

En Angleterre, les mineurs déclenchaient, le 1er avril, une grève qui, soutenue par la Triple Alliance ouvrière, eût pu devenir formidable. Leur secrétaire, Frank Hodges, avait déclaré la guerre à Lloyd George : « Le gouvernement actuel *doit s'en aller* », avait-il dit. Les *shop stewards* soutiennent le mouvement et l'un d'eux, Mac Laine, a écrit : « Il est certain que les ouvriers ne se calmeront pas, aussi longtemps que le contrôle de l'industrie ne sera pas entre leurs mains. » De leur échec dépend le sort du monde.

En Allemagne, dans les derniers jours de mars, les spartakistes tentèrent une insurrection armée, sur l'ordre formel de Moscou. L'organe central du parti communiste russe, la *Pravda* (du 30 mars), poussait à la rébellion :

La forme du mouvement est extrêmement intéressante et montre tout le sérieux de la lutte ; c'est une combinaison de grève et de révolte armées, c'est-à-dire la plus haute forme de lutte que connaisse le prolétariat. Les efforts pour l'occupation des usines sont un symptôme très important, ils montrent que l'idée de l'*expropriation des expropriateurs* est complètement mûre chez les ouvriers.

D'Italie en Allemagne, la tactique bolchevique demeure donc la même. Mais ici la rébellion fut immédiatement noyée dans le sang et le parti communiste « unifié » se disloque. Son fondateur, Paul Lévi (« ce fils de famille, hautain et moqueur », écrit Caussy, en est exclu le 15 avril pour sa brochure : *Notre voie contre le putschisme*, où il condamne sévèrement l'action d'un « conventicule secret et

invisible » appointé par Moscou et manœuvrant de concert avec la police allemande.

En France, les quatre secrétaires de la fédération des métaux demandaient, par lettre du 31 décembre, au président de l'Union des industries métallurgiques de France, G. Cordier, de vouloir bien instituer des « commissions de contrôle et d'application des conventions du travail », relatives simplement à l'embauchage, au débauchage et à la discipline. Il s'agissait, à les entendre, d'une conception, non point *soviétique*, mais *démocratique*. « Démocratie signifie exercice de la souveraineté par l'ensemble des collectivités appelées à accepter l'autorité qui se dégage de leurs décisions », récrivaient-ils le 26 janvier. N'est-ce pas là du pur soviétisme? Par lettre du 20 janvier, les patrons refusaient : « Il faut que, dans toute organisation humaine, la fonction de chef soit effectivement exercée. »

D'autre part, la C. G. T. et les C. S. R. semblent de plus en plus opposés en un antagonisme irréductible. Ces derniers même veulent rester indépendants. « Nous défendrons à Moscou l'autonomie du mouvement syndical », peut-on lire dans *la Vie ouvrière* du 11 février. L'avenir reste incertain.

Que conclure de cette enquête?

Considérons faits et forces en face. Le bolchevisme russe, plus ou moins aidé par le judaïsme, a dressé un plan mondial de subversion et de *domination*. Mais rien, humainement, *ne se fait tout seul*. L'Occident, et la France surtout, opposent à la tempête un front serein et une puissance massive. L'orage passera...

JEAN MAXE.

Le Retour éternel

I

Le ciel de Languedoc est habité par les vents ; celui du nord y vient rarement mettre l'éclat glacé du zéphir, mais l'autan qui souffle du sud-est, et le vent doux du sud-ouest s'y combattent presque sans trêve et s'y disputent l'empire. Celui-ci sait pousser devant lui les nappes étendues des sombres nuages, obscurcit le soleil, enveloppe d'ombre les briques des clochers et se calme dans la chute torrentielle des pluies. Mais l'autan, renouvelant sa force aux sources africaines, balaye le ciel, le pénètre de son ardeur tumultueuse et le fait resplendir et vibrer à nouveau. Ressuscitant à l'horizon les Pyrénées neigeuses, il agrandit de leur présence le paysage. Cependant les tourbillons de poussière qu'il soulève se mêlent à l'azur et le pénètrent de cendres ; il agite furieusement les fumées qui se plaisaient sans lui à se défaire en lentes écharpes jusqu'au paisible anéantissement ; mais l'autan veut au ciel les offrandes passionnées de son pouvoir : il le marque ainsi du signe précurseur des nuages qui bientôt apparaîtront, lorsque, près de s'épuiser, il aura cédé devant son rival.

Cette ardeur, cette violence, ces sautes constantes, de nature à éprouver durement les nerfs, ne déplaisaient point à Mme Liniez-Mauvesin. Le bel équilibre de sa santé, la bonne trempe de son âme résistaient à ces tourmentes. Même ce goût de vivre qui la faisait avec un égal enthousiasme se donner à l'étude, aux exer-

cices physiques, à l'éducation de son fils, trouvait dans l'ordonnance tumultueuse des éléments un aliment subtil et comme une joie de concordance. Après des chevauchées à travers bois et prairies, elle aidait son jeune écolier à déchiffrer quelque texte de Virgile. Attentif, l'enfant écoutait ses leçons. Et elle, en le regardant, se souvenait de cet Æacide que Stace nous montre dans les bras de sa mère : « Doux encore de visage, la neige de son teint animée d'un vif incarnat, la chevelure brillante de l'éclat de l'or. » Mais comme Thétis, elle tremblait pour l'avenir de son fils.

Elle avait en ce qui le concernait des inquiétudes irraisonnées : c'était sa seule faiblesse. Alors qu'au retour d'une promenade à cheval, où elle avait allégrement franchi des obstacles difficiles, elle était capable de suivre d'un esprit paisible la musique d'un vers ou le dessin d'une guirlande, voilà que tout à coup il lui arrivait de s'imaginer son enfant en péril : elle le voyait brûlant de fièvre, ou penché à une fenêtre sur le point de tomber. Elle courait vers lui, dans une angoisse invincible. Et c'était seulement alors que son cœur ferme battait d'un rythme désordonné.

Un jour vint cependant où une nouvelle source de trouble s'ouvrit en elle.

Elle avait épousé, toute jeune, au moment où elle devint orpheline, Me Liniez-Mauvesin, le notaire de sa famille. Originaire de Savoie où il avait conservé de l'héritage de ses parents une maison de campagne avec des terres, venu en Languedoc acheter une étude qui périclitait et qu'il fit remarquablement prospérer, Me Liniez-Mauvesin l'avait connue petite fille, et il s'était ému de compassion en la voyant à dix-huit ans privée coup sur coup de l'amour et du soutien de son père et de sa mère. Il lui avait demandé sa main, elle était devenue sa femme, trop heureuse de trouver une protection affectueuse et désintéressée au milieu du malheur qui l'accablait. Son mari fut dès lors pour elle d'une bonté inépuisable. Toutefois bonté trop exclusivement paternelle, indulgente certes à ses fantaisies d'enfant gâtée, mais où se mêla peu de tendresse et encore moins de passion ; si bien que, lorsque arriva pour elle l'âge où presque aucune femme n'échappe au désir impérieux d'aimer et d'être aimée et de jouir d'une volupté qu'il ne lui a pas été donné de connaître, elle éprouva confusément d'abord, ensuite avec une netteté croissante, tout ce qui manquait à son mari pour combler le vide qu'elle sentait se creuser en elle et apaiser son émoi.

La destinée mit à ce moment même sur son chemin un homme jeune et charmant — venu d'une ville étrangère pour le règlement d'une succession dont était chargé Me Liniez-Mauvesin — et qui se prit pour elle d'une folle passion. Attirée, puis emportée par un sentiment qu'elle avait ignoré jusqu'alors et qui la bouleversa au point de la laisser sans défense, elle vécut les étapes — banales, toujours nouvelles — d'un premier amour qui devait être aussi le dernier : les fleurs qu'on apporte, les livres qu'ensemble on lit, les promenades à deux où les épaules se touchent et les mains s'étreignent, jusqu'à cette dernière dont le souvenir ne devait jamais s'effacer de son esprit et où tout faillit sombrer autour d'elle. Ce fut un soir de printemps, dans le parc d'une maison des champs que Me Liniez-Mauvesin avait louée aux environs de la ville. Elle attendait son ami. Il vint, il la prit dans ses bras, tremblante, éperdue. Autour d'eux les lilas jetaient leur parfum trop fort. Au loin, les lumières de la ville et de confuses rumeurs animaient la nuit. Par quelle grâce surnaturelle, par quel brusque souvenir de son honneur d'épouse et de mère, par quel sursaut de fierté farouche put-elle se libérer de l'enchantement qui l'enivrait? Toujours est-il qu'elle s'enfuit avec un cri d'épouvante, s'enferma dans sa chambre et tomba sur son lit, évanouie. Le lendemain même, sans revoir son ami, elle partait pour la Savoie avec son fils, laissant son mari stupéfait d'une décision si soudaine. Et ce ne fut qu'une fois arrivée là-bas — au domaine des Liniez-Mauvesin qui domine la vallée de Chambéry et la plaine du Bourget — qu'elle commença à retrouver un peu de calme. Elle écrivit à son mari une longue lettre affectueuse où elle le suppliait de hâter le plus qu'il le pourrait le moment des vacances afin de venir la rejoindre, elle et leur fils. Elle lui parlait de leurs chers parents : les Vuilloz qui lui avaient fait un si doux accueil ; elle lui parlait des fermiers et des terres... Puis, elle écrivit à l'ami perdu. Elle vécut, en écrivant cette lettre, une des heures les plus douloureuses de sa vie. Elle lui demanda pardon, humblement, du mal qu'elle avait pu lui faire sans le vouloir. Et elle le supplia de l'oublier : « Il ne faut pas que je vous revoie — jamais ! Je ne serais plus assez forte, et ce serait ma mort... »

Et ensuite l'été passa, comme dans un rêve. Elle ne se reconnaissait pas. Elle se sentait devenue une autre femme. Elle agissait avec l'idée fixe et constante de celui qu'elle aimait et qu'elle ne devait jamais plus revoir. Elle brûla sans les lire des lettres qu'elle reçut de lui. Elle pensa perdre la raison. Mais son tempérament généreux, son

équilibre et son énergie triomphèrent de la folie ; elle retrouva peu à peu la maîtrise d'elle-même.

Quand, au début de l'hiver, elle revint en Languedoc, elle apprit que l'ami des jours passés était parti sans esprit de retour ; elle ne reçut plus de lui aucune nouvelle. Ce silence qu'elle avait imposé, en désirant secrètement peut-être n'être pas obéie, lui causa un surcroît de souffrance. Et cependant elle en éprouva une sensation d'allégement. Tout était donc bien fini : la vie se rouvrait devant elle, unie et droite, selon le vœu de sa conscience.

Toutefois quelque chose, au plus profond d'elle-même, resta meurtri. L'épreuve qu'elle venait de subir avait pour toujours modifié le mouvement de sa sensibilité et le cours de son humeur. Elle s'était crue libérée, elle ne le fut pas. Elle vécut désormais avec le souvenir tour à tour éveillé et assoupi d'une ivresse mauvaise et délicieuse qu'elle avait éprouvée juste assez pour connaître tout ce qu'elle promettait d'angoisses et de joies. Afin d'y échapper, elle se donna plus étroitement à ses devoirs de mère et de maîtresse de maison. Elle ne voulut plus monter à cheval et s'imposa des travaux domestiques. Elle inclina son âme vers la piété. Mais quand elle lisait un chapitre de l'*Imitation de Jésus-Christ*, que « c'est quelque chose de grand que l'amour et un bien au-dessus de tous les biens ; seul il rend léger à qui est pesant et fait qu'on supporte avec une âme égale toutes les vicissitudes de la vie », elle soupirait, sachant bien que ces paroles s'appliquent à l'amour de Dieu. Et elle ne pouvait arriver à étouffer en elle la voix des regrets.

II

Pendant que le vent courbait la cime des peupliers, M. Liniez-Mauvesin, dans sa maison de campagne où il avait voulu être transporté pour mourir, rendait à Dieu son âme d'honnête homme.

Cette mort laissa désemparée Mme Liniez-Mauvesin. Elle se vit seule avec son fils dont la nature ardente, où elle se reconnaissait, lui était un sujet d'inquiétude. Il s'était difficilement et de mauvais gré, après ses examens de droit, adapté au régime du notariat. Son père aurait désiré qu'il lui succédât dans sa charge. Henri, par respect et par amour filial, s'était soumis au vœu de son père et travaillait auprès de lui ; mais fantaisiste, exubérant épris de plein air, il se sentait malheureux entre les quatre murs de l'étude. Certaines

aventures galantes, où il s'était égaré, avaient désolé sa mère et lui faisaient, à présent surtout, redouter l'avenir. Une mère, si aimée soit-elle, est souvent un guide insuffisant pour un adolescent plein de feu. En cette circonstance, elle éprouva une fois de plus combien le secours d'un ami lui aurait été précieux. Mais, depuis ce jour où elle s'était résolument séparée du seul homme qu'elle eût aimé, elle s'était volontairement tenue sur une si grande réserve que, parmi ses nombreuses relations, elle n'en pouvait considérer aucune comme lui étant assez intimement attachée pour la conseiller et l'aider. Elle se prit à regretter dans le passé l'intégrité farouche de sa vertu.

De tels mouvements peuvent paraître odieux chez une femme, chez une chrétienne, surtout à un pareil moment, et la persistance, chez elle, d'un sentiment coupable est de nature à étonner. Mais on ne soupçonne pas à quelle profondeur la graine d'une passion qui, refrénée, ne porta jamais ses fruits, a pu tomber dans certaines âmes et quelles racines y développer. Dans sa douleur de voir disparaître celui dont elle avait loyalement partagé le nom et l'existence, un cri jaillissait de son cœur, plus haut et plus aigu, vers l'homme à qui elle s'était refusée, et qu'elle n'avait jamais revu depuis ce soir où, bien des années auparavant, elle avait senti la chaleur de ses lèvres sur ses lèvres dans ce même parc où elle promenait à présent son voile de veuve et sa solitude.

Elle résolut d'interroger sans retard son fils sur ce qu'il pensait faire et de prendre avec lui un parti.

— Mère chérie, lui répondit-il, rien ne nous attache plus à ce pays. Père nous a souvent dit combien il eût été heureux de terminer ses jours en Savoie et d'y reposer dans le caveau de sa famille. Il ne restait ici que dans l'espoir de me voir prendre la direction de son étude. Je ne puis m'y résoudre ; je ne m'y sens aucune aptitude, ce travail de bureau m'excède. Entre mes mains, l'étude qu'il a faite si florissante déclinerait, j'en suis sûr. Vendons-la. Allons nous installer en Savoie, chez nous. Nous transporterons son pauvre corps dans notre petit cimetière où sont déjà ceux de ses parents, de ses grands-parents ; nous l'aurons ainsi près de nous. Pour moi, l'étendue de nos fermes est plus que suffisante pour occuper mon activité. C'est un rêve que je fais chaque année quand nous y revenons : je n'ai jamais osé l'avouer à mon père pour ne point le peiner. Mais je formais secrètement tant de projets ! A Clairecombe, il faudrait réorganiser l'élevage et donner de l'extension à notre laiterie, à Laplagne

reconstituer le vignoble et l'agrandir. Tu vois que je ne manquerais pas de besogne ! Et puis, nous ferions ensemble de belles promenades dans nos collines, je te mènerais en montagne. L'hiver, au coin de notre grande cheminée, nous travaillerions, nous lirions... nous serions heureux, encore...

Il parlait avec animation, dominant sa mère de sa haute taille, impérieux et câlin. Elle le regardait, et une attention passionnée tendait les jolis traits à peine vieillis de son visage. C'était là son fils, et désormais le chef de leur petite communauté. Déjà un homme ! Il lui ressemblait : il avait les mêmes yeux clairs, très doux, les mêmes lèvres frémissantes, le même menton volontaire, et ce front très pur où l'on sentait une pensée toujours en éveil. Ne se lasserait-il pas d'une vie rustique dans un climat plus rude et parmi des paysans? Chambéry, quoique très proche, n'offrait pas grandes ressources et, sauf en été, l'existence serait sévère pour un garçon de son âge. Mais elle pensa aux Vuilloz, leurs bons amis de Savoie. Elle revit comme dans un éclair la silhouette fragile de Mme Vuilloz et celle de Jeanne, sa plus jeune fille, si jolie, si fraîche, si gaie. Pourquoi Henri n'épouserait-il pas Jeanne, un peu plus tard? Il ne saurait mieux choisir, et rien ne s'opposerait à leur union, si Mme Liniez-Mauvesin et son fils allaient s'installer là-bas désormais.

Elle embrassa tendrement Henri et lui dit que ce serait son plaisir aussi d'établir sa demeure en Savoie et d'y vivre à ses côtés.

Ce fut cependant un sévère et douloureux voyage. Ils avaient coutume de le faire, au moment des vacances, tous les trois, heureux de retrouver les paysages connus, la fraîcheur des verdures, les sommets neigeux. Cette fois, Mme Liniez-Mauvesin et son fils se crurent sur la route de l'exil. Le roulement du train qui emportait en même temps qu'eux le cercueil de celui qui n'était plus, ne leur scandait pas joyeusement comme naguère la chanson des étapes. Quand ils arrivèrent dans l'opulente vallée du Grésivaudan, des nuages traînaient au flanc des montagnes, et une sensation d'étouffement s'appesantit sur eux. Lorsque le train s'arrêta en gare de Chambéry, des larmes contenues remplirent leurs yeux.

Ce n'est pas impunément qu'un jeune homme quitte sans esprit de retour les lieux où il a passé son enfance et où il s'est éveillé à la vie. Henri Liniez-Mauvesin laisse derrière lui des amis qui furent ses compagnons de travail et de plaisir. Sa sensibilité s'est éveillée au doux soleil et à la molle étendue des plaines. La facilité et l'insou-

ciance s'y mêlent à une ardeur heureuse et c'est d'après elles que son âme s'est façonnée, vibrante et légère comme les nappes infinies de blés et d'avoines que les vents ensoleillés du Midi font onduler et chanter en même temps qu'ils les dorent et les mûrissent. Le voici maintenant en contact avec un sol plus rude qu'il faut creuser profondément pour le faire fructifier et que le roc défend contre la charrue.

Il éprouve cependant un sentiment qui le rassure : celui de se retrouver à ses origines. Non, en vérité, ce n'est pas une terre d'exil où il a abordé, mais il lui semble plutôt qu'il est l'enfant prodigue revenu désormais au royaume paternel. Ce qu'il a quitté n'était que transitoire. Il reconnaît ici des noms parents, le nom qui est le sien : et ceux qu'ils désignent eurent dans leurs veines le même sang que lui. Ainsi qu'Énée il a porté son père avec lui, mais ce n'est pas pour fuir une patrie, c'est au contraire pour la retrouver. De ce caveau ouvert, où pieusement il vient de l'ensevelir, sortent les images jusqu'alors trop effacées de générations auxquelles le rattachent la chair décomposée et l'esprit impérissable de celui qui lui donna le jour ; elles éclairent la raison de son existence et nuancent de gravité son avenir.

— Vous êtes donc tout à fait acclimaté à notre pays?

— Certes, et je ne saurais plus vivre ailleurs.

En réponse à la voix un peu rude et traînante du baron Elzéar d'Arincourt, la voix métallique d'Henri Liniez-Mauvesin résonnait joyeusement. Celui-ci venait de rendre visite à son voisin, viticulteur avisé, président du syndicat agricole, et de lui demander des renseignements sur une certaine bouillie qu'il préconisait pour l'entretien des vignobles. C'était la saison des sulfatages, et il importait de les bien réussir, la vigne, dans ces coteaux de Savoie, constituant une part importante de la richesse et celle-là sur quoi les fermiers comptent le plus pour payer leur fermage, leur « cens ».

Le baron d'Arincourt avait voulu raccompagner le jeune homme, et ils montaient en causant, par un des jolis chemins qui relient Cognin à Clairecombe : bordés d'arbres, de prés où paissent des troupeaux, encadrés de hautes treilles que supportent des « hautains », ils révèlent presque à chaque pas un paysage nouveau, soit qu'ils recouvrent ou cachent un sommet, la courbe d'une colline, soit qu'ils étendent ou rétrécissent la vue sur le lac du Bourget, soit qu'ils dérobent aux regards ou y fassent apparaître la toiture d'ardoises de quelque maison.

Plus grand qu'Henri et le dépassant des épaules, le baron d'Arincourt marchait à longs pas très lents. Des cheveux gris s'échappaient des bords de son large feutre et une ample pèlerine jetée sur ses épaules l'entourait de plis qui ajoutaient encore à son allure un peu théâtrale.

— Je comprends que vous vous soyez attaché à notre Savoie, lui dit-il. Pour moi, il n'y a pas de plus beau pays. Votre Midi a plus de lumière, mais il ne connaît pas le charme des pierres grises sous le brouillard.

— Elles sont aujourd'hui plus brillantes que celles de nos Pyrénées, lui répondit Henri Liniez-Mauvesin, en souriant. Regardez la falaise du Granier ; sa roche est vraiment de la lumière pétrifiée...

Ils passèrent près d'une ferme dont la large toiture en pente se fleurissait de mousse. Un vieux paysan, assis devant la porte et qui, tout en fumant sa pipe, tressait des joncs, les salua poliment.

— Bonjour, oncle, dit le baron d'Arincourt.

— Bonjour, oncle, dit aussi Henri Liniez-Mauvesin.

Ils s'arrêtèrent un moment et lui demandèrent des nouvelles de sa santé. Le vieux s'était levé pour parler aux « messieurs ». Il se tenait droit malgré son grand âge, et sa figure maigre, barrée d'une moustache pointue et d'une barbiche à l'impériale, était toute ridée. Quand ils le quittèrent il leur dit, en guise de souhait, à la coutume :

— Allez doucement !

— C'est le plus ancien du pays, fit remarquer le baron d'Arincourt à son compagnon et tout le monde ici l'appelle « l'oncle ». Savez-vous qu'il a fait la guerre contre les Autrichiens, aux temps héroïques de la maison de Savoie, et qu'il a vu le roi de Naples? C'est un brave homme et un bon chrétien. Il ne sait lire que dans son paroissien, mais ce livre il le sait par cœur. Et tout vieux qu'il est, il travaille encore.

— Il a conservé une fière allure de soldat, dit Henri ; il a dû avoir dans sa jeunesse un caractère hardi et de la décision.

— Vous vous trompez, répliqua le baron d'Arincourt. Et je vais vous raconter une histoire que je tiens de mon père sur la terre de qui cet oncle à présent vénérable exerçait déjà la vigueur de ses jeunes bras, car sa famille habite nos fermes depuis de nombreuses générations. Or donc, Claude — car c'est son nom — Claude était amoureux d'une jeune fille du haut Montagnole. Il l'avait souvent rencontrée quand elle descendait à Chambéry vendre son lait ou des fromages ou des framboises des bois. Ils avaient aussi dansé ensemble aux

fêtes locales, « aux vogues », comme nous disons ici. Et la jeune fille, paraît-il, le trouvait à son goût. Or donc, un beau matin, après avoir beaucoup réfléchi, voilà mon Claude qui se met en route de bonne heure, avec l'intention d'aller parler au père et lui demander sa fille en mariage. Mais, chemin faisant, des scrupules, sans doute, l'assaillent, une crainte de l'avenir, je ne sais quoi. Bref, arrivé aux premières maisons du village, il s'arrête, s'assied, enfin s'en revient chez lui. Depuis, il faisait encore un bout de causette avec la jeune Montagnolaise quand il ne pouvait l'éviter. Mais jamais il ne fut question d'amour ni de noce. C'est lui-même qui, une fois, raconta son aventure à mon père... Et savez-vous ce qu'il a fait encore, ce brave Claude à l'air martial. Quand son père est mort, c'était à lui de prendre la direction de la ferme, car il était l'aîné ; hé bien, il l'a cédée à son frère cadet, qui s'était marié et dont il a toujours voulu rester le sous-ordre, vigilant, dévoué, obéissant. Il a toute une troupe de neveux et de petits-neveux auxquels il prêche la crainte de Dieu, le respect du maître, l'amour du travail. Et il attend paisiblement la mort en fumant sa bonne pipe. C'est un sage... Voyez-vous, ajouta le baron d'Arincourt, Claude c'est une des faces du caractère savoyard : de l'application silencieuse, du dévouement sans paroles, de l'attachement qui ne fait pas de déclaration, de la timidité comme une pudeur. Aujourd'hui, le vin délie davantage les langues et les idées nouvelles font remonter à la surface les qualités de profondeur non sans y mêler, hélas ! quelques défauts. Il convient d'ailleurs d'avouer qu'il y a eu de tout temps des Savoyards plus audacieux et plus entreprenants que notre Claude, mais on n'en saurait citer, je crois, de plus vaillants. Et ce sont d'admirables soldats.

— C'est une belle race, dit sincèrement Henri.

— Parbleu ! des Allobroges : nous avons de qui tenir, dit en riant le baron d'Arincourt en prenant le bras de son jeune ami. Mais parlons d'autre chose et dites-moi si vous savez quand nous reverrons la plus exquise de toutes les Savoyardes, votre voisine, Mme Darbois?

— Très prochainement. Hier encore, Mme Vuilloz m'a annoncé l'arrivée de sa nièce pour ces jours-ci. Elle n'a pas voulu quitter Lyon plus tôt à cause des études de ses enfants, mais voici les vacances, et elle doit s'installer avec eux, comme tous les ans, dans la jolie maison qui est près de la nôtre. M. Darbois est depuis deux mois déjà en Maurienne où il achève de surveiller l'installation élec-

trique de la Société des forces hydrauliques dont il est l'ingénieur.

— Je le voue aux dieux infernaux ! s'écria le baron Elzéar ; c'est lui qui nous vaut ces ignobles poteaux et ces câbles qui déshonorent nos collines. Mais il lui sera beaucoup pardonné pour la beauté de sa femme. Et, à propos des Vuilloz, comment vont-ils? Voici longtemps que je ne les ai vus.

— Ils vont bien, Mme Vuilloz toujours fragile comme un souffle, mais si heureuse depuis que ma mère est ici qu'elle semble rajeunie. Les pauvres yeux de M. Vuilloz s'en vont tout à fait, il n'y voit presque plus ; mais il a conservé son amabilité souriante, son caractère n'a pas changé. Sa joie est d'écouter sa fille Jeanne faire de la musique, et comme il l'écoute ! Il s'assied près du piano, bien droit, les mains posées sur les genoux et, passionnément, il suit les dessins de la mélodie, la trame des accords. Il est vrai que Jeanne joue merveilleusement, avec un rare sens musical.

— Elle est charmante, dit le baron d'Arincourt, plus encore que sa sœur aînée, Mme Mercié, qui l'est cependant à souhait. Savez-vous si les Mercié viendront en Savoie cette année?

— Certainement. Ils ont un projet de voyage dans l'Engadine, mais aussi l'intention de passer quelques jours auprès de Mme Vuilloz dans sa villa de Lémenc, lorsque leur frère Michel y viendra lui-même, après les manœuvres. Michel est, paraît-il, surchargé de travail. C'est un officier des plus distingués, et il compte avoir bientôt son troisième galon.

Arrivés au pont de la Cascade, les deux hommes se serrèrent la main. Henri regarda s'éloigner, à grands pas accélérés, le baron Elzéar. Puis il s'appuya au pont de pierre sous lequel le torrent, en grondant un peu, dévalait des rochers d'une première cascade, pour se jeter en écumant dans un ravin d'où il bondissait vers un nouveau bassin, invisible du pont. Henri suivait des yeux la caresse liquide sur les pierres, et, dans la poussière de l'eau, les derniers reflets du soleil. Il respirait la fraîcheur du bois au milieu duquel les cascades se perdaient ; il sentait son cœur battre joyeusement dans sa poitrine et l'emporter avec le torrent vers des pays de rêve. Il pensa au vieux Claude : c'est un brave homme, se dit-il, mais c'est un pauvre homme. Quand on aime, toute crainte devient lâcheté. Et sans amour, à quoi bon vivre !

Il gravit, en face du pont, le tertre d'herbe qui, par la pente rapide d'un pré, le menait jusqu'à une plate-forme, sorte d'éperon avancé

qui porte vers les nues quatre peupliers. C'était là que s'ouvrait le chemin herbeux qui, entre des treilles et des cerisiers, conduisait jusqu'au seuil de sa maison. Avant que de s'y engager, Henri encore s'arrêta. Devant lui s'étend le verger, son verger, pâturage gras où les pommiers disséminés dressent dans la lumière leurs branches capricieuses, chargées de fruits.

Comme la douceur de ce pays, qui est désormais le sien, le pénètre jusqu'à l'âme ! A ses pieds murmure l'eau pressée qu'un chenal a dérivée du torrent en amont et qu'il y ramène. Ce murmure est clair comme les premiers jours de l'été. Il fait frémir les herbes où tintent les sonnailles des troupeaux. Il anime le sol et se communique au frisson des aulnes qui l'abritent. Il se perd, ténu, en cascadelles vers la plaine profonde.

Et la plaine à cette voix légère répond par mille bruits confus et par l'harmonie même de sa structure. Buisson-Rond, Bissy, Saint-Cassin, Montagnole, mamelons inégaux, mais également expressifs, d'autres encore, la soulèvent par grands élans vers les plus hautes falaises et les sommets ; l'arête droite, inflexible de l'Épine, derrière laquelle va se coucher le soleil, le bec du Corbelet, Autherau, et sa gorge sombre, la masse du Joigny, la muraille abrupte du Granier, et, avec eux formant ce demi-cercle où s'appuie le paysage, Pierre-Grosse et les flancs arides du Nivolet, au delà desquels, au-dessus desquels apparaissent la pyramide géométrique de Galoppaz, la crête aérienne et transparente de Marjeriaz.

Toutes ces fiertés, de part et d'autre, humblement, amoureusement, s'abaissent vers le lac : entre la falaise du mont du Chat et la croupe infléchie de la Chambotte, le lac, le Bourget, luit comme une faux couchée.

Henri ne se lasse pas de ce paysage ; cet enfant de la plaine a ici devant lui, comme dans la plaine, l'horizon infini qui laisse courir le regard. Mais mieux que les plaines d'autrefois, un lyrisme contenu émeut ici sa sensibilité. Et il faut encore que l'humanité se mêle à la nature pour exalter son imagination. Toutes proches sont les Charmettes dont on ne peut séparer le nom de Rousseau ; la colline de Montagnole résonne encore du nom des de Maistre ; le Bourget est pour l'éternité le lac de Lamartine. Rousseau, Lamartine, de Maistre ! Quelque différents et contradictoires qu'ils puissent être, poètes de la nature, créateurs d'images et de pensées, conducteurs impérieux des consciences vers un domaine spirituel qui s'étend de

l'extrême anarchie à la plus stricte discipline, une force et une ardeur également les animent qui les font conquérants. Leur action s'exerce avec tyrannie sur le cerveau de ce jeune homme avide qui porte en lui à la fois le germe délicieux du mal romantique et l'amère et bienfaisante vertu d'une raison ordonnée.

Mais vers le col du Crucifix qui marque d'une légère échancrure la muraille de l'Épine, un aimant plus puissant que tout l'attire en ce moment : c'est Lyon. Et non point à cause de ses quais ou de ses sanctuaires, qu'il aime cependant, mais parce que c'est là que son désir l'entraîne auprès de Cécile Darbois dont la douceur souveraine a déchaîné en lui une secrète et violente passion.

IV

Il l'avait rencontrée chez Mme Vuilloz, et, aussitôt, il avait éprouvé la séduction de ses yeux bruns très doux dans son visage au teint mat ombré de cheveux noirs. La jeune femme, dont les parents habitaient Lyon où elle-même s'était mariée, venait passer l'été en Savoie et elle cherchait à louer une maison de campagne. Il lui avait indiqué celle qui dominait sa propre maison, au haut de la colline de Clairecombe, un peu difficile d'accès, mais charmante, bien aménagée et d'où l'on jouissait d'une vue plus étendue encore que de chez lui. Mme Darbois s'y était installée, et elle n'avait pas tardé à se lier d'amitié avec Mme Liniez-Mauvesin. Comme elle restait souvent seule avec ses enfants, son mari ne pouvant que rarement quitter ses chantiers de Maurienne où il pressait activement un travail que la mauvaise saison à cette altitude obligeait à ne commencer qu'après le printemps et à cesser dès les premières neiges d'automne, elle avait très vite pris l'habitude de venir avec son fils Jean, âgé de dix ans, et sa fille Hélène, qui en avait huit, passer les après-midi chez Mme Liniez-Mauvesin. Elle apportait son ouvrage ou un livre. Mme Liniez-Mauvesin s'amusait à décorer des éventails, des abat-jour, des panneaux de papier grenu ou de soie délicate ; il ne lui fallait, pour peindre, qu'un petit appareil : un verre d'eau posé sur une table de jardin, avec ses couleurs, ses fins pinceaux ; et, sur ses genoux, la trame, par la féerie de ses doigts, s'animait de roses, d'oiseaux, de feuillages. Les enfants la regardaient avec émerveillement, et, pour se reposer de leur jeux, s'essayaient parfois à l'imiter. Assises à l'ombre

d'un beau tilleul qui étendait sur une pelouse, en face de la maison, ses branches puissantes, ou dans une tonnelle parfumée de jasmins d'où l'on voyait le lac, changeant au gré du ciel et des nuages, ces deux femmes d'un âge si différent gagnaient de jour en jour l'une pour l'autre une sympathie qui devint bientôt une profonde affection.

Henri ne pouvait guère rester avec elles. Occupé des soins de son domaine, il surveillait sa laiterie, ses troupeaux, son vignoble, organisait l'exploitation d'une carrière. Apportant dans ses entreprises une vivacité méridionale, il lui arrivait de stimuler un peu brusquement la lenteur de ses paysans, mais comme il était affable et savait dire la parole qu'il faut, il s'était fait aimer d'eux. Parfois, son fusil sous le bras, il partait avec ses chiens, et cherchait sur les pentes du Joigny une compagnie de perdreaux ou quelque lièvre. Quand il rentrait chez lui, à la « Bicoque », comme il se plaisait à appeler sa maison dont la double toiture d'ardoises luisait à mi-collines entre des noyers et des sapins, il trouvait sa mère et la jeune femme lisant ou causant dans une délicieuse intimité. Il s'asseyait auprès d'elles, se mêlait à leur entretien qu'il savait aviver d'une réflexion ingénieuse, savourait le charme de leur présence. Le départ de Cécile lui fut sensible autant qu'à sa mère.

L'été suivant, le retour de Mme Darbois lui causa une joie qui le surprit lui-même. Cette année-là, ils avaient fait ensemble avec Michel et Jeanne Vuilloz des excursions en Tarentaise et dans le massif de la Chartreuse. Jeanne, toute blonde, élancée et forte, marchait, escaladait les rochers comme un homme. Le teint animé par l'effort, le cou libre dans la chemisette échancrée, elle était belle à voir et elle exhalait un parfum agreste de fleur de montagne. Sérieuse et gaie, d'un équilibre imperturbable, cette petite cousine apparaissait à Henri comme une charmante camarade qu'il taquinait, qu'il aimait d'une franche amitié ; mais bien qu'il fût tenté parfois par l'éclat de sa chair, saine et veloutée comme une pêche mûrie en plein vent, il ne s'imaginait pas qu'il pût jamais devenir le mari d'une compagne aussi alerte, qui inspirait si peu le besoin d'être protégée et que rien ne semblait préoccuper moins que l'amour. Quand, après une ascension, ils regagnaient l'hôtellerie ou le refuge, à la nuit, Jeanne, infatigable, allait au pas vif du guide, menant la troupe, tandis que Cécile Darbois, alors, recherchait le bras d'Henri, où, lasse, elle s'appuyait et lui donnait cette sensation toujours émouvante d'une faiblesse qui sollicite un secours.

L'été nouveau qui une fois encore allait lui ramener Cécile, il l'accueillait comme une saison triomphale où une victime palpitante et heureuse ploierait enfin sous lui.

V

Il guetta son arrivée. Il espérait qu'elle monterait par le chemin accoutumé, et il voulait être le premier à la saluer, à la recevoir sur sa chère colline. Mais son mari, qui était allé la prendre en automobile, avait préféré gagner leur maison par l'autre versant de Clairecombe, moins rapide et où la route est plus carrossable. Henri, pendant qu'il tenait encore ses regards dirigés vers la plaine, entendit audessus de lui le ronflement du moteur, l'appel de la corne, et, un peu plus tard, des paysans lui dirent que M. et Mme Darbois venaient de rentrer chez eux. Il n'osa pas aller lui faire une visite, au moment de sa première installation, après la fatigue du voyage. Il ne la vit que le lendemain chez Mme Vuilloz qui, pour fêter son retour, avait réuni chez elle, avec ses enfants, quelques amis très intimes.

Une émotion lui fit battre le cœur lorsqu'il retrouva son beau visage et ses yeux profonds. A la façon dont elle alla vers lui, les mains ouvertes, il comprit qu'elle aussi avait de la joie à le revoir. Il fut placé à côté d'elle pendant le repas, mais le baron Elzéar d'Arincourt accaparait tellement Mme Darbois qu'il ne put presque rien lui dire. Alors il se mit à faire la cour à la baronne Elzéar, dont la classique beauté le laissait d'ailleurs indifférent autant qu'elle semblait attirer M. Darbois : et ce fut pour se venger sur celui-ci des assiduités du baron auprès de Mme Darbois, peut-être aussi pour stimuler un peu de jalousie chez cette dernière et la faire souffrir de ne savoir pas se dégager des entreprises de son importun admirateur. Cependant il pensa de lui-même, ce faisant : « Fatuité et sottise ! » et ne put s'empêcher de sourire quand il surprit, posés sur lui avec un éclair de malice, les regards vifs de sa petite cousine.

— Jeanne, lui cria-t-il, vous avez de mauvaises pensées, vous vous moquez de moi.

— C'est vous qui l'aurez voulu, lui répondit-elle dans un éclat de rire.

— Vous serez punie, mademoiselle, pour avoir manqué de respect à un cousin qui est beaucoup plus vieux que vous.

— Ne dites pas un mot, conseilla-t-elle gentiment, sans quoi vous serez privé de gâteau, et quel gâteau ! c'est moi qui l'ai fait.

Elle se leva pour aller elle-même chercher dans le four le chef-d'œuvre. Elle l'apporta sur ses bras tendus, doré, fumant et répandant un parfum de miel. Elle était si gracieuse, d'une si belle aisance, qu'un moment sa jeunesse fut souveraine et que tous secrètement lui rendirent hommage.

On passa au salon ; c'était un salon ancien qu'aucune modernité ne déparait. Sa tapisserie de larges roses stylisées sur un fond gris l'enveloppait de douceur. Des fauteuils confortables et deux canapés de velours d'Utrecht, sur les tables des photographies et des livres lui donnaient un air d'intimité. La cheminée était décorée de ces aimables vases de porcelaine blanche, fleurie de bouquets colorés, qui datent de 1830. Sur le piano ouvert, des cahiers de musique : Couperin et Schumann. Aux murs, des portraits de famille et des gravures : deux surtout, particulièrement charmantes, représentaient des scènes tirées d'une pastorale de Florian.

Par les trois fenêtres ouvertes sur la vallée apparaissaient les sommets de la chaîne qui agrandit et ennoblit ce paysage. Puygri, les Auguilles d'Arve, Belledonne, les Sept-Laus...

Désignant du doigt les Alpes, le baron d'Arincourt demanda brusquement à M. Darbois :

— Où en est votre usine?

Et comme celui-ci, par complaisance, se répandait en explications détaillées, le baron l'interrompit pour lui demander avec humeur :

— Ne pourriez-vous donc choisir un chemin plus éloigné de mes terres pour faire passer votre câble? Vous m'avez gâté une vue admirable.

L'ingénieur eut un léger sourire dans sa face rasée ; il dit :

— J'en suis au regret, mais c'était notre tracé le plus pratique. Il est vrai que ce n'est pas beau : mais il y a là une évolution économique, une nécessité à laquelle nous ne pouvons rien.

— Et que vous appelez le progrès !

— Je ne le prétends pas : je constate seulement. Il s'en faut accommoder. On vous a d'ailleurs, cher monsieur, largement indemnisé, il me semble...

Du groupe où il se trouvait avec Jeanne et Cécile, Henri intervint avec quelques vivacité :

— Il n'y a qu'une équivalence factice entre le dommage que vous

causez et la réparation pécuniaire. On ne peut évaluer en gros sous le dommage que vous causez au paysage.

Décidément, ce M. Darbois lui déplaisait, il ne pouvait le supporter.

Mais M. Vuilloz réclamait qu'on fît de la musique, il ne voulait pas qu'on se disputât en vain. On ne pouvait rien changer aux événements.

— Que de choses sont devenues différentes ! dit-il d'une voix calme. Aujourd'hui les automobiles vous transportent au sommet des montagnes. Quand j'étais jeune et que je me mettais en route pour faire une ascension, je prenais mon sac et mon bâton et je partais à pied de Chambéry.

De son regard éteint, il revoyait le jeune homme d'autrefois qu'il était et qui, allégrement, partait à pied de Chambéry pour gravir le mont Blanc ! Il ne se plaignait pas d'être devenu vieux et presque infirme. C'était l'ordre des choses. Il avait une grande douceur. Il savait trouver du plaisir encore à aspirer au long tuyau de sa pipe et à déguster lentement, à petits coups, son café. Sa figure s'illumina d'entendre les accords du piano et cet « andante » de la douzième sonate de Mozart que Jeanne, à présent, jouait avec ce sentiment contenu et cet effacement de soi-même qui conviennent pour que s'en dégage toute la pure émotion.

Henri Liniez-Mauvesin observait sa tête blanchie : elle lui apparaissait comme éclairée d'un nimbe de sérénité. Il se souvint de son père, mort trop jeune, hélas ! et qu'il lui semblait maintenant n'avoir pas assez entouré, autrefois, de tendresse, de vénération. Il en souffrit, à cette heure, et comme d'une douleur survenue brusquement. Il chercha des yeux un secours auprès de sa mère : elle tenait entre ses mains les petites mains de Cécile Darbois ; toutes deux, étroitement rapprochées, la tête penchée, écoutaient s'envoler sous les doigts agiles de Jeanne les divines variations...

Comme ils redescendaient un peu plus tard vers Chambéry, par les chemins de Lémenc que des démolitions encombraient, Cécile Darbois dit avec un soupir de regret :

— Je ne reconnais plus ma colline de Lémenc jadis si calme avec les hautes murailles de ses couvents qui en faisaient, me semblait-il, une citadelle de mystère.

— Oui, dit Mme Liniez-Mauvesin, voici l'ancien jardin des sacramentines souillé de plâtras : c'est tout ce qui reste des clôtures d'au-

trefois. Les pauvres religieuses ont été expropriées, elles sont parties. On va faire ici un jardin public.

— C'est plus démocratique, grommela avec fureur le baron d'Arincourt.

— On aura de ce jardin une vue admirable sur les Alpes, dit M. Darbois.

— Il est vrai, répondit Mme Liniez-Mauvesin, et la vue était masquée par les murs du couvent, mais on pouvait aller la chercher un peu plus haut. Laissez-moi regretter l'atmosphère de recueillement qu'on respirait ici. Et, pour l'instant, comme ce sol, sanctifié par les pas de saint Ambroise, est lamentablement dévasté !...

Cependant, au milieu des décombres et des matériaux épars, la force, la beauté vivante des herbes se faisaient jour. Cécile heurta du pied un amas de pierres et faillit tomber. Elle se retint au bras d'Henri : il la soutint doucement, et il éprouva à travers le tissu léger de la manche la chaleur de sa chair. Il regarda Cécile qui lui sourit. Il sentit dans son cœur, aussi, fleurir comme un jardin clair parmi des ruines.

Pierre de Cardonne.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE EN ANGLETERRE

On a soutenu maintes fois avec raison qu'avant le 10 Août 1792 le nombre des républicains français était infime. De même, avant ces toutes dernières années, on pouvait compter — presque sur le bout des doigts — le nombre des agitateurs britanniques, dont les visées débordaient, si peu que ce fût, les cadres généraux de l'ordre social existant. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les masses ouvrières d'outre-Manche obéissent à des sentiments profonds, très semblables à ceux qui, dans les milieux analogues du continent, à Milan, à Roubaix, à Essen, à Petrograd, créent aux gouvernements responsables des soucis quotidiens.

Nous allons démêler, avec M. Jacques Bardoux, et grâce à lui, l'origine de cette transformation considérable, peut-être capitale dans l'histoire contemporaine, qui, par des répercussions mécaniques, affecte non seulement l'économique européenne, mais la politique mondiale. Et d'abord notons son apparition toute récente.

On s'était fait en Europe, au cours du dix-neuvième siècle, une idée un peu convenue et très flattée de la vie et de l'agitation ouvrières en Grande-Bretagne. L'élimination progressive des méthodes ou plutôt des accès révolutionnaires qui, au début du siècle dernier, avaient ensanglanté tant de villes industrielles de l'autre côté de la Manche, leur remplacement par des procédés quasi académiques, en tout cas dépourvus de sauvagerie, le contraste de ces deux phases

d'un même développement, tout cela contribuait à fournir à l'imagination européenne un type de l'ouvrier britannique, plus proche des meilleurs leaders d'une Chambre aristocratique qu'à un travailleur manuel, même qualifié : respect de la loi, confiance dans le déroulement pacifique de l'évolution industrielle, exercice quasi régulier de la solidarité ouvrière, déploiement ordonné des forces constructives dans les cadres du régime politique, la grève anglaise, avec ce cortège de vertus trade-unionistes, apparaissait comme l'agent discipliné du devenir social.

Ce temps heureux n'est plus, et des mots extraordinaires se sont insérés dans le langage des spécialistes de l'économique anglaise : sabotage, grève perlée, nationalisation, révolte à main armée. Depuis 1908-1913, pour la première fois, une poussée, venue de très loin, affaiblit singulièrement les traditions corporatives et l'action parlementaire intensifia la propagande collectiviste et multiplia les émeutes sanglantes. En 1919, les policemen en personne ont refusé leurs services.

Visiblement l'ouvrier britannique, jadis si consciencieux, si fier de sa signification professionnelle, si éloigné de tout écart, a subi une véritable révolution mentale. Dès 1910, les industriels la mentionnent. Écoutons M. Jacques Bardoux résumer la situation actuelle dans ce volume d'essais, orientés du côté de *l'Ouvrier anglais d'aujourd'hui*, au chapitre des *grèves révolutionnaires*, le dernier de ce volume si riche d'aperçus et d'idées, de faits concrets, d'observations morales, de synthèses économiques.

« Las et irritable, nous déclare-t-il, l'ouvrier anglais traverse, depuis dix ans, une crise de méfiance. Il se méfie des patrons. Il se méfie des « politiciens ». Il se méfie de ses chefs. Le patron, selon lui, ne considère jamais la main-d'œuvre que comme une machine à produire des bénéfices. Les politiciens se ressemblent tous, quelle que soit leur étiquette. « Ils ne songent qu'aux intérêts des capitalistes et des patrons. » Les chefs ne valent pas mieux. Ils sont, le plus souvent, « prêts à trahir les intérêts de la troupe ». Le secret dont les commissions syndicales entourent leurs délibérations contribue à accroître ces soupçons. A la base de cette méfiance se trouve le sentiment passionné d'une injustice criante dans la répartition des bénéfices de la production. Et l'ouvrier aspire à une modification dans les relations entre patronat et salariat.

Le problème, tout le monde en convient, relève bien plus de la

psychologie que de l'économique, car la situation matérielle du travailleur n'a cessé d'embellir. Plus on va, plus le mal s'aggrave et la guerre l'a encore accru. Qu'il ait été ou non mobilisé, l'ouvrier britannique, cet ouvrier en général riche, bien nourri, cet aristocrate du travail, est aigri jusqu'au tréfonds de la moelle. En Angleterre comme ailleurs l'accentuation de la démocratie, le développement du suffrage universel ont engendré une envie générale et répandu à travers la société une espèce d'ennui métaphysique.

Ajoutez-y la propagande bolcheviste. Les représentants des soviets n'ont pas perdu leur temps. Ils ont organisé une *Ligue communiste*, dont la malfaisance crève les yeux à l'heure qu'il est. Plaindrons-nous M. Lloyd George? Ne dissimulons pas notre pensée : ce serait une fête pour la logique si l'Angleterre subissait un bouleversement total, déchaîné par les agents de Lénine. Malheureusement la répercussion serait tellement redoutable pour la France que nous en sommes réduits à espérer une faute dans l'engrenage des effets et des causes, des principes et des résultats.

Ce sont là au surplus des réflexions qui nous sont personnelles. Comme presque tous les écrivains qui se sont spécialisés dans les choses britanniques, M. Jacques Bardoux non seulement admire l'Empire anglais, sa croissance sociale, sa tradition politique, — surtout politique, — mais il a confiance en lui. De fait il le connaît à fond. Sur ses dix-huit ouvrages, il n'en est guère que trois pour envisager des questions non strictement anglaises. Les autres nous ramènent impérieusement aux hommes (Ruskin, John Burns, Asquith, la reine Victoria, Édouard VII, George V, Balfour, sir Edward Grey, etc.), aux *paysages* (Oxford, Cornouailles, Somerset, Devonshire), aux *problèmes* anglais surtout. Son *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine* notamment est devenu classique, et à bon droit. *L'Ouvrier anglais d'aujourd'hui*, qui vient de paraître, forme une espèce de miroir minuscule, où l'œuvre entière de M Jacques Bardoux se retrouve dessinée en traits microscopiques, mais évocateurs, significatifs et puissants Qu'il étudie la masse ou les meneurs, un pauvre hère comme George Meek, un poète comme Skipsey, ou un propagandiste comme Robert Blatchford ; qu'il s'occupe de l'université populaire de Ruskin College ou du carnet de route de Duckershoff ; qu'il analyse les livres bleus ou qu'il dépouille le dossier intime des grèves, il porte, en tous lieux et en toutes difficultés, ce sens extraordinaire de la vie et de l'atmosphère britanniques,

affiné par vingt-cinq ans de travaux, d'enquêtes, de voyages, de lectures, d'interwiews, de mises au point et de traductions. Il n'y a qu'à feuilleter ce vaste esprit. Partout il s'ouvre sur des pages pleines de soleil et de documents, colorées, nerveuses, qu'on ne tourne jamais sans obéir à la direction profonde qui les fait se succéder.

Aucun ouvrage ne nous met plus à même de saisir à fond le fort et le faible de la crise traversée aujourd'hui par l'Angleterre, car il ouvre sur elle les fenêtres les plus diverses, depuis la méditation sur une âme de mineur jusqu'à la computation des *index numbers*. L'idée générale qui s'en dégage, c'est celle d'une *déchéance*. *L'Angleterre ouvrière descend.* Elle perd de sa dignité, de son sérieux, de sa moralité, de sa *respectabilité*. Si M. Jacques Bardoux n'avait pas eu vingt ans à l'époque où les théories de M. Charles Gide coloraient de rose pâle l'avenir ouvrier, peut-être se montrerait-il aujourd'hui plus sévère et plus décisif.

Au fond, il semble croire que la crise peut se résoudre, comme toutes les crises, par une cote mal taillée, qui améliorerait le *statut légal* du travailleur. Il ne fait qu'ébaucher sa pensée. En ces sortes d'énigmes, il est remarquable qu'on n'ose guère, entre spécialistes, formuler autre chose qu'une opinion générale. On envisage volontiers un avatar politico-social de la classe ouvrière en faisant semblant de croire que cet avatar est possible et qu'il sera fructueux.

Toutes ces idées-là ne sont rien moins que lumineuses, encore que la mode y soit. Rien ne prouve qu'elles ne dissimulent pas la plus redoutable des défaillances de la volonté : contrôle ouvrier, représentation professionnelle, participation de la classe dite ouvrière à la conduite de la cité, dans la pratique ces réformes prennent un seul nom : *le gâchis*. Qu'a inauguré, *en politique*, l'accession des masses incompétentes à la direction de l'État? L'ère des dépenses folles, des dettes vertigineuses, des massacres internationaux par dizaines de millions d'êtres. Dans le domaine de la *production*, le syndicalisme révolutionnaire engendre la stérilité, l'atonie, la misère. Les faits accablent les idées de gauche. Inutile de parler de la Russie où, sous forme de *concessions*, le régime communiste abdique de plus en plus entre les mains du capitalisme et lui paie — dans toute la rigueur du terme — la dîme. En Italie, les grands services publics s'effritent et il suffit d'avoir voyagé, depuis deux ans, dans la péninsule et d'avoir goûté, avec les chemins de fer, au régime des grandes exploitations

contrôlées — quelle bouffonnerie ! — par les syndicats ouvriers, pour être guéri de cette manie-là.

Dans tous les pays, la classe ouvrière est spirituellement malade. Ce devrait être une raison pour agir vis-à-vis d'elle avec la plus grande prudence — ce qui n'exclut ni la bienveillance ni la justice. Mais on devrait se garer comme de la peste de toute velléité de partager avec elle la moindre parcelle de pouvoir vrai. Toutes les analogies avec l'évolution des régimes politiques en faveur d'un partage de pouvoir industriel ne tiennent pas debout. La seule façon, d'ailleurs, de profiter de l'expérience politique, ne serait-elle pas d'éviter, sur le terrain économique, les fautes impardonnables de la démocratie?

La lecture consciencieuse et raisonnée d'un ouvrage à la fois technique et pensé, comme celui de M. Jacques Bardoux, me paraît de nature à provoquer nécessairement des réflexions dans le genre de celles qui précèdent. Et c'est même un spectacle singulièrement tonique, que celui de cette masse ouvrière anglaise, jadis pleine de foi, d'honneur professionnel, de sens national, mais qui, perdant peu à peu toute croyance, hormis la croyance effrénée au bien-être, devient en douze années un fléau public. En effet, que voyons-nous?

Jusqu'à présent, la violence d'une opinion, hostile aux grandes grèves, a fait avorter les tentatives conjurées des cheminots, des mineurs, des dockers. Réussira-t-elle jusqu'au bout à sauver l'État? C'est douteux. Phénomène en tout cas éminent que cette puissance du dégoût et de la colère, dans un pays industrialisé au point où l'est la Grande-Bretagne, qui semble d'abord à la merci des forces ouvrières. En France, dans une France lestée de quinze millions de paysans à l'aise et de dix millions de bourgeois riches, les prétentions des agitateurs socialistes devraient rencontrer un mur de bronze. Seule la plus sotte des *modes* peut nous faire prêter l'oreille à des théories d'abdication d'où ne sortiraient finalement que la honte et la misère.

« Nul n'est plus complètement français — malgré ses prétentions à l'internationalisme intégral — que le *libertaire* ou le *bolcheviste* parisien. » Et rien n'est plus fallacieux que des phrases comme celle-ci, que j'extrais de la préface de M. Bardoux. Marat aussi était, dans son genre, très français. Il y a des spécimens très reconnaissables de crime français, de crime anglais. Cela ne les empêche pas d'être des crimes les uns et les autres. De même, il y a une sottise ouvrière qui, en ce moment, se répand à larges flots. Est-il moins urgent de la caractériser comme sottise que d'y rechercher des traits nationaux? Ne

trahissons jamais les principes, surtout quand la bataille est bonne à livrer. N'oublions pas non plus que la caractéristique de ce temps-ci consiste dans la *renaissance des droites, voire des extrêmes-droites.* La vogue et le succès réel du fascisme italien n'ont pas d'autre sens. Toute l'Europe qui pense, pense contre le socialisme. Bientôt le seul mot de *progrès*, avec les idées communément attachées à ce vocable mystique, soulèvera des cris et des huées.

René Johannet.

Les illusions du professeur Foerster.

On constate, avec étonnement, qu'aucun des hommes qui, pendant la guerre, se sont élevés avec force contre les folies de la politique impériale, n'est parvenu à jouer un rôle dans l'Allemagne nouvelle, née de la Révolution. Ils ont préparé un mouvement qui, ne l'oublions pas, ne se serait certainement pas produit, si l'empire n'avait pas été battu. Ceux d'entre eux qui se sont hasardés dans l'arène ont péri tragiquement. Voyez Kurt Eisner, voyez Karl Liebknecht, voyez Rosa Luxembourg ! Les autres n'ont exercé aucune influence sur les destinées de leur pays. Rejetés dans l'ombre, ils végètent et, s'ils se hasardent à parler, ils sont accablés d'invectives.

De sa petite retraite de Susenberg, près de Zurich, le professeur Fr. W. Foerster continue à écrire. Aussi n'y a-t-il pas, dans toute l'Allemagne, d'homme plus vilipendé que lui.

Il a voulu s'expliquer lui-même sur son « cas », qui est un des plus embrouillés qu'on puisse imaginer. Son nouveau livre s'intitule *Mon combat contre l'Allemagne militariste et impérialiste* (1) et entend présenter, comme l'indique son sous-titre, « des points de vue ». C'est que M. Foerster a défendu son « point de vue » personnel dans toutes les questions qui ont agité l'Allemagne pendant et depuis la guerre. Il a pris position dans la question des responsabilités ; il s'est élevé contre les destructions des régions envahies et l'évacuation des populations civiles ; il a reconnu les méfaits du militarisme prussien ; mais il a désapprouvé la façon dont s'est faite la révolution allemande et aussi les conditions de paix que les Alliés ont imposées à l'Allemagne. Enfin, dans toutes ces questions, il a donné de sa personne, soit en

(1) *Mein Kampf gegen das militaristische und nationalistische Deutschland;* Stuttgard, édition de « La paix par le droit ». Une édition française est en préparation à l'Imprimerie strasbourgeoise, à Strasbourg.

intervenant dans les discussions, soit en suscitant des polémiques, et cette activité généreuse et désintéressée ne lui a jamais procuré que des désagréments. De tout cela il a tenu à entretenir ses lecteurs. Il instruit son propre procès et ses dossiers sont bourrés de pièces justificatives. On devine qu'il s'agit d'un livre touffu, écrit par un savant allemand... Mais c'est un livre amer, le plus amer qui ait peut-être été écrit depuis la guerre.

Le professeur E. W. Foerster appartenait au corps enseignant de l'université de Munich, quand éclatèrent les événements qui devaient bouleverser le monde. Auteur d'ouvrages de morale et de philosophie (on lui doit en particulier une étude sur *l'Évolution de l'éthique de Kant*), il avait été élevé par son père, le célèbre astronome de l'Observatoire de Berlin, dans les traditions de la vieille Allemagne. Privat-docent à l'université de Zurich, il avait été contraint en 1913 de renoncer à son enseignement après seize ans, parce que les autorités lui reprochaient des tendances religieuses qui le faisaient verser dans le néo-catholicisme. A Vienne, où il passa ensuite un an, il se fit remarquer par son opposition au mouvement pangermaniste, et sa leçon de clôture sur « l'éducation politique de l'Autriche-Hongrie », où il recommandait l'union entre les différents éléments ethniques de la Monarchie, provoqua un véritable scandale. Nommé professeur ordinaire à Munich, les difficultés commencèrent pour lui lorsqu'il s'avisa de publier, dans une revue pacifiste paraissant en Suisse, un article contre les traditions bismarckiennes appuyé sur les idées politiques de Constantin Frantz. Le scandale parut si grand qu'en juin 1916, la faculté de philosophie prit à l'unanimité une décision blâmant l'attitude du professeur Foerster, « dont tous les Allemands devaient s'indigner ».

Dès lors, les vexations ne s'arrêtèrent plus. Les étudiants de Munich, excités par les collègues du professeur Foerster, l'empêchent de faire son cours et, pour pouvoir parler librement, il est obligé de se réfugier en Suisse. Ses intrigues en faveur de la paix sont connues, mais on n'a pas assez pris garde à la mission qu'il alla remplir à Vienne en 1917. Des membres de la Chambre des Seigneurs avaient signalé à l'empereur Charles ses travaux sur les problèmes nationaux en Autriche et il fut reçu par le souverain.

Au cours de cette conversation qui eut lieu en juillet 1917, écrit-il, l'empereur fit preuve de l'entendement le plus clair de toute la question. Il semblait que la vieille tradition habsbourgeoise, conformément à laquelle la dynastie constituait l'élément d'union supernationale pour les peuples autrichiens, lui eût inspiré la claire vision des exigences de l'heure ; il était prêt à accorder la plus large autonomie aux peuples de l'Autriche et

espérait que celle-ci contribuerait à leur union ; un cabinet composé de toutes les nationalités, capable d'accomplir cette tâche, était déjà formé. Au dernier moment, les résistances du côté national-allemand furent si fortes que l'empereur ne voulut pas prendre la responsabilité d'une solution si opiniâtrément combattue par l'opinion publique allemande.

Le professeur Foerster affirme qu'à ce moment les chefs des différentes nationalités slaves eussent encore été disposés à entrer dans une combinaison qui rendait possible la constitution d'une large fédération pacifique des peuples du sud-ouest de l'Europe. Mais le nationalisme germanique avait « complètement abêti au point de vue politique » les Allemands d'Autriche. Signalons que dans la conclusion de son livre le professeur Foerster persiste à soutenir qu'une confédération des peuples héritiers de l'Autriche-Hongrie est encore possible et qu'elle lui apparaît comme la seule garantie de la paix future.

La désignation de M. Foerster en qualité de ministre de Bavière en Suisse, par le gouvernement de Kurt Eisner, après la révolution de novembre 1918, n'est qu'un épisode passager dans la carrière de ce savant plus apte aux discussions théoriques qu'aux pratiques de la diplomatie. Il crut devoir accepter, parce qu'en refusant le poste qui lui était offert il lui eût semblé qu'il désertait la cause qu'il avait soutenue jusqu'alors. Tout l'appareil extérieur du soulèvement populaire, les conseils d'ouvriers et de soldats, ne lui apparaissaient alors que comme des mesures de protection pour faciliter le retour de l'armée et la démobilisation. Bientôt, cependant, il allait se rendre compte que l'Allemagne était incapable de profiter des enseignements de la défaite. Au lieu de se rénover, elle persévère dans ses erreurs. Il n'a pas de paroles assez dures pour caractériser l'Allemagne sortie de la révolution ; il n'y trouve aucune trace d'esprit nouveau. Tous les mensonges propagés pendant quatre ans de guerre sont répétés et amplifiés quotidiennement, sans que le pays ne se soulève contre ses mauvais bergers :

Le peuple allemand excité et induit en erreur est excité et induit en erreur plus que jamais et l'on continue à calomnier et à traiter de serviteurs de l'étranger ceux qui aperçoivent et qui annoncent le seul chemin du salut.

Le « seul chemin du salut », pour le professeur Foerster, c'est la renonciation à l'idée bismarckienne. Nous arrivons à la doctrine fondamentale de son livre, au principe politique qui a guidé toute son activité pendant et depuis la guerre. Pour lui, « la guerre mondiale et l'ère bismarckienne sont inséparables comme l'effet et la cause ». La catastrophe était inévitable dès le moment où Bismarck créait l'empire allemand. Car la création d'un État national est en contra-

diction avec toute l'évolution historique de l'Allemagne ; elle est incompatible « avec toutes les qualités transmises par le passé ». La « symbiose germano-slave » que le professeur Foerster présentait tout à l'heure comme l'idéal politique de l'Autriche, lui apparaît aussi, conçue sur une base plus large, comme la meilleure constitution pour l'Allemagne tout entière. Son père, l'astronome de Berlin, était d'origine silésienne et avait été élevé dans la tradition cosmopolite de Humboldt. Double hérédité qui a laissé une forte empreinte sur l'esprit de ce représentant attardé des doctrines qui hantaient déjà les cerveaux des représentants de la Grande-Allemagne au Parlement de Francfort.

Pour donner plus de poids à sa doctrine, le professeur Foerster s'appuie sur les écrits de Constantin Frantz (1817-1891), ce polygraphe qui écrivit cinquante ouvrages sur les fautes de Bismarck, à qui il ne pardonnait pas d'avoir créé l'empire sans y faire entrer l'Autriche. M. Foerster résume de la façon suivante les idées de Constantin Frantz :

Frantz prétend que l'œuvre de Bismarck représente une déviation de l'Allemagne, infidèle à l'esprit de toute son histoire, une imitation du développement des États étrangers créée par l'ambition politique. A cause de ce caractère artificiel, elle restera un épisode passager, destiné à faire place à une espèce bien plus vaste de politique mondiale allemande. La mission politique de l'Allemagne, au cœur de l'Europe, ne s'est-elle pas appuyée toujours sur la particularité de sa configuration? L'Allemagne n'a jamais été un État, mais une confédération de peuples ; ses marches-frontières au Nord-Est, au Nord et au Sud-Est ont toujours été les lieux d'une fusion étroite, politique, économique et culturelle des éléments germaniques avec les peuples étrangers. C'est dans cette symbiose qu'a consisté la véritable protection de l'Allemagne. La région frontière à l'est de l'Allemagne a été également un de ces territoires de population mêlée. Par cette constitution supra-nationale et l'état d'esprit qui en découle, l'Allemagne a été le fondement de la paix européenne, la base laïque de la solidarité chrétienne.

Après cette apologie du Saint-Empire romain germanique, le résumé de M. Foerster oppose à l'Allemagne fédérale l'Allemagne prussienne :

L'État national fondé par la Prusse est, par contre, en contradiction avec toutes les conditions historiques d'un pays du Centre européen. Celui qui est au milieu ne peut tirer sa sécurité que d'une activité conciliante entre les peuples. S'il prend l'épée, il sera écrasé un jour par la coalition de ceux qui l'entourent et qu'il a provoqués. « Le nouvel empire est sorti des casernes prussiennes, écrit Constantin Frantz. Au lieu de former la pierre angulaire

de la paix européenne, il est devenu la pierre angulaire du système de guerre européenne ».

Si nous avons bien compris le professeur Foerster, et ses références sont assez claires, il nous laisse le choix entre une Allemagne fédérative constituée sur le modèle du Saint-Empire et une Allemagne unitaire, dominée par la Prusse. Mais l'histoire nous apprend que l'ancien empire a été aussi agressif que le nouveau, dès que nous avons négligé d'y prendre des sûretés qui le rendissent inoffensif. Pour comprendre les ambitions de Constantin Frantz, il ne suffit pas de savoir qu'il était l'ennemi de Bismarck. M. Charles Andler ne s'y est pas trompé, quand il a placé soixante pages de textes empruntés à l'inspirateur de M. Foerster, dans son volume consacré aux *Origines du pangermanisme*. Constantin Frantz professait une doctrine qui s'adjugeait non seulement toute l'Autriche-Hongrie, mais encore les provinces baltiques jusqu'à Saint-Pétersbourg, et qui blâmait Bismarck de ne pas avoir reconstitué le duché de Lorraine, pour l'incorporer tout entier à l'Allemagne.

Comment le professeur Foerster, tout en étant animé d'excellentes intentions, peut-il nous proposer les théories de Constantin Frantz comme l'idéal d'une Allemagne pacifique? Au moyen âge, quand le latin était la langue officielle du Saint-Empire, une fédération d'États, avec des liens fédératifs extrêmement faibles, n'entravait pas le développement des États non allemands. Mais avec l'enseignement obligatoire et l'allemand, comme langue officielle de la Fédération, on devine quel serait le sort des populations allogènes.

Gœthe a mieux compris ses compatriotes, quand il les mettait en garde contre les ambitions politiques. Il prévoyait les ravages qu'occassionnerait toute coalition d'Allemands et sa sagesse lui disait qu'une fois lancés dans les aventures, ils ne s'arrêteraient plus. « Il faut qu'ils soient déplantés et dispersés dans le monde comme les juifs », disait-il, le 14 décembre 1808, dans une conversation avec le chancelier weimarien Müller, lequel a soigneusement enregistré ses paroles. La division seule peut rendre l'Allemagne inoffensive.

Le professeur Foerster demande que l'Allemagne procède avant toute autre chose à une démobilisation intellectuelle et morale. Serait-il, malgré sa profession de foi, plus près de Gœthe que de Constantin Frantz? Il croit que tous nos efforts pour désarmer l'Allemagne n'aboutiront à rien si nous ne parvenons à décider nos ennemis d'hier à faire un retour sur eux-mêmes, de telle sorte qu'ils se détournent de la tradition militaire qui leur a valu tous leurs malheurs.

Henri Albert.

LES LETTRES

UNE NOUVELLE ÉCOLE

M. Louis Aragon, qui vient de publier *Anicet ou le Panorama*, est l'un des espoirs de la nouvelle école des *dadas*, si l'on peut appeler ainsi un groupe de jeunes hommes qui ambitionnent de faire croire qu'ils ne sont allés que fort peu à l'école. Les *dadas* ne se contentent pas, en effet, de se livrer à des manifestations bruyantes dont s'occupe, à l'occasion, une presse pour qui les faits divers offrent un plus grand intérêt que la poésie. Ils publient encore des livres et des revues. Pour ce qui est de leurs manifestations, le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'elles sont d'une morne bêtise. Celle-ci n'a guère été dépassée jusqu'ici que par celle d'un public qui pousse la sottise, au point de les avoir rendues possibles, en payant sa place pour y assister. Voilà qui pourrait suffire à justifier l'existence des dadas. Ils paraissent jouer dans notre société un rôle de témoins. Ils portent témoignage de la bêtise anarchique de leur époque. C'est à peine s'ils l'exagèrent, quand ils en donnent un grossissement caricatural, à la façon de ces miroirs des baraques foraines où les spectateurs prennent plaisir à se contempler laids et ridicules ; il arrive quelquefois qu'un ivrogne en casse la glace.

Les *dadas* sont-ils des produits naturels de l'anarchie de pensée de leur temps, ou bien, par hasard, voudraient-ils en faire la critique d'une manière qui serait alors bien discutable? Il est probable qu'il en est des uns et des autres ; et il doit même y en avoir qui tiennent des

deux. Sachant ce qu'il adviendra des *dadas*, il sera possible, plus tard, de répondre exactement. Il se peut, d'ailleurs, qu'il n'en advienne rien, et qu'ils disparaissent, quelque jour, comme ils étaient venus. Ce sera alors un sujet d'étonnement pour nos descendants qui auront le goût des recherches qu'on ait pu, si peu que ce soit, s'occuper d'eux.

Je crois bien que j'ai connu jadis un précurseur des dadas.

C'était un jeune poète qui annonçait, avec de grands cris accompagnés de gesticulations, la venue d'une génération nouvelle qui révolutionnerait le monde. Il disait volontiers : « Je travaille à oublier tout ce que je sais, afin d'être davantage moi-même. » Je dois dire que ce genre d'efforts lui permettait de longs loisirs. Ils ont eu depuis leur récompense. Il a trouvé sa voie. Aujourd'hui, il est député, et je crois bien qu'il siège parmi les socialistes unifiés.

Je ne sais si les *dadas* iront retrouver, quelque jour, sur les gradins supérieurs de la Chambre, cet aîné. En attendant, ils intéressent les critiques qui ne cessent jamais d'écrire avec gravité, même s'il leur arrive de négliger de penser avec sérieux. MM. Paul Souday, Fernand Vanderem et Henry Bidou se sont penchés avec sympathie sur des essais du genre dada. Ils ont bien voulu leur trouver le mérite de n'être point ennuyeux et de montrer de la sensibilité. M. Fernand Vanderem et M. Henry Bidou n'ont-ils même pas diagnostiqué qu'il pourrait y avoir là l'indice d'une beauté nouvelle? Il n'est pas jusqu'à M. André Gide qui ne sourie, assure-t-on, de loin, aux essais dadas.

Ces *dadas* auraient donc bien tort de se gêner. Et vous voyez bien que ce n'est point tant eux qui sont dadas que leur époque !

Pourquoi, d'ailleurs, alors que l'on a essayé de nous faire admirer tant de vers d'une niaiserie qui, à vouloir être moins évidente, ne réussissait qu'à être souvent plus fatigante, M. Frédéric Soupault ne pourrait-il pas être après tout, à son tour, considéré comme un poète, pour avoir écrit :

> Le petit Édouard Maisonnet
> vit dans sa petite maison
> il pêche le poissonnet
> de son ami le forgeron

Je ne sais si ce M. Frédéric Soupault se moque, et je l'espère pour lui ; mais ce dont je suis sûr, c'est que la critique ne saurait confondre impunément, pendant des années, la pauvreté avec la sobriété, la

platitude avec la simplicité, le baroque avec le génie, la fausse naïveté avec la vraie.

Et quand, au cours d'une prose d'une totale ineptie, M. Max Ernst, autre dada, écrit :

> Dès la naissance, il prend fait et cause pour les trois vertus théologales et pour le théorème d'Archimède qui dit : il faut mesurer le corps au corporel,

j'aimerais mieux ne pas être obligé de penser à M. Paul Claudel et à ses prodigieux défauts, à sa barbarie en faveur de laquelle un trop grand nombre de ses admirateurs lui pardonnent, tous les jours, ses qualités, la noblesse évidente de son inspiration et jusqu'à son catholicisme. Je me dis que lorsque, dans *l'Échange*, Laîne s'écrie : « O je voudrais être un crapaud dans le cresson quand brille la lune sereine », voilà une impression de nature qui pourrait être, elle aussi, dada. Et cela m'ennuie.

Si je suis sur le point de m'indigner de la fin grossièrement injurieuse et impie pour la patrie d'un article de M. Louis Aragon, qui s'intitule *A bas le clair génie français*, je n'ai qu'à considérer son obscurité sinistre, sa confusion inhumaine, son extraordinaire galimatias philosophique, historique, scientifique, pour penser que même si M. Louis Aragon n'a pas entendu plaisanter ni se moquer dangereusement, tout cela ne signifie point autre chose que ceci : « Ah ! vous avez admis une certaine esthétique ; vous avez ainsi donné droit de cité à une certaine bêtise, à l'expression de laquelle elle convient parfaitement d'ailleurs. Eh bien ! Je l'adopte. Je me montre aussi bête qu'il est possible. Mais je suis logique. Je conclus naturellement contre la France dont cette esthétique détruit, en effet, le génie. »

Quand un autre dada déverse des injures sur l'art, à la faveur d'un essai écrit en un petit-nègre laborieux, qui voudrait bien nous faire penser à certaines *Divagations* célèbres, je suis bien obligé de me souvenir de tout ce qu'a couvert trop souvent ce mot magique : l'art. Et alors, j'en conclus : « De vrais maîtres ont fait défaut à ces jeunes hommes. Ceux que, dans un temps plus normal, ils n'eussent pas manqué de saluer comme tels et qu'ils furent empêchés de connaître mieux à cause de préjugés de pure littérature : un Barrès, un Maurras, durent s'occuper de sauver la cité, pour qu'il pût encore y avoir un art. » C'est parce qu'ils n'ont guère connu que de mauvais maîtres qu'ils méprisent l'art, au point de montrer leur dégoût.

M. Jean Cocteau a raconté dans des pages bien amusantes, qui sont les meilleures de son roman déconcertant *le Potomack*, la visite que fait le jeune Persicaire, âgé de seize ans, au poète Pygamon. Pauvre Persicaire, qui avais des illusions sur l'art et ses grands prêtres, si tu es devenu un dada, tu es bien excusable ! Pygamon fait copier à Persicaire devenu son élève trente fois la conjugaison du verbe *exploiter le vide.*

J'exploite le vide,
Tu exploites le vide,
Il exploite le vide,
Nous exploitons le vide,
Vous exploitez le vide,
Ils exploitent le vide.
. . . .
J'exploitai le vide...

Et voilà pourquoi nous avons des *dadas.*

Mais voyons un peu ce que vient de nous donner M. Louis Aragon dans *Anicet ou le Panorama.* Jusqu'où a-t-il poussé sa dérision? Ce livre est un conte ; c'est même plusieurs contes et un roman d'aventures. Tout de suite, il le fait commencer ainsi :

Anicet n'avait retenu de ses études secondaires que la règle des trois unités, la relativité du temps et de l'espace ; là se bornaient ses connaissances de l'art et de la vie.

Tel est à peu près, en effet, le niveau intellectuel d'un jeune bourgeois moyen, sous la troisième République, en un siècle où l'instruction est obligatoire avec ce bagage. M. Louis Aragon va nous écrire un livre qui prendra son intérêt dans le plus beau spectacle de désordre que puisse offrir cerveau humain, et de ce désordre même naîtra une sorte de fantastique qui ne sera pas toujours sans charme. A la longue, il deviendra cependant bien ennuyeux. *Anicet* n'est pas plus facile à lire que les *Théories d'Einstein* présentées par M. Lucien Fabre, ce qui n'est pas peu dire, mais l'on est à l'avance convaincu que c'est une lecture parfaitement inutile ; et que si, par hasard, M. Aragon pouvait voir son lecteur tandis qu'il ne sait plus où donner de la tête, voilà qui ne manquerait pas de provoquer sa folle hilarité ; car ce n'est point certainement pour obtenir un autre résultat qu'il a rempli cent quatre-vingt-dix-sept pages d'un texte aussi compact que celui de certaines éditions de la *Nouvelle Revue française. Anicet*

est fait d'un conte qui pourrait bien ambitionner d'être philosophique, auquel vient s'ajouter par le plus banal des artifices un autre conte qui pourrait, lui, servir de livret à un ballet russe, si l'auteur, les acteurs et le directeur du théâtre voulaient bien courir le risque de la police correctionnelle pour outrages aux bonnes mœurs ; sur ces entrefaites, commence un roman d'aventures relié aux deux autres récits par le plus conventionnel des artifices, et où M. Louis Aragon donne libre cours à un esprit de mystification au moins égal à celui de M. Pierre Benoît. Mais Pierre Benoît est plus malin ; il sait conserver sa farce plus secrète ; tandis que M. Louis Aragon en assomme du premier coup son lecteur. Cependant si M. Aragon a voulu dessiner une grosse charge du roman d'aventures, il peut être assuré qu'il y a réussi au delà de toutes les espérances possibles ; seulement, les bonnes plaisanteries gagnent à être courtes ; la sienne est un peu trop longue. Ces contes qui finissent par un roman abracadabrant, ou si vous préférez ce roman qui commence par deux contes fantastiques, offre ceci de particulier que presque chacune de ses pages est isolément excellente, tandis que l'ensemble ne vaut pas grand'chose. On dirait que la fantasmagorie de M. Louis Aragon est le résultat de la collaboration de plusieurs auteurs. Chacun y aurait apporté une folie de son invention ; et le tout aurait été écrit et même reécrit ensuite par un écrivain de talent. Je suis persuadé qu'il n'en est rien. M. Louis Aragon y a certainement suffi. Mais c'est toujours l'impression que donnent les œuvres qui relèvent plus ou moins de l'esthétique symboliste parvenue au dernier stade de son évolution, quand l'écrivain, croyant à une sorte de divinisation de son *moi*, laisse à celui-ci libre cours ; alors, s'il est poète, il laisse grouiller toutes ses images héréditaires en liberté ; romancier, il laisse prendre corps à toutes les larves du monde intérieur que lui ont léguées ses ancêtres. C'est ainsi que M. Henry Bidou, qui avait daigné trouver de la sensibilité et toutes sortes d'autres qualités que je ne saurais dire à certain poème de Guillaume Appollinaire, ne dut pas être peu surpris quand il apprit que ce poème était l'œuvre de trois gais lurons, dont Guillaume Appolinaire lui-même, qui, attablés devant trois verres de vermouth, avaient chacun, tour à tour, trouvé un des vers qui le composaient. En réalité, les poèmes de ce genre n'ont jamais été écrits autrement, même quand un seul poète en fut l'auteur ; c'est pourquoi, même si chaque vers en est admirable, l'ensemble ne parvient jamais qu'à être médiocre ; il y manque l'unité interne

d'un corps vivant organisé. La beauté de telles œuvres est toujours fragmentaire, et l'on peut dire des meilleures qu'elles dissimulent leur vide par beaucoup d'art.

Ce que ne cherche pas à dissimuler M. Louis Aragon, c'est son profond nihilisme, à moins qu'il n'ait eu l'intention de se moquer du nihilisme de son héros Anicet. Le jeune poète Anicet fait table rase de tout comme Descartes, mais au lieu de s'écrier : « Je pense, donc je suis », il semble bien qu'il se contente de dire : « J'écris, donc je suis. » Et ses efforts féroces pour être lu ne laissent point douter que s'il ne croit plus à la réalité du temps, non plus qu'à celle de l'étendue, il est du moins assuré de la sienne. C'est le cas de tous les nihilistes. Ce qui sauvera M. Louis Aragon, c'est qu'il a le sens de la langue française, dans laquelle il consent encore à écrire, alors que, s'il était logique, il n'irait même point jusqu'à faire cette concession. Il considérerait que, de sa part, c'est encore trop que de s'exprimer même avec des cris ; ne croyant même plus à l'existence de l'univers sensible, il se contenterait du parfait silence. Mais si l'on peut souhaiter que la plupart des dadas arrivent à ce terme logique de leur négation, ce dont personne même ne s'apercevrait, c'est pour espérer que lui, du moins, voudra bientôt nous montrer qu'il sait écrire parce qu'il est d'abord capable de penser ; ce jour là, il nous apportera une œuvre vivante et composée.

En somme si, par hasard, les *dadas* étaient sincères dans leur nihilisme, comme ils seraient bien représentatifs d'une époque où l'intelligence et l'art ne furent pas toujours à l'honneur ! Du moins, avec les productions des *dadas*, nous savons à quoi nous en tenir : ou bien nous nous trouvons en présence d'un « néant » qui succède à la fin de quelque chose ; ou bien, devant un livre comme *Anicet*, nous pouvons encore espérer une réaction violente ; et il nous semble qu'il l'annonce déjà.

Vous dirai-je que de telles œuvres extrêmes, malgré tous leurs défauts ou même leur néant, sont encore préférables à d'autres œuvres qui, même si elles nous semblent bien supérieures à l'instant où nous les lisons, nous menacent cependant de nous faire nous attarder en des impasses connues déjà, bien que récentes, et dont il s'agirait au contraire de sortir pour rejoindre de plus grandes voies? *Tendres Stocks* de M. Paul Morand me paraît appartenir à cette catégorie, bien que M. Marcel Proust ait écrit une intéressante préface pour nous prévenir qu'il s'agissait d'un livre d'une exceptionnelle nouveauté.

M. Paul Morand est déjà l'auteur de deux plaquettes de vers (si l'on peut dire) : *Lampes à arc* et *Feuilles de température*. *Tendres Stocks* est sa première œuvre en prose. Il s'agit de trois portraits de femmes : *Clarisse*, *Delphine*, *Aurore*, dont je dirai seulement que si j'en ai apprécié les vives couleurs, je n'en ai à peu près rien retenu. Tout le temps que je lisais les trois images sentimentales de femmes que M. Paul Morand essayait de m'imposer par une succession d'images colorées et par de petits traits souvent pleins de séduction, je pensais à M Jean Giraudoux.

Mais M. Jean Giraudoux écrit mieux. Il écrit même le plus souvent admirablement. On ne saurait dire sans injustice de sa prose qu'elle évolue, comme celle de M. Paul Morand, vers une prose invertébrée. Il sait lier ses phrases comme ses idées, ou plutôt, il serait plus exact de dire, comme ses sensations. S'il n'est pas un puissant créateur de types, il est un styliste d'une originalité exceptionnelle. Il ne ressemble qu'à lui-même ; mais c'est pourquoi il serait dangereux de vouloir le suivre. Ce qu'on pourrait même lui souhaiter de mieux, ce serait qu'il se renouvelât, qu'il s'élargît en s'approfondissant. On voudrait que ce créateur si prodigieux d'images, qu'on peut lui accorder une sorte de génie, mît son don au service de plus vastes créations, et qu'il cessât de se complaire dans cette sorte d'impasse où il semble se donner des fêtes dont nous profitons, mais qui n'en est pas moins une impasse tout de même. Or, c'est dans cette impasse que M. Paul Morand paraît avoir voulu le rejoindre avec *Tendres Stocks*. Et ne nous y trompons pas, bien que M. Paul Morand soit encore loin des *dadas*, du Giraudoux qui dégénérerait y amènerait bien vite.

Georges Le Cardonnel.

LES SCIENCES

LA SYNTHÈSE DE L'AMMONIAC
PROCÉDÉ FRANÇAIS ET PROCÉDÉ ALLEMAND

Les discussions des techniciens sur la valeur relative du procédé Haber et du procédé Claude pour la synthèse de l'ammoniac ne peuvent tarder à atteindre le public. Elles ne laissent pas, en effet, d'être passionnées. Certes, leurs conséquences intéressent au plus haut point l'économie nationale. Mais aussi l'amour-propre de quelques-uns y semble fortement engagé. Sans cela on s'expliquerait mal qu'un procédé essentiellement français, d'un rendement supérieur, d'une mise en œuvre beaucoup plus facile avec l'immobilisation de capitaux moindres, fût mis en balance avec un procédé allemand dont la mise en route exigerait des capitaux formidables, l'intervention certaine, chez nous, d'ingénieurs allemands, tout cela pour un rendement inférieur, avec une complication d'appareils que l'on donnera si l'on veut comme un bel exemple de ce que peut faire une énergie tenace et persévérante, non pas comme un modèle vers quoi doit tendre cette recommandable énergie, puisque, en définitive, nous avons mieux.

Mais d'abord, en quoi la synthèse de l'ammoniac, ce gaz à l'odeur piquante et désagréable, intéresse-t-elle à un si haut degré notre économie nationale? Tout simplement en ceci qu'une fois entré dans une combinaison, l'azote atmosphérique, dont aucun blocus ne peut priver personne, permet de préparer soit l'acide nitrique que la guerre consomme sous forme d'explosifs par centaines de tonnes chaque

jour, soit les engrais chimiques azotés qui sont de plus en plus indispensables à l'agriculture. Privés de la mer, par où ne leur arrivaient plus les nitrates du Chili, ni peut-être l'acide nitrique des puissantes installations hydroélectriques de Norvège, il eût été impossible aux Allemands de faire la guerre pendant plus d'un an, si la grande usine de la Badische Anilin und Soda Fabrik, à Oppau, près de Ludwigshafen, ne leur avait fourni une grande partie de l'ammoniac et par suite de l'acide nitrique nécessaire. Peut-être n'est-ce pas entièrement l'effet d'un hasard si c'est un an après l'entrée en service de cette usine gigantesque que la guerre a éclaté. En 1917, elle produisait déjà 75 000 tonnes d'ammoniaque ; sa production atteignit 100 000 tonnes en 1918, dépassant de 10 000 tonnes la capacité maxima pour laquelle elle avait été construite. D'ailleurs, l'usine d'Oppau n'est plus seule de son espèce. Une autre plus grande encore, plus perfectionnée, commence à travailler sur le même principe, à Mersebourg, en Saxe.

Que certains de nos contrôleurs des territoires rhénans, plus administrateurs qu'industriels et, moins que tout, hommes de laboratoire, aient été éblouis par les résultats obtenus à Oppau, au prix d'efforts extraordinaires contre de redoutables difficultés, c'est tout à l'honneur de leur clairvoyance devant les faits. Mais cette clairvoyance ne suffit pas. Un peu d'imagination doit la compléter. Cette faculté précieuse, trop négligée dans la culture que donnent certaines de nos grandes écoles, leur montrerait que le procédé Claude est incomparablement mieux adapté à notre situation industrielle et à nos ressources actuelles, tant en ingénieurs qu'en capitaux. Se rendent-ils bien compte des conditions toutes particulières du succès de l'usine d'Oppau? Là, tout le personnel des ingénieurs (une soixantaine), du débutant au directeur, le fameux docteur Bosch que nous vîmes à Paris pendant les négociations du traité de Versailles, a reçu la même formation. Et cette formation est essentiellement celle que donnent les recherches de laboratoire. A Oppau, non seulement chaque service possède son laboratoire de contrôle, où la fabrication dont il est chargé est constamment surveillée, mais l'usine dispose encore d'un immense laboratoire de *recherches* merveilleusement outillé. A ce point de vue, le contrôle des territoires rhénans pourrait être, pour beaucoup de nos ingénieurs les plus officiels, le chemin de Damas. Encore ne faut-il pas qu'ils restent à mi-route ou qu'ils se trompent aux bifurcations. Il faut voir les choses comme elles

sont. Une usine analogue à celle d'Oppau ne pourra marcher bien en France, sans intervention étrangère, qu'après une considérable réforme de notre enseignement scientifique ou du moins de celle de ses parties qui doivent être orientées vers la pratique industrielle. Il faut à tout prix que cet enseignement cesse d'être un enseignement d'amphithéâtre pour devenir un enseignement de laboratoire.

*
* *

L'union de l'azote et de l'hydrogène dans le rapport de 1 volume d'azote à 3 volumes d'hydrogène pour former le gaz ammoniac dégage de la chaleur. Le gaz ammoniac est donc un produit stable dont la décomposition exige une dépense importante d'énergie. Pourtant sa formation synthétique est loin d'être spontanée. A vrai dire, il existe de nombreux cas analogues. L'oxygène et l'hydrogène s'unissent avec explosion sous l'influence d'une seule petite étincelle électrique. Pourtant leur simple mélange peut subsister indéfiniment sans qu'il se forme de l'eau. Il faut une aide pour vaincre cette sorte d'inertie ou de frottement moléculaire, qui s'oppose aux effets naturels de l'affinité chimique. Cette mise en route de la réaction peut être produite par l'étincelle électrique ; mais elle peut aussi résulter de l'emploi d'un catalyseur.

Un catalyseur, c'est un corps qui, sans entrer aucunement dans les produits d'une réaction, est cependant indispensable pour qu'elle se produise. Le mécanisme des actions catalytiques est encore peu connu. On disait autrefois que les catalyseurs exercent une action de présence ; mais cette action de présence fait un peu trop penser aux vertus dormitives de l'opium. En fait, sans attendre que les physiciens aient vu clair dans le mécanisme de la catalyse, les chimistes font jouer aux catalyseurs un rôle chaque jour plus grand dans l'industrie. Quant à la nature propre de ces catalyseurs, elle est éminemment variable, presque quelconque : sels métalliques, oxydes, etc., métaux eux-mêmes. L'oxyde de fer est évidemment un des plus économiques. Autrefois, on connaissait surtout le platine, à l'état de grande division, sous le nom de mousse de platine. La mousse de platine rougit spontanément dans un mélange d'oxygène et d'hydrogène et en provoque la combinaison violente. L'expérience faite dès 1838 par un chimiste allemand, Kühlmann, ne donne rien avec le mélange d'azote et d'hydrogène dans la proportion voulue pour la

production de l'ammoniac. En 1894, Ramsay et Young obtinrent pourtant quelques traces de ce gaz ; leur catalyseur était tout simplement le fer.

C'est à M. Le Chatelier qu'est due la remarque essentielle grâce à laquelle ces essais à peu près négatifs purent être transformés et donner les résultats positifs que l'on a vus plus haut. Cette remarque date de 1901. Elle se rattache à des idées théoriques déjà contenues dans les travaux du grand thermodynamiste américain Williard Gibbs, mais dont M. Le Chatelier avait su, depuis plusieurs années déjà, extraire le suc expérimental, en énonçant sous une forme éminemment simple et pratique sa loi du déplacement de l'équilibre. La combinaison de 3 volumes d'hydrogène et de 1 volume d'azote aboutit à la formation de 2 volumes seulement d'ammoniac. Le volume du gaz produit est donc la moitié du volume des gaz réagissants. La loi du déplacement de l'équilibre fait prévoir alors que la réaction sera facilitée par une augmentation de la pression. Un fâcheux accident interrompit les essais que M. Le Chatelier avait entrepris.

C'est en s'y engageant à son tour, avec des préoccupations qui semblaient exclusivement scientifiques que le professeur Haber, de Carlsruhe, obtint, en 1904, ses premiers résultats. Il eut tout de suite à sa disposition l'aide matérielle de nombreux préparateurs et un laboratoire comme il n'en existe malheureusement pas en France. Son objet fut l'étude méthodique de la réaction dont M. Le Chatelier avait prévu et indiqué les conditions favorables. En quelques années, ses recherches aboutirent au procédé qui est exploité aux usines d'Oppau et de Mersebourg. Elles ont porté principalement sur la pression qu'il fallait donner au mélange des gaz réagissants ; sur leur température la plus favorable ; sur le choix du catalyseur.

Il va sans dire que la mise en service du procédé, à une échelle aussi vaste qu'à Oppau, posait aussi nombre de problèmes d'ordre mécanique, dont certains ne paraissaient pas faciles à résoudre. Il fallait en particulier produire la réaction à une température de 500 à 600 degrés sous une pression de 200 atmosphères. La simultanéité de ces deux conditions, le volume énorme des gaz à traiter, le fait que l'un d'eux était de l'hydrogène, pour lequel le fer ou l'acier sont poreux lorqu'ils sont chauffés suffisamment, étaient autant d'obstacles graves à une réalisation industrielle.

Mais pourquoi cette température de 500 à 600 degrés associée à cette énorme pression de 200 atmosphères? En voici la raison.

Les recherches de Haber ont confirmé que plus la pression est élevée et plus la température est basse, plus est grande la proportion d'ammoniac qui se forme dans un mélange d'azote et d'hydrogène, placé au contact du catalyseur, sous cette pression initiale et à cette température. Autrement dit, l'équilibre auquel aboutit la réaction est d'autant plus favorable que la pression est plus élevée et la température plus basse. Il semblerait donc avantageux d'opérer à basse température, par exemple à la température ordinaire. Mais un autre élément intervient alors. L'équilibre chimique n'est pas atteint immédiatement ; la vitesse avec laquelle il est atteint dépend fortement de la température : elle est d'autant plus grande que la température est plus élevée. En fait, pour la combinaison de l'azote et de l'hydrogène, cette vitesse est excessivement faible, sous une pression de 200 atmosphères, au-dessous de 500 degrés ; c'est-à-dire qu'il faudrait attendre extrêmement longtemps pour qu'un mélange d'azote et d'hydrogène soumis à cette pression et à cette température forme tout l'ammoniac que comporte l'équilibre correspondant. Or, industriellement, ce qu'il faut considérer n'est pas, évidemment, la teneur maxima en ammoniac du mélange gazeux, mais la quantité maxima d'ammoniac qu'il est possible d'obtenir en un temps donné. Si l'on chauffe trop haut, l'équilibre est rapidement atteint, c'est-à-dire qu'on peut faire passer en un temps donné un grand volume de gaz sur le catalyseur ; mais la richesse du mélange après ce passage étant faible, on obtient peu d'ammoniac. Si l'on ne chauffe pas assez, on ne peut profiter des teneurs plus avantageuses correspondant à l'équilibre qu'en faisant circuler le mélange gazeux très lentement ; mais alors la quantité d'ammoniac produite en un temps donné est également faible. Il est bien évident que, sous chaque pression, il doit y avoir une température optima qui donne les teneurs les plus grandes. Sous la pression de 200 atmosphères, cette température est certainement comprise entre 500 et 600 degrés.

Les teneurs d'équilibre qu'il est ainsi possible d'obtenir par le procédé Haber sont nécessairement inférieures à 13 pour 100 ; mais les teneurs obtenues par circulation ne doivent pas dépasser 6 pour 100. S'il fallait perdre les gaz non combinés qui restent, soit 94 pour 100 du volume initial, et avec eux l'énergie dépensée à les comprimer, le procédé serait évidemment ruineux. On recomprime donc les gaz non combinés pour les ramener à la pression de 200 atmosphères et on les fait passer un grand nombre de fois sur le catalyseur. Entre

chaque passage, il faut enlever l'ammoniac produit. On pourrait le faire par liquéfaction. Mais pour éviter de trop refroidir les gaz, qu'il faudrait ensuite réchauffer, on préfère injecter de l'eau pulvérisée sous la pression de 200 atmosphères. L'ammoniac s'y dissout dans une forte proportion. C'est l'eau ammoniacale ainsi produite qui sert ensuite soit à la préparation de l'ammoniac gazeux destiné à la fabrication de l'acide nitrique, par oxydation également catalytique, soit à la fabrication des sels ammoniacaux pour engrais.

Il n'a pas été question des matières premières qui servent à la réaction, l'azote et l'hydrogène. L'eau du Rhin et l'air atmosphérique les fournissent à Oppau. C'est dire qu'il est également possible de les obtenir ailleurs. La réaction consiste à envoyer sur du coke incandescent, soit un jet de vapeur d'eau, soit un jet d'air. On obtient, dans le premier cas, le gaz à l'eau formé de 51 parties d'hydrogène, 41 d'oxyde de carbone, 4 d'acide carbonique et 4 d'azote. Dans le second cas, l'hydrogène est absent, mais il y a 67 parties d'azote, 3 d'acide carbonique et 30 d'oxyde de carbone. Le problème est de supprimer l'oxyde de carbone ainsi que l'acide carbonique et d'obtenir le mélange d'azote et d'hydrogène dans les proportions voulues, c'est-à-dire 25 volumes d'azote contre 75 volumes d'hydrogène. On l'a résolu à Oppau en faisant réagir dans certaines conditions de température (la pression ici n'importe pas) l'oxyde de carbone sur la vapeur d'eau. Il se forme de l'acide carbonique et encore de l'hydrogène. Mais un catalyseur et une température de 500 degrés environ sont encore nécessaires. L'acide carbonique formé est dissous dans des torrents d'eau froide et éliminé ou plutôt dirigé sur une usine, incluse dans celle d'Oppau, pour la fabrication du carbonate de soude Solvay.

Le point capital est, on le voit, la réaction d'équilibre entre l'azote et l'hydrogène, chauffés et sous pression. La pression adoptée par les Allemands est de 200 atmosphères. M. G. Claude, qui a abordé ces recherches au cours de la guerre, en 1917, a montré qu'on pouvait aller beaucoup plus loin et effectuer industriellement la réaction sous une pression atteignant 1 000 atmosphères.

Il fallait pour cela une belle audace, quand on sait quelles difficultés les Allemands se vantent, non sans raison, d'avoir vaincues pour le maintien de 200 atmosphères à une température de 600 degrés. Mais cette audace était parfaitement raisonnable. La difficulté n'est pas, en effet, d'obtenir des parois résistantes. L'épaisseur du métal y suffit à condition de ne pas chauffer trop haut ; car il est bien évident

que longtemps avant d'arriver au point de fusion du métal, celui-ci devient assez malléable pour ne plus résister à de si fortes pressions, sous quelque épaisseur que ce soit. Or, comme la vitesse de la réaction augmente avec la pression, on peut se permettre sous 1 000 atmosphères de chauffer un peu moins que sous 200. La difficulté réelle provient donc des joints multiples qui entrent nécessairement dans la construction des appareils, à commencer par le joint glissant qui doit être réalisé entre les cylindres et les pistons des compresseurs. Or, M. Claude a montré que les joints en cuir embouti, qui, théoriquement, doivent tenir la pression d'autant mieux qu'elle est plus forte, tiennent en effet d'une manière aussi parfaite sous 1 000 atmosphères que sous 200. Ces hautes pressions, que M. Claude a appelées hyperpressions, présentent alors un avantage considérable ; elles réduisent une même masse de gaz à un volume cinq fois plus petit que les 200 atmosphères d'Oppau. Le compresseur qui devra débiter à l'heure une masse donnée de gaz sera donc lui-même cinq fois plus petit. Les joints sont réduits de même. Or, un joint est d'autant plus facile à réaliser parfaitement qu'il est plus petit.

Cet avantage pratique a l'air de peu de chose. On va voir qu'en fait il entraîne des conséquences très importantes.

D'abord, sous l'hyperpression de 1 000 atmosphères, l'équilibre de la réaction est, à une température donnée, beaucoup plus favorable qu'à 200. La teneur d'équilibre est, par exemple, vers 550 degrés de 40 pour 100 au lieu d'être de 12 pour 100. Un seul passage sur le catalyseur donne une combinaison de 25 pour 100 au lieu de 6 pour 100. Par gramme de catalyseur, le procédé Claude donne 6 grammes d'ammoniac contre 0,5 par le procédé Haber. Il suffira de quatre passages pour obtenir le même effet qu'avec 15 fours à catalyse dans le procédé Haber. Le nombre des compressions à effectuer sera réduit dans la même proportion.

Ensuite, tous les appareils étant beaucoup plus petits, non seulement les compresseurs, mais les fours à catalyse, coûteront beaucoup moins cher. Les fours à catalyse d'Oppau sont d'immenses colonnes de 12 mètres de haut sur plus d'un mètre de diamètre Ils doivent coûter chacun plus de 100 000 marks d'avant guerre. Les tubes du procédé Claude seront au moins dix fois moins volumineux et plus de dix fois moins chers. Les garanties qu'il faudra prendre contre leur explosion, toujours possible (cloisonnements bétonnés, etc.), seront également beaucoup moins coûteuses.

Dans le procédé Haber, des précautions très grandes sont prises pour éviter que le catalyseur ne se refroidisse. Il faut chercher à conserver la chaleur dégagée par la réaction d'une manière assez parfaite pour qu'une fois amorcée par un chauffage préalable (qui dure plusieurs jours) elle s'entretienne d'elle-même. Ce résultat ne peut être atteint que grâce à l'emploi d'appareils compliqués, extrêmement coûteux, parfaitement construits, du reste, à Oppau : ce sont les échangeurs de température. Les gaz chauds qui sortent du catalyseur et qu'on doit refroidir pour en extraire l'ammoniac par lavage réchauffent ceux qui vont y arriver. Sous les hyperpressions, la proportion de gaz qui se combinent étant beaucoup plus grande, en même temps que le volume dans lequel se fait la réaction beaucoup moindre, le dégagement de chaleur est beaucoup plus grand en même temps que sa déperdition beaucoup plus faible. Si bien qu'au lieu de prendre des dispositions pour éviter le refroidissement, il faut veiller à limiter l'échauffement. M. Claude a employé pour cela un ingénieux moyen : autour de l'appareil circule, non pas de l'eau, qui refroidirait trop ou serait vaporisée, mais du plomb fondu. Rien n'empêchera dans une installation définitive d'utiliser cette quantité de chaleur, toute disponible puisqu'on est obligé de l'enlever exprès.

La forme concentrée sous laquelle se produit la réaction comporte encore un autre avantage très important. Sous des pressions de 200 atmosphères, la déperdition de chaleur ne peut être limitée d'une manière assez efficace pour l'entretien spontané de la réaction que dans les conditions gigantesques réalisées à Oppau. Il serait probablement impossible d'obtenir cet entretien spontané de la réaction dans de petites installations. Comme il n'en est pas de même pour le procédé Claude, bien au contraire, on voit que ce procédé permettra de fabriquer de l'ammoniac partout où l'on produit des gaz contenant de l'hydrogène, aujourd'hui perdu ou mal utilisé, par exemple dans les fours à coke métallurgiques. Cette diffusion des sources d'ammoniac et par conséquent d'acide nitrique ou d'engrais peut être un avantage inappréciable en temps de paix comme en temps de guerre. Avec le développement de l'aviation de bombardement, serait-il bon de concentrer en un même point notre principale source d'acide nitrique?

Et nous n'en avons pas encore fini avec les avantages des hyperpressions. Nous avons dit qu'à Oppau on extrayait l'ammoniac formé par lavage des gaz à l'eau froide. Il faut ensuite dépenser de la chaleur pour extraire le gaz de cette dissolution. Avec les hyper-

pressions, il suffit de les faire passer à travers un serpentin refroidi extérieurement par un courant d'eau, pour liquéfier tout cet ammoniac, grâce à sa concentration dans ce mélange et à sa forte pression. Il n'y a plus qu'à laisser le liquide s'évaporer de lui-même.

Résumons-nous. Un chimiste français, M. Le Chatelier, a indiqué en 1901 les conditions dans lesquelles la formation synthétique de l'ammoniac devait être possible. Un brevet a couvert à cette époque son invention, dont le principe est maintenant dans le domaine public. Les innombrables brevets pris par Haber ou la Badische ne peuvent donc plus couvrir que les procédés au moyen desquels cette réaction a été par eux utilisée. Leur mode de fabrication de l'hydrogène est également connu depuis 1850. Leurs efforts ont abouti à la création d'usines colossales où une somme d'ingéniosité considérable a été dépensée pour l'application de ces procédés connus, avec la prétention de parvenir au monopole de l'ammoniac synthétique.

Devons-nous reconnaître, en fait, ce monopole, en achetant et en exploitant les brevets qui cherchent à l'établir? Évidemment non :

1° Parce que le procédé Claude, d'une audace raisonnée et d'une élégance toute française, est plus parfait ;

2° Parce qu'il peut être mis en œuvre avec des moyens financiers incomparablement plus modestes (l'usine expérimentale que M. Claude a installée à Montereau fonctionne déjà d'excellente manière) ;

3° Parce qu'il exige moins de main-d'œuvre et que son exploitation n'a besoin d'aucune ingérence étrangère, sous quelque forme que ce soit ;

4° Parce qu'il est plus économique.

Mais on dit que les brevets de la Badische auraient déjà été achetés par l'État français ou sur sa demande, moyennant un nombre respectable de millions...? Espérons du moins qu'ils ne sont pas analogues à ceux qui ont été également vendus en divers pays, couvrant des procédés que la Badische abandonnait parce qu'elle avait mieux. En tout cas, si cette... erreur a été commise, ce ne serait pas une raison pour l'aggraver, en faisant jouer des influences politiques ou parlementaires. *Errare humanum est, perseverare diabolicum.*

Louis Dunoyer.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

MONSEIGNEUR CERETTI

Il y a un ascenseur au Vatican. Mais on ne pense pas beaucoup à s'en servir. Ce n'est pas qu'on lui impute des desseins meurtriers : le plus farouche anticlérical, eût-il la tête farcie de légendes, peut y pénétrer sans craindre qu'au milieu de sa course une voix menace de le précipiter dans le vide en lui criant : « Crois ou meurs. » L'ascenseur est paisible, honnête, régulier, mais ne s'offre pas tout de suite à la vue comme dans nos maisons bourgeoises. On oublie donc son existence et on grimpe. Vous êtes entré par la porte de bronze et vous voilà bientôt dans la cour Saint-Damase. Une ascension nouvelle commence, plus rude. Les marches sont si nombreuses que vous renoncez à en faire le compte. Parfois, essoufflé, vous murmurez le proverbe : Non licet omnibus adire Corinthum, *d'autant plus exact, en l'occurrence, que vous vous rendez chez l'archevêque de Corinthe, Mgr Bonaventura Ceretti, secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires.*

C'est tout en haut, si haut qu'on peut monter. Mais la récompense suit de près l'effort. Une brève attente, et Mgr Ceretti paraît : un homme jeune aux cheveux noirs, aux yeux vifs, cordial, souriant, la main tendue. Il est diplomate et ne se livre pas au premier venu. Mais, s'il vous juge digne de confiance, la conversation prend vite un tour aisé, même enjoué. J'ai entendu le bon rire de Mgr Ceretti, ce rire franc et spontané qui a comme un accent spécial chez les prêtres et les religieux, et qui caractérise les âmes très pures. Ils ont leur part de soucis, et elle est souvent très

lourde, mais ce n'est pas en vain qu'ils invoquent chaque matin le Dieu qui réjouit leur jeunesse, et aussi leur âge mûr.

Un des grands charmes de cet entretien, c'est que Mgr Ceretti connaît tout. S'il arrive aux gouvernements modernes d'improviser leurs hommes d'Etat, le Saint-Siège exige des siens une minutieuse préparation. Né en 1872 *à Orvieto, où s'élève le merveilleux dôme et où l'*Antechrist *de Luca Signorelli suffirait à attirer les visiteurs, Mgr Ceretti fait au séminaire de fortes études, qu'il achève à Rome où il conquiert ses doctorats en théologie et en droit canon, puis les doctorats de lettres et de philosophie. Il débute à la secrétairerie, dans les bureaux mêmes où il reviendra un jour en qualité de chef. Il n'y reste pas longtemps : à peine a-t-il dépassé la trentaine que le futur cardinal Serafini, nommé délégué au Mexique, réclame sa collaboration. De* 1904 *à* 1917, *Mgr Ceretti résidera au delà des mers. Après Mexico, Washington; après Washington, l'Australie. Il a tenu chacun de ces postes avec le même succès. L'admirable développement de la vie chrétienne en Australie est pour une grande part son œuvre; on peut le dire sans diminuer le mérite des évêques de ces lointains pays, ils sont les premiers à lui rendre hommage, et leur affliction, quand il les quitta, n'eut d'égale que celle des habitants, qui l'aimaient comme il les aimait.*

Aussi, quand Mgr Ceretti regagna Rome pour assumer la direction des affaires ecclésiastiques, les Français eurent un léger mouvement d'inquiétude. Quelqu'un nous disait là-bas : « — Mgr Ceretti? Oh! un Anglo-Saxon! » Ces douze années vécues au dehors l'avaient-elles donc à ce point transformé? Non, Benoît XV et le cardinal Gasparri, en l'appelant auprès d'eux, avaient fait preuve de perspicacité. Ils savaient que, pour réussir à Sydney, Mgr Ceretti n'avait pas eu besoin de modifier sa manière : un zèle d'apôtre et une intelligence latine qui s'adapte à toutes les fonctions, tels avaient été ses moyens de conquête. On le retrouvait, en 1917, *pareil à lui-même, et il se mit au travail, abordant tout de suite les problèmes les plus ardus, avec la même expérience de la situation européenne que s'il n'avait jamais cessé de s'en occuper.*

C'est ce qui nous frappait, nous autres Français, quand nous lui parlions de ce qui nous intéressait. M. Clemenceau?... M. Briand?... mais il les connaissait aussi bien que nous! L'Action française, la Jeune République ou le Bloc national?... Mais aucune nuance ne lui échappait! N'exagérons rien et n'allons pas nous imaginer qu'il se plonge matin et soir dans la presse des deux mondes. Le Père Sertillanges veut qu'on lise le moins de journaux possible, et Drumont, un journaliste pourtant,

disait qu'à force d'en lire on finissait par avoir des cerveaux en papier. Un diplomate pontifical cause avec tant de gens, et de si divers, qu'il se renseigne en les écoutant : son intelligence déliée, sa science des hommes font le reste, c'est-à-dire qu'elles opèrent un triage entre le vrai et le faux, entre les avis qu'inspire la passion et ceux que dicte la raison. Peut-être se dispensera-t-il de vous contredire; peut-être sa courtoisie dissimulera-t-elle son scepticisme, mais au moment où vous croirez lui avoir imposé vos jugements, c'est lui qui vous jugera, mêlant à doses égales, pour établir son verdict, son indulgence chrétienne, sa finesse italienne et sa prudence ecclésiastique.

Bref Mgr Ceretti se révéla si bien au courant des choses de France que l'opinion fut unanime à le désigner comme le futur nonce. Mais où il y a souveraineté d'un Chef, le suffrage universel abdique ses droits et la question était de savoir si Benoît XV ratifierait l'appel de l'opinion. Sera-t-il permis de dire qu'il l'avait devancé et que dans son esprit le choix de l'archevêque de Corinthe était arrêté depuis longtemps? Qu'il lui en coûtât de nous le céder, on le devine sans peine. D'autant plus que les circonstances le privent, à la même heure, d'un auxiliaire non moins précieux, Mgr Federico Tedeschini, substitut pour les affaires ordinaires, envoyé comme nonce à Madrid. Celui-ci est un prélat de haute taille, d'une distinction parfaite et d'une culture accomplie, moins communicatif peut-être que Mgr Ceretti, et qui, au premier abord, intimiderait davantage. Il est déjà remplacé à la secrétairerie par Mgr Giuseppe Pizzardo, prêtre excellent, âme affectueuse et ardente sous une frêle enveloppe, et dont l'énergie morale décuple les forces physiques. Avec Mgr Ceretti et Mgr Tedeschini, Benoît XV perd un troisième collaborateur, son majordome, Mgr Giovanni Tacci, préfet des Palais apostoliques, promu cardinal au Consistoire du 13 juin : encore une belle figure, toute rayonnante de charité et de bonté.

Le départ simultané de ces trois hôtes de marque sera pour le Vatican un dommage sensible. Nous en bénéficions dans une certaine mesure puisque Mgr Ceretti devient notre hôte. On peut être assuré qu'il remplira sa charge avec le même talent que les précédentes et la même aptitude à lui faire produire d'heureux résultats. Les déclarations qu'on lui prête montrent comment il la conçoit : tendre à l'union des esprits et des cœurs, groupés dans la foi religieuse et l'amour du pays. Mission toute dégagée de ce qui est politique pure. Les grands intérêts à débattre n'ont rien à voir avec les luttes des partis. Ils sont d'ordre temporel, c'est vrai, mais, prêtre avant tout, un ambassadeur du Saint-Siège est

habitué à envisager les problèmes sous l'angle du divin; son œuvre est de faire régner cette beauté de la paix dont parlait le Prophète, sedebit populus meus in pulchritudine pacis, *et, ne retenant que ce qui dure à travers ce qui passe, il fait entrer dans sa diplomatie la notion de l'éternel.*

★★★

Musique nègre.

Il existe dans Paris un théâtre bien curieux ; c'est le théâtre des Champs-Élysées. Il contient deux salles de spectacle juxtaposées, emboîtées l'une dans l'autre ; une petite salle de comédie est nichée dans les combles de la grande. M. Gémier dirige celle d'en haut et M. Hébertot celle d'en bas. L'on peut, sans bouger de place, connaître l'art de tout l'univers. M. Gémier joue *l'Avare* et annonce le *Songe d'une nuit d'été*. En quelques mois il a donné des œuvres de dramaturges français (M. Lenormand), belge (M. Cromelynck), anglais M. Shaw, norvégien (M. Strinberg). Il a prêté son théâtre à la compagnie russe de M. Pitoeff et à une troupe française qui monte les ouvrages de jeunes auteurs ; c'est ainsi que nous avons assisté aux débuts d'un poète d'avenir, M. Boussac de Saint-Marc. Et M. Gémier a même repris du Labiche.

Son voisin M. Hébertot complète le cycle ; il nous a montré les ballets suédois, les ballets russes, les chœurs ukrainiens, des pianistes hongroises, les danses de Mmes Duncan et Fuller qui sont américaines, les décors de M. Picabia, qui doit être espagnol, et les pièces en vers de M. Fauchois qui n'appartiennent à aucune langue. La dernière découverte de M. Hébertot est un orchestre de nègres yankees.

Cet orchestre étourdit, pourrait-on dire, avant même qu'on l'entende ; il s'est fait annoncer par une réclame tintamarresque : « *the most famous orchestra.* Le plus grand spectacle musical actuellement en Europe. » Ce sont mœurs américaines. Si la musique est bonne, on passera sur l'hyperbole. La réclame nous apprend encore que cet orchestre a donné plus de mille représentations à Londres. Ce n'est plus une opinion, c'est un fait.

La composition du *most famous orchestra* est déjà pleine d'originalité : au premier plan, sur deux rangs, une vingtaine de chanteurs mâles ; en avant, détachées, deux solistes femmes ; par derrière, une ligne surélevée de joueurs de banjo. Sur l'aile gauche, un saxophone ; sur l'aile droite, un violon. En retrait, de chaque côté, un piano

à queue. Au dernier plan, sur un degré qui domine les banjos, une contrebasse à cordes, une batterie et un trombone.

On nous annonce un orchestre nègre, on exagère. La plupart des exécutants « tirent sur le noir », mais le mot est impropre à rendre les nuances qui composent la gamme du chocolat au café au lait par le bronze et le vert olive. Les types sont aussi divers que les couleurs : face sans profil de platyrhénien, belle tête de mulâtre où respire une majesté à la Toussaint Louverture. Ils portent comme un uniforme le laid costume d'origine anglo-saxonne que nous avons eu le double tort d'adopter en lui laissant le nom malsonnant de *smoking*, et par une plaisante contradiction, ils conservent leurs grosses chaussures américaines à semelles en bordure de trottoir. Dirigés par un magnifique mulâtre en costume d'amiral, jaquette noire à épaulettes d'or, gants blancs, ceinturon doré et pantalon gris-bleu clair, ils mènent un bruit épouvantable. Un habitant de l'Europe occidentale en demeure étourdi, et un peu affolé.

Faut-il se fâcher? Faut-il rire? Devons-nous prendre ce charivari au sérieux? A quel titre nous présente-t-on cet orchestre plus ou moins nègre? On a déjà cherché à nous faire admirer la peinture et la sculpture des tribus soudanaises. Leur musique serait plus tolérable, parce que la musique est le premier moyen d'expression des peuples enfants. Dans le *Chat maigre* d'Anatole France un mathématicien philosophe soutient que les peuples n'ont pas commencé par dire : *Oui, je viens dans son temple adorer l'Eternel;* ils ont dit : *Hou, hou, hou, ma, ma, ma, couic.* Ils l'ont d'abord crié aigrement, puis modulé sur une mélopée qui scandait une danse. Ce n'est que bien des siècles après que l'homme a commencé de graver et de peindre. Mais les nègres d'Amérique ne sont pas des nègres ordinaires. M. Prudhomme ferait observer qu'ils sont originaires de l'Afrique et que, transplantés en Amérique, ils y vivent mêlés à une population qui ne brille pas encore dans les arts libéraux. Un économiste américain ne disait-il pas l'autre jour que les États-Unis verraient à se donner des artistes dans deux ou trois cents ans d'ici? Dans ce milieu, le tam-tam des bons nègres se complique de l'imitation de quelque chose qui est maladroit et imparfait. Leur musique n'est même pas un art primitif à l'état pur. Elle est à l'image de cette réunion bariolée d'individus issus de toutes les races au milieu de laquelle le hasard les a jetés. Leur musique est une mixture de noir et de blanc.

Pourquoi veut-on nous faire prendre au sérieux ces pauvres gens? On nous oblige à être sévères et, mon Dieu, pour presque rien. Mais ces attentats se multiplient, et trop. On commence par ne pas prendre au tragique ces excentricités jadis réservées au cirque. Et parce qu'il

ne faut pas faire de peine aux bons nègres, la critique est indulgente. Le public s'y trompe, il vient, il est ébahi. Mais après deux, trois, dix plaisanteries de cet ordre, il ne sait plus où il en est. Il perd le sens, son goût s'émousse, il devient incapable de jugement. Demain quelque musicien de métier à court d'invention trouvera plaisant, et peut-être commode, d'imiter ce charivari ; les critiques « de gauche » pousseront à la roue, les snobs s'extasieront et ce sera le progrès. Nous avons eu Lulli, Rameau et Gluck : nous avons le jazz-band. On finira par nous faire grimper dans les cocotiers.

LUCIEN DUBECH.

Ballade du coutelier de Sheffield.

John Powell-Bass, esq., fils du fondateur de la maison Gordon Powell-Bass, coutellerie à Sheffield (York, West riding, Angleterre), tout en veillant sur l'héritage paternel, consacre sa vie à la poésie.

Nouvelle et singulière est la poésie de John Powell-Bass, car elle n'exalte rien de ce que l'on trouve, en général, dans les œuvres des poètes. Les splendeurs de la nature, ou l'héroïsme de certains hommes, ou la mélancolie des souvenirs — ou combien d'autres choses qui sont les grands sujets traités dans la langue des dieux — importent fort peu à cet industriel lyrique et richissime. Ce qui fait l'originalité de John Powell, ce qui le sépare complètement de toutes les écoles littéraires ou clans artistiques, c'est qu'il est le chantre de ce qui passe pour le moins poétique au monde : les affaires commerciales. Il prétend, et à juste titre, qu'il y a un lyrisme des affaires : que le producteur, l'intermédiaire, l'acheteur sont des êtres qui luttent en vertu d'une loi vieille comme le monde ; et John Powell-Bass a écrit de très beaux vers sur les échéances de fin de mois, les traites protestées, les envois par chèques, les primes d'exportations, etc. Peu de gens ignorent les canifs de la maison Gordon Powell-Bass et peu de gens ignorent ses célèbres poèmes sur le doit *et* l'avoir, *car cet homme « pratique » a, depuis quelques années, adopté un moyen tout à fait simple pour faire lire ses œuvres, et ce moyen consiste à rédiger en vers le catalogue de sa maison, — catalogue tiré à* 612 500 *exemplaires par semestre, lesquels exemplaires sont envoyés dans tous les pays où la langue des Anglais est parlée. Peu d'écrivains ont le moyen de répandre ainsi, par le monde, leurs plus chères productions ! Il n'est pas d'homme de lettres qui soit plus lu que mon ami Powell-Bass.*

C'est durant un court séjour en Angleterre, au mois de juillet de 1914, *que je fis la connaissance de ce poète industriel, et depuis, pas une*

semaine ne s'écoule sans que je ne reçoive une lettre de lui et sans qu'il n'en reçoive une de moi. Une vive sympathie — toute épistolaire, si j'ose dire — s'est établie entre nous. Cependant, depuis quelques mois, il se glisse dans notre correspondance certains sujets fort arides qui ressortissent des palabres de nos hommes d'État, dans diverses villes (Paris, Londres, Boulogne, Spa, San-Remo), ou dans diverses villas, hospitalières à M. Lloyd George, villas qui abritent sans doute aucun, au fond de quelque armoire cossue, un chandelier à sept branches...

Or, ma dernière missive était rédigée, je le reconnais, sur un ton un peu aigre; John Powell-Bass m'ayant écrit très courtoisement qu'il n'était pas juste de toujours reprocher M. Lloyd George aux Anglais, que M. Lloyd George n'était pas tous les Anglais, que la sympathie de M. Lloyd George pour le chandelier à sept branches n'était pas une sympathie commune à tous les Anglais, et que la grosse majorité des Anglais voulait que justice fût rendue à la France. Ma dernière missive donc, contenait un certain nombre de reproches que je me permets de trouver fondés, et dont le principal (et le plus simple) était que les électeurs anglais, gens libres d'approuver ou de blâmer par leurs votes, non seulement ne priaient pas M. Lloyd George de se retirer sur les terres dont ils lui ont fait cadeau pour le remercier de ses bons services, mais encore qu'ils profitaient parfaitement bien de tous les résultats de la politique de M. Lloyd George.

En résumé, je disais à John Powell : « Par vos paroles, je vois que la guerre se continue en ce moment; et alors, ou vous êtes coupables de ne pas sommer votre M. Lloyd George d'agir en conséquence, ou vous êtes tous complices de ses procédés. »

J'attendis la réponse; elle ne tarda pas, sous la forme d'une ballade, assez étrangement composée et très difficile à traduire. Je ne me dissimule pas les imperfections que présente le travail de translation auquel je me suis livré. Si le rythme des vers réguliers anglais n'est guère transmissible dans notre langue, à plus forte raison, celui de John Powell-Bass, si nouveau, si étrange, si spécial, présente d'insurmontables difficultés. Quoi qu'il en soit, ce poème est un document susceptible d'éclairer la lanterne avec laquelle les Français tentent en vain d'éclairer l'esprit anglais d'après-guerre. Cela valait bien une pénible traduction.

BALLADE

Cher frère camarade, cher collaborateur de quatre années sanglantes, salut ! Je vous envoie la *Ballade du coutelier de Sheffield.*

Le sage a dit : « Tous les métiers qui font vivre l'homme sont honorables et beaux. »

Non sans fierté, je songe à cette parole chaque fois que la grande glace, qui couvre tout un pan de mur de mon bureau, me renvoie mon image impassible et très digne, ayant pour fond les arabesques décoratives des produits de mes usines.

Sur des carrés, losanges ou rectangles de velours noir, se détachent, par faisceaux comparables à l'épanouissement rigide des branches de palmier, les courtes baïonnettes que je fabrique pour le ministère de la Guerre, et qui, fichées aux canons des fusils, défileront impeccablement aux quatre bouts du monde ; les larges coutelas des égorgeurs de requins ; les longs et fins poignards des trappeurs de jungle ; les vastes aiguilles qui vibrent sous la commotion électrique et qui fendront le roc ou les quartiers de houille ; les scies qui font penser aux mâchoires des crocodiles et qui saperont les rois des forêts ; les couteaux démontables des explorateurs, véritables petits magasins qui contiennent une lame pour tuer un homme, et une autre pour couper la viande de conserve, et aussi une fourchette, ce qui permet de garder l'air d'un gentleman en plein sable, à dix mille lieues de Londres ; et des ciseaux à ongles, et un tire-bouchon très commode, et un davier en cas de rage de dents ; enfin le couteau ordinaire qui peut servir à tout, et sur l'utilité duquel je n'ai pas à m'appesantir ; et jusqu'au minuscule canif d'or, à peine long d'un centimètre, exquis bijou de précision qu'une élégante aime, par jeu, fixer à l'anneau de sa montre : le tout feu d'artifice immobile.

O fer, — tutélaire, redoutable, tu es la sauvegarde des peuples. Il est beau de lire la Bible, il est beau d'être libéral comme M. Lloyd George, mais il est bon qu'il existe des couteliers à Sheffield.

D'un côté la Bible, de l'autre le fer, et moi entre les deux ! Je suis Anglais, monsieur.

O sentiment ! — que de paroles on prononce en ton nom ! Vous me reprochez mes attitudes, cher vieux camarade?...

Vous reprochez à mon Premier Ministre de subir l'influence des hommes aux yeux bridés, aux cheveux crépus et aux pieds plats, subtils banquiers? Eh ! rappelez-vous... le titre d'impératrice des Indes, donné à feu notre reine Victoria, est une invention de l'un de ces hommes qui n'ont pas de patrie.

Je n'ai pas à me plaindre que l'un d'eux se soit occupé de mes affaires politiques. Mes affaires politiques sont mes affaires, — tout court. Je suis ainsi. Qu'y puis-je et qu'y pouvez-vous?

Fini le cliquetis des armes, c'est le cliquetis de l'argent qui doit commencer. Ne suis-je pas le premier commerçant du monde? Dans votre langue, tiroir et gloire riment presque ensemble, ne l'oubliez pas, Latin à l'esprit vif !

Qu'est-ce qu'un Russe bolcheviste? C'est un homme qui a un poignard entre les dents.

Pourquoi cela?

Sans doute, parce qu'il en tient un dans sa main droite, un dans sa main gauche, — parce que ses poches sont pleines de poignards et qu'il ne sait plus comment tenir le dernier?

Bonne affaire pour le coutelier de Sheffield...

Krassine, — vous me reprochez Krassine... Ah ! cher frère camarade, je n'eusse pas aimé que Krassine achetât ses poignards à Saint-Étienne ou à Châtellerault.

Ne vendîtes-vous pas des canons aux Boxers?

Vous m'avez dit dans votre récente missive : « L'Angleterre n'est plus une île... » Et j'ai frissonné d'horreur.

Aviation ! — me suis-je dit, découverte effroyable pour moi, cent fois plus meurtrière que le pauvre tunnel sous la Manche qui m'a tant inquiété. Aviation ! feras-tu que l'Angleterre ne soit plus une île !... Alors, il me faut gagner du temps ; comprenez-vous, mon camarade français? Je me cramponne à mes principes, à mes vieilles forces, j'essaie d'arrêter la marche des jours ; car, au fond, je me demande si l'Angleterre a été aussi victorieuse que les apparences le font croire !

La « poussière de la mer » a éventré souvent mes plus magnifiques unités navales et les petits appareils célestes ont semé la mort dans la cité de Londres.

Irréparables choses !

Ineffaçables signes !

Perfide Albion ! avez-vous dit pendant des siècles. O mon cher frère camarade, vous le gardien des dépouilles de tant des miens sur votre grande ligne de bataille, écartez de moi la pensée que vous me jugez perfide... Où sont les morts de Charleroi, de Loos et du Kemmel? Où sont-ils ceux du pays des montagnes de charbon, et ceux qui se sont enlisés avec nos tanks de la Somme? Je n'oublie pas qu'ils dorment chez vous, et ce n'est pas la perfidie qui fait qu'étant payé par l'Allemagne, je souhaite que vous ne le soyez pas trop vite, c'est une vieille habitude. Car j'ai contracté, avec vous, une habitude...

Habitude ! — seconde nature, dit un de vos proverbes. Eh ! oui, j'ai pour nature seconde de vous avoir, depuis cinquante ans, comme voisin très sage à mes côtés !

Au lendemain de Sedan, qu'elle fut commode cette France vaincue, cette France humiliée, appauvrie, changée du tout au tout, elle auparavant si inquiétante ! Comme il était bon de ne plus la trouver sur mon chemin ; combien il me plaisait de voir par le monde son pavillon toujours plus rare, et toujours moins fier ; comme j'épiais avec intérêt

la décadence de mon vieux concurrent, et ses querelles intestines, et ses sophismes, et son laisser-faire, et les phrases creuses de ses mauvais hommes politiques !...

Ah ! quel bon temps, cher frère camarade, vous m'avez fait passer...

Et voilà 1914 !

Voilà qu'une gloire incomparable réveille votre vieille France ! Voilà que vous m'enseignez à gagner des batailles ! Vous devenez mon professeur de tactique et de stratégie ! J'en suis charmé, épouvanté tout à la fois. Le monde assiste à ce spectacle incroyable : l'Angleterre traînée par la France aux pieds de la Victoire, déesse très pure, sans quoi pas un peuple ne vit. Le monde entier prononce le nom de Joffre, de Foch, celui de Pétain, celui de Castelnau, et de combien d'autres, comme il a prononcé celui de Nelson jadis !

Et jadis est si loin !

Jadis, c'est le temps où l'on disait que l'Angleterre était invincible.

Jadis, c'est le temps où elle était inattaquable, c'est le temps où elle était une île.

Les étendards de l'Angleterre d'aujourd'hui, — celle de M. Lloyd George — ne sont plus les étendards de Trafalgar et de Waterloo. Ils ont cédé le pas et les hommes de toute la terre ne s'inclinent que devant les vôtres. Le Jutland n'est qu'une demi-bataille navale, mais Verdun est un nom éternel.

Alors, je me passe la main sur le front, et il est moite, mon front. Je suis effrayé. Oh ! quel mot ai-je prononcé là ! Moi, Anglais ! Je ne l'efface pas, pourtant, et vous le lirez avec orgueil, et direz-vous encore que je suis perfide?

Oui, effrayé !...

Allez-vous donc grandir, ô vous que j'ai tant aimé pendant que vous dormiez, car vous avez bien dormi, mon cher petit frère, pendant cinquante ans ! Allez-vous revenir à cette logique saine qui veut qu'un peuple progresse? — car s'il ne progresse pas, il rapetisse, il recule, il meurt, — la stagnation n'existe pas dans la vie d'un grand pays. C'est tout l'un ou tout l'autre, il est puissant ou il meurt !

Je ne suis pas un sot ; cela, vous le savez ; et alors je me prends à penser que, malgré un traité que vous m'avez laissé faire, bon pour moi et mauvais pour vous, je me prends à penser que c'est tout de même le vrai vainqueur qui finira par être le plus fort, j'entends, par là, qui aura le plus de prestige sur la vaste terre, partant, le plus de facilités pour se faire respecter, partant, pour placer ses produits.

J'ai beau me dire qu'il est vain de nier que vous avez été l'âme de la victoire, je voudrais reculer l'échéance inéluctable, quand l'heure

sonnera pour vous, quand il faudra me résigner à vous retrouver le Français d'autrefois.

« Si tu veux, faisons un rêve... », a dit votre poète.

Si vous voulez, faisons ce rêve, mon très cher frère.

L'Allemagne ne peut plus me concurrencer.

Elle ne peut plus vous payer.

Elle est ruinée.

Vous aussi.

Deux ruines valent mieux qu'une.

Alors, vogue la galère d'Albion !

Je protège, je tranche, je retranche, je décide.

Mais ce n'est qu'un rêve, murmure le lutin du *Songe d'une nuit d'été.*

Hélas ! je vous en prie, mon petit frère, ne redevenez pas ce que vous avez été !... Je n'aurais pas le courage de rester votre ami, et cela me ferait tant de peine de me fâcher avec vous.

Achetez-moi mes couteaux !

Mais j'y pense...

Ce fer que vous avez... Mon Dieu ! que cela est contrariant. Hagondage-Briey, Briey-Hagondage, glas sinistre à mes oreilles...

Et puis, donnez-moi la potasse alsacienne, dites, mon petit ami...

Et puis, pourquoi parlez-vous tout le temps de houille blanche, ou de houille bleue, uniquement pour me faire du chagrin?

Croyez-vous que ce soit très gentil à vous de chercher des couleurs pour la houille, quand j'en ai une toute noire, excellente, chère (ça, c'est la vie, et tout augmente), mais enfin, mon petit ami, la houille ne peut être que noire. Quel affreux sophisme de la teindre?... Vous voyez-vous économisant sur moi des milliards en faisant marcher vos trains à l'électricité au lieu de m'acheter ma vieille houille à vieilles locomotives?

Soyez raisonnable et comprenez-moi donc.

Diplomatie ! Diplomatie ! — guerre secrète, aussi âpre que l'autre, celle du sang versé et de la mort. Diplomatie, tu es mon ultime espoir !

C'est toi que j'appelle à mon secours. C'est toi qui cacheras mes faiblesses, et surtout cette effrayante vérité, savoir que je ne suis très fort que lorsque vous me laissez faire.

Gardez vos reproches, cher camarade, pour vos dociles hommes d'État, qui furent et qui sont dociles envers moi.

Mais pour moi... — illusion ! — je ne te connais plus. Je devine que des Français vont venir qui seront moins dociles que leurs devanciers.

Bon connaisseur en échéances, je joue mes atouts jusqu'à la dernière minute. Alors commencera une ère nouvelle pour moi...

Mais vous qui êtes si beau soldat, vous savez rendre justice aux bons serviteurs. Rendez-moi cette justice que j'ai tout fait pour le bien de ma patrie !

ENVOI

Que penseront les Anglais de cette ballade à vous adressée?

Plus d'un se voilera la face ; mais moi, je vous connais, et je sais que point n'était utile peut-être de vous dire tout cela ; car tout cela, au fond de vous-même, vous le savez.

C'est le côté « Bible », chez moi, qui m'a poussé à vous parler si franchement... Ne faut-il, au nom de la Bible et du libéralisme, qu'un homme ait, parfois, le courage d'ouvrir son cœur?

P. C. C.

JEAN VARIOT.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE PAIX. — *Le protocole de Londres a été signé, le 3 mai, par les Alliés.*

La classe 1919 a été aussitôt rappelée sous les drapeaux, en France. Cette remobilisation s'est accomplie sans incidents sérieux, en dépit de la campagne menée par la presse d'extrême gauche.

Le 4 mai, le cabinet allemand Fehrenbach remet sa démission entre les mains de M. Ebert, chancelier du Reich, et le 5, les décisions des Alliés sont communiquées à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres.

Le 6, la commission des réparations, convoquée à Londres, notifie au chef de la délégation allemande pour les charges de guerre l'état des paiements et la prescription des époques et modalités pour garantir et éteindre les obligations de l'Allemagne au titre des réparations. Cette note prescrit :

Le 31 mai, versement d'un milliard de marks or et constitution d'un « comité allié des garanties ».

Le 30 juin, désarmement des forces militaires excédant celles prévues par le traité.

Le 1er *juillet, versement de 11 milliards de marks or en obligations.*

Le 1er novembre, versement de 38 milliards de marks or en obligations.

Le 15 novembre, versement du premier trimestre des annuités.

La crise ministérielle allemande, ouverte le 4, n'a été résolue que le 10 mai, après que M. Siresemann, chef des « populistes » ou conservateurs modérés, eut renoncé à constituer le nouveau cabinet, de peur de rendre impopulaire son parti. M. Wirth, catholique du centre, a enfin mis sur pied une combinaison qui réunit le centre, les démocrates et les socialistes majoritaires (plusieurs portefeuilles importants restent encore à pourvoir).

Le même jour, après un discours de M. Wirth, le Reichstag, par 221 voix contre 171 (c'est-à-dire moins de la moitié de l'Assemblée qui compte 469 députés), accepte l'ultimatum des Alliés; 245 députés se sont donc prononcés directement ou indirectement contre l'acceptation. En 1919, 229 députés seulement n'avaient pas consenti à ratifier le traité de paix.

Quant au désarmement, la Bavière adopte une attitude équivoque. En Haute-Silésie, une vive effervescence s'est manifestée dans les premiers jours de mai, parmi la population polonaise, à la nouvelle que tout le bassin houiller allait être remis à l'Allemagne. Les troupes françaises ont dû intervenir pour rétablir l'ordre. L'agitation s'est accrue, avec l'apparition de bandes allemandes armées qui, le 7 mai, à Deutsch-Rasselwitz, arrêtent un officier français, le capitaine de Blois, remis en liberté sur l'intervention de notre ambassadeur à Berlin. Le 10, 1 600 hommes de la Reichswehr sont arrivés à Breslau, et, le 11, une bataille rangée a lieu, dans le district de Kreutzbourg, entre insurgés polonais et allemands. Le général français Gratier est injurié et sa voiture criblée de balles.

Non encore réglée, la question de la Haute-Silésie demeure un sujet de préoccupations sérieuses, et met en évidence une divergence de vues marquée entre la France et l'Angleterre.

Le 12, une note du Foreign Office, dont le contenu n'a été connu que deux jours après, était remise au quai d'Orsay et exposait des griefs contre la Pologne et la France que, le 13, M. Lloyd George devait développer publiquement à la séance de la Chambre des Communes. Le 14, M. Briand, s'adressant aux représentants de la presse parisienne et étrangère, déclarait que la France considérerait comme un casus belli *toute entrée de troupes allemandes en Haute-Silésie.*

D'autre part, il semble que le gouvernement britannique s'estime lié dans une certaine mesure par les conversations qu'a eues à Berlin, du 6 au 10 mai, son ambassadeur, lord d'Abernon, et qu'il considère que la soumission de l'Allemagne entraîne la révocation des sanctions de l'accord de Paris, c'est-à-dire le cordon douanier en Rhénanie et l'occupation de Dusseldorf, Ruhrort et Duisbourg.

Un terrain d'entente restait à trouver. La note anglaise préconisait une entrevue nouvelle entre MM. Lloyd George et Briand. Celui-ci a répondu que rien ne pressait, qu'il convenait d'attendre la rentrée de la Chambre française et la fin des travaux de la Commission interalliée de Haute-Silésie.

France, 4 et 5 mai. — *Centenaire de Napoléon. Cérémonies à Notre-Dame, à la Sorbonne, à l'Arc de Triomphe et aux Invalides.*

8 mai. — *La fête* officielle *de Jeanne d'Arc est pour la première fois célébrée à Paris.*

— *Un meeting communiste au Pré-Saint-Gervais donne lieu à des incidents et à des rencontres sanglantes entre la troupe et les manifestants.*

— *Dans les Hautes-Alpes, M. Planche, radical, est élu député par* 11 704 *voix, en remplacement de M. Bonniard, élu sénateur.*

13 mai. — *M. Leullier, préfet du Pas-de-Calais, est nommé préfet de police, en remplacement de M. Raux, nommé ministre plénipotentiaire.*

15 mai. — *M. Doleris, républicain de gauche, est élu, au scrutin de ballottage, député des Basses-Pyrénées, par* 26 358 *voix, contre M. Champetier de Ribes, libéral, qui en recueille* 22 946 (*en remplacement d'un député de même nuance*).

16 mai. — *M. Jonnart accepte le poste d'ambassadeur extraordinaire auprès du Vatican qui lui est offert par M. Briand.*

Italie, 15 mai. — *Elections générales pour le renouvellement de la Chambre des députés dissoute. Les résultats semblent devoir donner la majorité aux libéraux-constitutionnels.*

Angleterre, 14 mai. — *Le Parlement de l'Irlande du Sud est virtuellement constitué, quoique la date officielle des élections ait été fixée au* 24 *mai. Dans aucune des* 126 *circonscriptions, les candidats sinn-feiners n'ont rencontré d'opposants. Ils sont donc proclamés élus, d'après la loi électorale anglaise.*

Roumanie, 1er mai. — *Conclusion d'un accord politique et militaire entre la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie.*

Syrie, 1er et 2 mai. — *Bagarres sanglantes à Jaffa, entre juifs et musulmans.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26411.